



Mouvement Français Pour le Planning Familial

Association Départementale de l'Isère

36, rue Lesdiguières – 38000 GRENOBLE

Tél : 04.76.87.94.61 Fax : 04.76.87.72.70

Courriel : mjpf-isere@wanadoo.fr

www.planning-familial-isere.org

30 boulevard Gambetta – 38000 GRENOBLE

Tél : 04.76.87.94.61 Fax : 04.76.87.72.70

**ASSEMBLEE GENERALE
Mardi 19 mai 2009**

Les Groupes locaux du Planning Familial de l'Isère

Groupe local MFPF de BOURGOIN-JALLIEU

Immeuble le Silleur
17 Place A. Schweitzer
38307 Bourgoin-Jallieu
Tél : 04.74.28.30.22
Fax : 04.74.28.88.48

Groupe local MFPF de VILLEFONTAINE

Centre Simone Signoret
Place Léon Blum BP 3
38091 Villefontaine Cedex
Tél/Fax : 04.74.96.78.99

Groupe local des quartiers de Grenoble :

Grenoble : 04.76.87.94.61

Antenne de Crolles : 06.77.68.35.37

Groupe local MFPF de St EGREVE

2, rue du 19 mars 1962
Immeuble le Fié
38120 St Egrève
Tél : 04.76.75.33.04
Fax : 04.76.75.43.22

Groupe local MFPF de EYBENS

29 rue Victor Hugo
38320 Eybens
Tél : 04.76.59.37.69
Fax : 04.76.59.37.72

SOMMAIRE

RAPPORT MORAL.....	1
--------------------	---

RAPPORT D'ACTIVITES

PARTIE I – OBJECTIFS ET MISSIONS DU PLANNING FAMILIAL DE L'ISERE

1/ Objectifs et missions	6
2/ Les équipes	9
3/ Vie de l'Association Départementale du Planning Familial	11
4/ Développement de nouveaux outils de communication	13

PARTIE II – ACTIVITE DU PLANNING FAMILIAL DE L'ISERE EN 2008

• Les Actions thématiques	15
A/ L'Interruption Volontaire de Grossesse.....	15
B/ Droit des femmes et violences	18
C/ Travail envers les jeunes et les adolescents	22
D/ Les Infections sexuellement transmissibles, dont le VIH	25
E/ La parentalité	28
• Le Centre d'Orthogénie.....	31
A/ Les publics accueillis	31
B/ Animations et sensibilisations.....	47
• La Formation	71
• Le rôle essentiel du Centre de Documentation.....	93
• Les Groupes locaux	
St Egrève	101
Bourgoin-Jallieu	111
Villefontaine	120
Eybens.....	127
Centre Interquartier du CCAS de Grenoble	134
Centre d'Information de Prévention et de Conseil Conjugal de Crolles	150

RAPPORT MORAL

RAPPORT MORAL

Le Rapport Moral 2008 s'inscrit dans la suite, et la continuité, de celui de 2007 :

- ❑ Les relations avec le Conseil Général de l'Isère se sont poursuivies, sans que le Planning Familial de l'Isère ait des réponses à ses questions, et le mode de partenariat qu'il espère
- ❑ Les relations du Planning Familial de l'Isère avec les collectivités de l'Isère se sont réaffirmées et consolidées
- ❑ Les affrontements avec les opposants à l'avortement se sont durcis, mais l'opinion publique et de nombreuses organisations ont affirmé leur appui au Planning Familial, à ses valeurs et à ses activités
- ❑ 2008 a vu de nombreux renouvellements dans les équipes, et la préparation du projet important de pratique de l'IVG médicamenteuse par nos groupes.

EVOLUTION DES RELATIONS AVEC LE CONSEIL GENERAL

En 2008, le Conseil Général a lancé un travail important sur sa politique de Planification Familiale, en l'intégrant dans ses politiques de territorialisation, en définissant des critères socio-démographiques lui permettant d'évaluer les besoins en CPEF, et en décidant de modifier les types de conventions passées avec tous les gestionnaires de CPEF.

Le Conseil Général a, ainsi, pu prendre la décision de créer un CPEF à Roussillon, et un CPEF de la vallée de la Bièvre, basé sur des relations de types nouveaux avec les médecins libéraux de la vallée, ainsi que le futur CPEF du Moyen Grésivaudan, à partir de la collaboration entre le Planning Familial et la commune de Crolles.

Cependant, les critères et les indicateurs que le CGI utilise pour répondre aux demandes de subventions annuelles présentées par les gestionnaires n'ont toujours pas fait l'objet de débats avec ces gestionnaires et avec leurs équipes.

Les seules réponses ont été les montants des subventions accordées aux CPEF pour 2009, qui, il faut le reconnaître, ont été épargnées par les diminutions liées à la crise. Cependant, de grandes incompréhensions existent :

- ◆ le CGI veut-il décider des activités, et de l'organisation de celles-ci, de CPEF ?
- ◆ les critères socio-économiques territoriaux doivent-ils être les seuls pris en compte ?
- ◆ la construction de partenariats prend quelle place ?
- ◆ si l'aide du CGI est, dorénavant, à l'action, pourquoi dicter les accords salariaux aux gestionnaires, en plafonnant les salaires pris en compte ?

Notre association a demandé aux responsables des services du CGI que de telles discussions soient organisées à l'automne 2008, sans réponse.

L'annonce de nouvelles grilles d'activité à remplir, pour les évaluations et pour les demandes annuelles, n'a pas répondu à notre demande d'échanges et d'évaluations tant quantitatives que qualitative. Nous espérons que nos demandes seront entendues, d'autant plus qu'elles sont appuyées, et relayées, par les élus locaux qui sont nos partenaires.

Dans ce contexte, la situation du Centre d'Orthogénie de Grenoble, boulevard Gambetta, est problématique, car sa logique n'est pas territoriale :

- ◆ le public qui y vient n'est absolument pas limité aux cantons du centre de Grenoble
- ◆ les demandes d'interventions d'animations scolaires ne sont pas limitées aux collèges du centre-ville
- ◆ les partenaires, qui travaillent avec nous, ont une activité départementale
- ◆ c'est le seul CPEF, jusqu'à l'ouverture de celui d'Eybens, géré directement par l'AD du Planning Familial
- ◆ c'est le plus important, que le Planning Familial fait fonctionner, donc, la plupart des réflexions, des démarrages de nouvelles pratiques, se sont faites, et se font encore, dans ce centre

Or, il n'y a pas eu de discussion au niveau politique, sur le fait que la logique territoriale ne doit pas s'appliquer à ce centre.

Le Conseil d'Administration du Planning Familial a décidé de créer un nouveau poste au niveau de la « direction » de l'association : un poste de Chargé de la Mission du Développement Associatif, en juin 2008.

Sa tâche est, en étant membre à part entière de l'équipe de gestion, d'animer les équipes dans les changements nécessaires au développement engagé. La présence de Séverine Benoit, bien qu'elle ait eu plusieurs congés (maternité et de maladie), allège déjà beaucoup les questions de gestion, mais le travail de mise en œuvre du changement n'a pas encore pu réellement démarrer. La non prise en compte par le Conseil Général de nos demandes concernant les niveaux de certains salaires et l'ancienneté pour tous et toutes handicape beaucoup ce chantier.

Enfin, le CGI a accepté de ne pas demander le changement de gestionnaire des 3 CPEF de Bourgoin-Jallieu, de Villefontaine, et du centre interquartier, à la demande du Planning Familial et des communes concernées, car le temps nécessaire était insuffisant pour le faire correctement.

Donc, aujourd'hui, le CPEF d'Eybens a ouvert en 2008, avec une gestion du Planning Familial, comme l'a exigé le CGI. Cela a permis que soient bien précisées les relations du Planning Familial avec Eybens. Cela a conduit à l'élaboration d'une convention tripartite entre Eybens, le Planning Familial et le CGI. En fait c'est une convention quadripartite, entre Ville d'Eybens, CCAS d'Eybens, Association Départementale du Planning Familial et CGI.

Cette convention pourra, donc, servir de référence avec les trois autres communes, si le CGI continue à demander de changer le mode de gestion : une convention Ville - CGI et une convention Ville - Planning Familial.

En effet, les communes ne sont pas très heureuses de l'abandon du mode de gestion et de relations politiques que nous avons mis en place, dans notre département, depuis 1979 ! Peut-être que, si une occasion se présentait, nous pourrions ne pas avoir à changer de mode de gestion en janvier 2010.

RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

De nombreux élu(e)s, représentant leur conseil municipal, ont changé à l'occasion des dernières élections. Cela a permis de revivifier les relations de notre association avec l'instance politique, au-delà du CPEF lui-même.

De nombreux départs de militantes partant à la retraite, et les recrutements dus à l'ouverture d'Eybens, ont permis l'arrivée de nouvelles militantes salarié(e)s, qui ont aussi contribué au renouvellement des relations entre élus, responsables municipaux et Planning Familial.

Le 20ème anniversaire de Villefontaine, l'inauguration d'Eybens, et, en 2009, le 30ème anniversaire de Bourgoin-Jallieu, ont permis de relancer les relations, tant sur la gestion des CPEF que les relations sur les questions politiques nous concernant.

La sortie du film de Claire Simon, dont une partie importante du script a son origine dans l'observation que Claire a faite, en 1999 et en 2000, au CO de Grenoble, a beaucoup aidé à provoquer des débats autour des pratiques de nos équipes, et du soutien général apporté à notre mouvement.

Il n'est pas question de dire que seul le Planning Familial développe de telles pratiques, mais d'identifier que le caractère militant de notre association est nécessaire, tant les évolutions sont difficiles, et les oppositions toujours très vives. Les autres CPEF, qui poursuivent la plupart de nos objectifs, reconnaissent l'importance de l'existence de notre mouvement militant et d'éducation populaire.

OPINION PUBLIQUE ET OPPOSANTS

En 2008, SOS-Tout Petits- Grenoble, a relancé, avec « Choisir la Vie », les manifestations anti-IVG à la Tronche, mais aussi les manifestations contre le Planning Familial.

La plate-forme pour le droit à l'avortement a multiplié ses réunions, et permis que les informations sur les actions anti-IVG circulent, et que soient mobilisés tous ceux et celles qui veulent empêcher que de telles actions s'attaquent à un droit fragile.

Il est d'ailleurs nécessaire de prendre conscience que, dans le droit français, seuls les attaques directes, et les diffamations peuvent être invoquées en justice.

Les nombreux collages d'affiches des anti-IVG et leurs sites Internet ont provoqué de nombreuses interventions auprès du Planning Familial et des organisations de la plateforme.

En 2009, nous venons de nous organiser pour que les réactions soient coordonnées et pas seulement dans un registre défensif.

Le paradoxe de la fréquence de ces actions contre les femmes, est que cela se passe en parallèle avec un soutien de plus en plus grand de l'opinion publique aux activités et aux valeurs du Planning Familial.

En effet, en décembre, nous avons été averties que les financements « titre 1 de la loi Neuwirth » de notre association allaient être réduits de -57% dans notre département.

C'est un financement de l'Etat, par des crédits déconcentrés aux DDASS, qui existe depuis 1974 (loi Neuwirth), traduisant la mission nationale de « garantir à tout citoyen, accueil, information et éducation dans tous les domaines de la sexualité et de la vie affective ». Pour cette Mission, l'Etat verse annuellement une subvention d'aide au fonctionnement à toutes les associations qui travaillent sur cette mission. La subvention versée est proportionnelle aux nombres d'heures réalisées sur les 4 volets de cette mission définies par décrets. Il est évident qu'il n'y a pas que le Planning Familial, mais, nationalement, il réalise plus de la moitié des heures.

En fait, le budget de l'Etat 2009, avait décidé -42% de diminution, et une disparition programmée pour 2010.

L'information faite nationalement et dans les départements a soulevé un soutien énorme d'élus, de structures, d'associations.

La pétition lancée fin janvier 2009 a recueilli 140 000 signatures en 1 mois.

Devant ces soutiens de tous bords, le gouvernement a reculé, et s'est engagé à maintenir les subventions de 2008, en 2009-2010 et 2011 !!

Un très grand nombre de personnes se sont manifestés localement. Dans les manifestations contre la politique sarkosienne, du 29 janvier et du 19 mars, le Planning Familial est « devenu » visible, et ses revendications reconnues aux cotés des autres.

L'enjeu aujourd'hui, est d'accueillir ceux qui veulent adhérer à notre mouvement, et de maintenir, par une communication adaptée, l'information du grand public sur les activités de base, et les valeurs, du Planning Familial.

EQUIPES, FONCTIONNEMENT ET PROJETS D'AD

Le fonctionnement des instances statutaires, CA et Bureaux, tout en étant satisfaisant sur la régularité des réunions, pose encore des problèmes.

Le lien entre la vie des équipes et les discussions en CA et Bureau est très difficile.

Une amélioration se produira, sans doute, lorsque nous pourrons avoir identifiées et reconnues des responsabilités, y compris pour l'animation des équipes, particulièrement pour le site de Grenoble.

Le rôle de Séverine Benoit vis-à-vis de l'équipe de Grenoble devrait, également, aider au lien entre cette équipe et les instances.

Bien qu'il y ait des points à changer dans le fonctionnement de l'AD, le projet de mise en œuvre de la pratique de l'IVG médicamenteuse par nos équipes, dans le cadre des CPEF, a avancé. La publication du texte de décret qui manquait pour ouvrir cette activité a été publié le 8 mai. Nous sommes, donc, prêts pour commencer.

Nous allons pouvoir, ensuite, mettre en place un mode de travail avec les médecins de centres de santé, et les généralistes, qui désireraient fonctionner en réseau avec le Planning Familial, répondre, ainsi, à la proposition de la Mutualité.

Avoir des projets d'AD, et contribuer à des projets régionaux, sont des moyens de permettre de construire des projets collectifs, dont notre association a besoin.

RAPPORT D'ACTIVITES

PARTIE I

**OBJECTIFS ET MISSIONS
DU PLANNING FAMILIAL DE L'ISERE**

1/ OBJECTIFS ET MISSIONS

Le Mouvement Français pour le Planning Familial est un mouvement d'éducation populaire qui lutte pour créer les conditions d'une sexualité vécue sans répression ni dépendance, dans le respect des différences, de la responsabilité et de la liberté des personnes. Il se bat pour le droit à la sexualité, pour le droit à la contraception et à l'avortement, en agissant pour le changement des mentalités et des comportements, contre les inégalités sociales et l'oppression spécifique subie par les femmes. Il participe ainsi à la remise en question des rapports sociaux de sexes, à la lutte contre les violences et les discriminations, à la prévention des risques sexuels et au respect de chacun dans son identité.

Depuis 1961, et à Grenoble dès les débuts, le Planning Familial s'est construit autour de la lutte pour l'accès à la contraception et pour le droit à l'éducation sexuelle, et ensuite, dans la foulée, pour le droit à l'avortement ; c'est-à-dire pour le droit des femmes à disposer de leur corps. De ce fait, le public concerné par ses actions a été rapidement presque uniquement des femmes. Au fil des luttes et en instaurant un état de fait, notamment par la création de lieux d'information sur la contraception, puis par la pratique d'avortement illégaux, le Planning Familial a participé à l'évolution des mentalités et contribué au vote de lois en faveur du droit des femmes. Avec les évolutions de la société, les pratiques du Planning Familial ont utilisé les structures administratives inspirées par les combats de la première heure, mais ses objectifs n'ont pas changé.

Par exemple, si l'IVG est depuis 1975 un droit en France, y accéder dans de bonnes conditions demeure trop souvent un tour de force et la mise en place de l'IVG médicamenteuse, hors hôpital, est un nouvel enjeu. De même, dans de plus en plus de quartiers, de nouvelles formes de discriminations et de violences (pression sociale très forte notamment) sont de plus en plus visibles, y compris les mariages forcés. Et si des avancées ont eu lieu concernant l'éducation sexuelle, par sa légalisation dans la Loi de 2001, les jeunes n'ont toujours pas, voire de moins en moins, d'informations et d'éducation sur la sexualité. Et même, la prise en compte des spécificités du VIH-SIDA pour les femmes n'est toujours pas assurée par les politiques de santé publique à la mesure des réels besoins.

Avec le temps, le mouvement s'est développé et a obtenu une reconnaissance officielle de ses objectifs et de ses pratiques, maillant peu à peu l'ensemble du territoire. Les financements de l'Etat, datant de la loi Neuwirth, reconnaissent au réseau du MFPF les missions nationales données aux associations labellisées, en tant que EICCF (Etablissements d'Information, de Consultation et de Conseil Familial), sur l'accueil, l'information et l'éducation dans le domaine de la sexualité. Ce sont ces financements qui ont été en danger lors du débat budgétaire de l'Etat de décembre 2008. La mobilisation extraordinaire de la population et de nombreuses organisations a rendu visible la reconnaissance de l'utilité du Planning Familial et du soutien apporté à ses objectifs et à ses actions, ainsi qu'aux financements se rattachant à ses missions. C'est un appui

important à l'autonomie du mouvement et à sa recherche de partenariats pour concourir aux buts qu'il s'est fixé. Les permanences et les interventions, pour lesquelles les associations du Planning Familial sont reconnues comme CPEF (Centre de Planification et d'Education Familiale), sont des moyens majeurs, non seulement pour proposer un accueil personnalisé mais aussi pour mesurer les difficultés individuelles et les évolutions de la société par le biais de la parole donnée, celle des femmes et des jeunes en particulier.

Concrètement, les missions et les objectifs du Planning Familial de l'Isère sont mis en œuvre par l'ensemble de ses équipes sur le département :

- ◆ Assurer un accueil, des entretiens, des consultations médicales, des animations, des interventions extérieures et des actions spécifiques.
- ◆ S'engager dans des actions favorisant la prévention des violences, le respect des droits des femmes, l'égalité d'accès à l'information sur la sexualité.

Selon le lieu d'implantation des équipes, le public et les moyens d'intervention sont différenciés. Les interventions en milieu rural (Bourgoin-Jallieu, Villefontaine) ou communes limitrophes de Grenoble (Saint Egrève, Eybens) vont par exemple concerner majoritairement des jeunes scolarisés. A l'inverse, sur les quartiers sensibles (Grenoble Interquartiers) où l'anonymat revêt une grande importance, les jeunes sont assez peu présents, préférant se rendre sur le lieu central et anonyme que représente le centre de Gambetta. Ces centres sont par contre fréquentés par les femmes habitant à proximité. Quant au Centre d'Orthogénie de Gambetta qui est un lieu de pratique référent pour l'ensemble de l'Association Départementale, il assure le plus de permanences auprès d'un plus large public. Cela permet que des liens se tissent entre l'accueil du public et les partenariats spécifiques que l'association a noué sur Grenoble ou sur tout le département.

- ◆ Assurer des formations auprès des professionnels et des particuliers telles que la formation au conseil conjugal et familial, la prévention des risques sexuels, les rapports entre le féminin et le masculin, les violences de genre. Ces formations, outre l'échange qu'elles permettent entre différents travailleurs sociaux, éducateurs et autres, offrent la possibilité à chacun d'acquérir de nouvelles compétences autour des questions de sexualité, de santé reproductive et des rapports de domination de genre.
- ◆ Tenir des permanences, assurées par des conseillères conjugales et familiales, à la demande de partenaires différents. C'est le cas par exemple des permanences tenues à la CAF autour de la parentalité ou des rencontres café-familles ou auprès des étudiants grâce à une présence sur le campus par le biais d'un partenariat avec la Mutuelle des Etudiants (LMDE).
- ◆ Organiser des évènements, des débats et des actions ponctuelles sur des thématiques de fond telles que l'homoparentalité, femmes et VIH, jeunes et prévention.

◆ Participer à des réseaux et des projets collectifs. Sur certains quartiers (les quartiers sud de Grenoble par exemple), la participation à des projets de proximité est un moyen très précieux pour aller vers des femmes qui peuvent aborder les questions de sexualité et de planification par des biais indirects (ateliers, groupes de paroles). De la même manière, des ateliers tels que le massage bébé ou la participation à des groupes de paroles permet d'aborder ces thématiques liées à l'intime.

Par ailleurs, la participation à des projets collectifs permet l'échange de pratique et d'expérience avec d'autres structures travaillant sur des champs proches et la création de réseaux de professionnels. C'est le cas par exemple du travail autour des mariages forcés, de la prévention des violences ou de la mise en place de la Maison des adolescents.

◆ S'engager dans des échanges internationaux (Sénégal, Burkina Faso, Algérie, Cameroun) sur la question du droit des femmes, du SIDA ou des violences. Cela se traduit concrètement par la mise en place de formations ou de rencontres avec des femmes d'associations permettant des échanges sur les pratiques.

◆ Offrir l'accès à une documentation riche et actualisée sur les thématiques du Planning Familial, par le biais de supports diversifiés. Le centre de documentation joue un rôle central en la matière à l'échelle départementale, tant auprès des professionnels que du grand public.

◆ Accompagner des groupes de jeunes à construire des outils de prévention qui leur sont destinés pour que le message soit renouvelé et adapté au public visé. Cela permet une prévention directe par le biais du groupe de jeunes engagés, avec un fort effet de bouche à oreille autour de chacun d'entre eux puis une prévention plus large par le biais de l'utilisation de l'outil. Nous sommes par là-même au cœur de l'éducation populaire.

◆ Assurer un rôle de veille, de propositions, et s'engager dans l'action.

Le Planning Familial se revendique comme un acteur politique, utilisant son expérience de terrain pour être force de proposition dans les champs de la sexualité et des droits des femmes. Dans la pratique, cela signifie qu'il est un interlocuteur pour les pouvoirs publics, à la fois pour prendre part à certaines actions mais aussi pour se positionner clairement dans le débat et face aux décisions prises. Il peut jouer un rôle d'alerte et de veille grâce à la présence quotidienne de ses équipes à la fois au sein des Centres et lors des actions extérieures.

Il est évident qu'il est difficile de séparer les missions relevant des missions du Planning Familial et des missions des CPEF. Cependant, certains champs relèvent plus exclusivement de l'activité associative. Il s'agit en particulier de la vie politique, des formations, de la solidarité internationale, de la documentation et d'une partie du travail de construction d'outils. Or pour le Planning Familial, toutes ces actions ne peuvent se faire

qu'à partir de la pratique, et en particulier à partir des activités de base du mouvement. Donc, toutes les activités du Planning Familial sont intrinsèquement liées.

2/ LES EQUIPES

La pratique de **l'équipe de Grenoble-Gambetta** occupe une place particulière. Historiquement d'abord, puisque c'est là que s'est constitué le premier noyau de militants, il y a maintenant plus de cinquante ans. C'est sa pratique qui a été la première pratique associative reconnue comme CPEF il y a plus de quarante ans dans le département et même l'un des deux premiers lieux de pratiques au niveau national à avoir été agréée à ce titre en premier. Stratégiquement enfin : du fait de sa situation géographique, au centre de Grenoble, de son expérience et de la taille de son équipe, le centre de Gambetta a vocation à assurer plusieurs rôles spécifiques pour les différentes équipes du Planning Familial, mais aussi au delà.

Le siège de l'association et les activités comme la documentation et la formation sont logés à cet endroit ce qui donne un caractère riche à ce centre.

Des échanges et des rencontres régulières de l'ensemble des équipes permettent d'échanger sur la situation politique, sur les pratiques et sur les thématiques.

Face à tous ces enjeux, l'équipe de gestion permanente de l'association est particulièrement faible en nombre.

Le groupe local de St Egrève, composé de 5 personnes, à la particularité de s'être doté d'une association, créée avec la Mairie pour gérer le CPEF de St Egrève. L'employeur du personnel est le MFPP. Cela signifie que les salariés s'investissent à la fois dans la vie associative du MFPP de l'Isère et dans celle de l'association du centre, en participant dans ces deux instances aux réunions de bureau et aux conseils d'administration.

En novembre 2008, l'équipe de 7 personnes de **Villefontaine** a fêté ses 20 ans en présence de 150 personnes.

Cette date anniversaire coïncidait avec la sortie du film « les bureaux de Dieu » de Claire Simon. Cette manifestation a été un moment important pour l'équipe du Planning Familial de Villefontaine. Un grand nombre de partenaires ont répondu présent, cela a permis de se rendre compte que le Planning était bien identifié et reconnu sur le secteur.

Le gestionnaire du Centre de planification, le CCAS de Villefontaine, a largement soutenu l'équipe sur un plan logistique et financier.

Le groupe local du MFPP de Bourgoin-Jallieu, composé de 8 personnes, existe depuis 1972. Dès 1977, le MFPP départemental et local avaient alors travaillé avec la municipalité de cette ville et le groupe des femmes socialistes afin que conjointement au CIVG, s'ouvre

un Centre de Planification, ce qui se fit dès septembre 1979. Depuis cette date le MFPP s'est fortement mobilisé dans les actions de prévention menées en collaboration avec les différents partenaires sociaux du territoire...

En 2008, les activités du Planning Familial qui se développaient avec une seule personne depuis 2006 sur **Eybens** ont pu se concrétiser grâce au partenariat avec la ville d'Eybens qui a permis qu'une convention soit signée avec le Conseil Général pour reconnaître les activités de planification.

C'est sur ce site que l'Association Départementale du Planning a signé avec le Conseil Général, la ville d'Eybens et le CCAS une convention quadripartite faisant apparaître les objectifs du Planning.

Cette convention quadripartite est désormais proposée partout où le Planning est présent.

L'équipe constituée comprend quatre personnes qui travaillent à temps partiel : une médecin-directeur qui assure 3 permanences (de 3h chacune) et un temps de travail administratif et préventif (4h30), une secrétaire à mi-temps (17h30) et deux conseillères à 80%.

Le centre ouvre 21h par semaine, uniquement les après-midis avec des horaires variables : deux permanences de 14h à 19h, deux de 14h à 17h et une de 13h à 18h. En dehors de ces heures d'ouverture, le travail effectué se partage entre réunions d'équipe (du centre et au MFPP), animations collectives (préparation, intervention, bilan...), réunions avec des partenaires...

Depuis janvier 2007, la commune de Crolles a demandé au Planning Familial de commencer à faire fonctionner **un Centre d'Information de Prévention et de Conseil conjugal à Crolles** et plus tard le Centre de planification et d'Education Familiale du Moyen Grésivaudan.

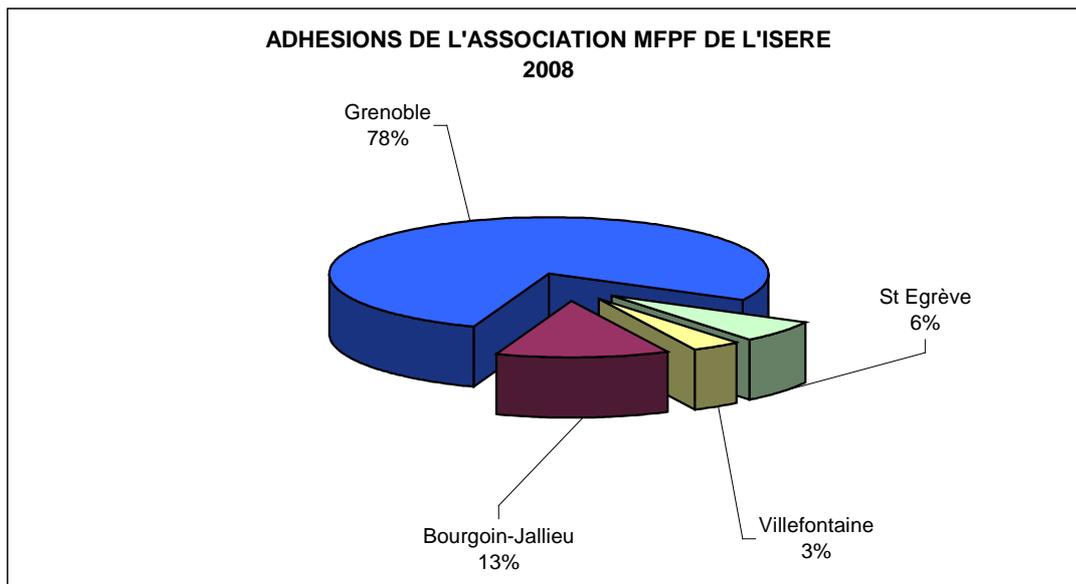
C'est une militante salariée de Grenoble qui est présente sur ce site et développe les entretiens et animations diverses, en attendant que le groupe local puisse se constituer en 2010.

De plus, les missions d'informations et d'échanges collectifs nécessitent un partenariat solide avec les professionnels. Il s'agit donc bien de travailler en réseau avec les différentes structures de la commune, partenariat qui s'est déroulé très positivement en 2008.

3/ VIE DE L'ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DU PLANNING FAMILIAL

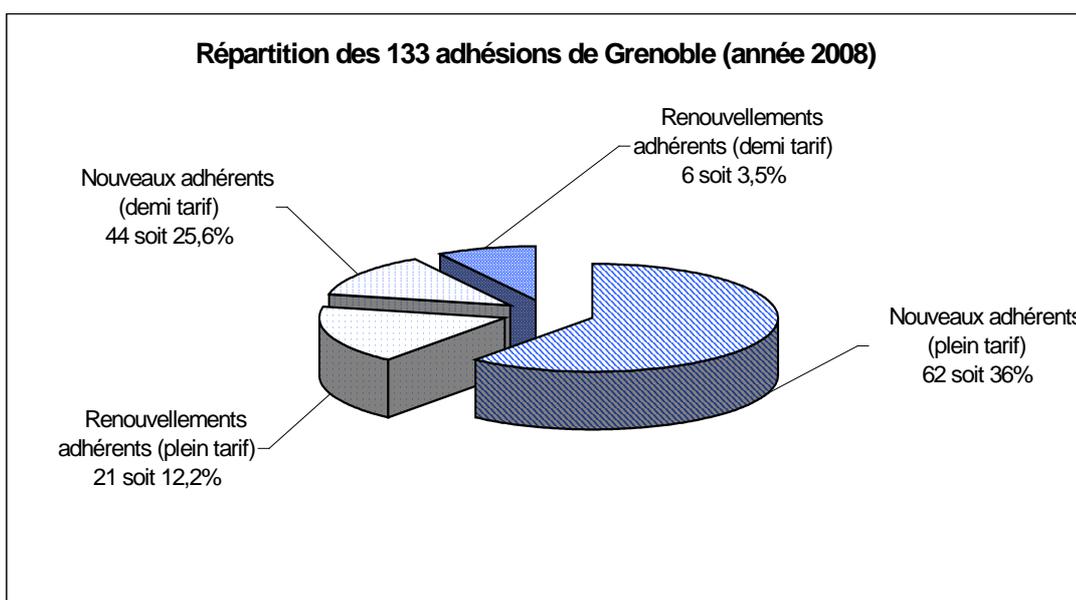
LES ADHESIONS

Pour la première fois depuis longtemps, un fort travail de mobilisation a fait augmenter le nombre d'adhésions passant ainsi de 98 à 172 adhérents pour l'année 2008.



On a pu notamment constater l'augmentation notable de nouveaux adhérents.

Pour exemple la répartition des adhérents de Grenoble :



L'augmentation de ces adhésions n'est qu'un début et nous espérons mener une réflexion en interne afin de mobiliser des bénévoles tout au long de l'année.

Le fort soutien qu'a suscité l'avenir du Planning Familial auprès du public ces derniers temps, montre l'intérêt certain que représentent nos actions.

LA FEDERATION REGIONALE RHONE-ALPES

La Fédération Rhône-Alpes est composée de 5 associations départementales : Rhône, Isère, Loire, Ardèche et Drôme, ainsi que d'une association limitrophe : la Saône et Loire.

Le siège de la Fédération est basé à Villeurbanne, dans les locaux de l'Association Départementale (AD) du Rhône. En 2008, la présidence est tenue par le Rhône, la trésorerie par le Loire et le secrétariat par l'Isère. Une coordinatrice a été embauchée, dont le poste est basé à Valence.

Une convention a été signée entre le Conseil Régional Rhône-Alpes et notre Fédération, ceci afin de faciliter le travail commun entre les AD et de faire se consolider la coordination régionale. Cette convention facilite également la circulation des informations, la mutualisation des moyens ainsi qu'un portage régional d'un certain nombre de projets.

Les réunions régionales

Elles ont été au nombre de 6 pour l'année 2008. Toutes les AD de la région sont représentées à chacune de ces rencontres. Elles se déroulent dans des AD différentes à chaque fois, afin qu'il y ait une meilleure connaissance des AD entre elles. C'est bien à travers ces rencontres que le réseau interne régional se construit.

Au cours de ces réunions régionales, nous abordons notamment les questions de formation en interne (objectifs et motivations, vie et fonctionnement, formation thématique...).

Nous gérons également le fonctionnement de la permanence Azur, un numéro permettant de s'informer sur l'IVG, la contraception et la sexualité, gratuitement et anonymement sur l'ensemble de la région. Avec un financement du GRSP (Groupement Régional de Santé Public), cette permanence est assurée par les salariés de 5 AD à raison de 6 heures par semaine. Cette permanence a été réorganisée au cours de l'année 2008 : certaines AD ont transféré les permanences à d'autres AD demandeuses et pour qui le financement de cette action était nécessaire pour leur bon fonctionnement.

Un site Internet de la Fédération Régionale est en cours de création.

Enfin, à l'occasion de la sortie en salle du film de Claire Simon « Les bureaux de Dieu », la région s'est organisée pour que des projections aient lieu dans chaque département suivies de débats animés essentiellement par les AD.

Les journées thématiques

Des journées thématiques ont également été mises en place. Il s'agit de proposer aux AD une journée de réflexion et d'échange de pratique sur des thèmes qui sont particulièrement d'actualité. Ce travail permet aussi aux participants de découvrir les actions départementales et les implications du MFPP dans les domaines abordés. En 2008, nous avons choisi le thème de l'IVG. Chacune de ces journées nécessitent un travail préparatoire auquel participent des représentantes de plusieurs départements. La journée thématique est ouverte à tous, salariés et militants des AD sur l'ensemble de la région.

Les projets

La région souhaite organiser un colloque d'une journée sur l'IVG médicamenteuse. Elle souhaite y aborder les questions de formation et d'information en ouvrant sur les partenaires institutionnels (tels que les Conseils Généraux, par exemple).

Ce colloque se déroulera dans la Drôme et entrera dans le cadre du projet avec l'IPPF (International Planned Parenthood Federation).

Il est également question de développer un programme RRS (Réduction des Risques Sexuels) au Maroc.

Nous souhaitons aussi mettre en place des rencontres en Espagne et aux Pays-Bas afin de rencontrer les équipes des cliniques susceptibles d'accueillir les femmes en situation de délais dépassés.

En terme d'organisation, une personne par AD est référente pour chaque question posée en région. Les personnes qui assistent à la réunion régionale sont porteuses et donc relais auprès d'une personne de l'AD qui devient à son tour référente de la question à traiter.

4/ DEVELOPPEMENT DE NOUVEAUX OUTILS DE COMMUNICATION

LA BORNE INTERACTIVE

Le Planning Familial de l'Isère a mis en place la création d'une borne interactive présentant notre association à l'accueil du centre de planification de Gambetta.

Nous avons constaté que les jeunes, qui sont le public principal de nos permanences, ne connaissent le Planning Familial que pour nos centres de planification. Il nous semblait donc important de communiquer sur la dimension associative du Planning. Comme il n'est pas toujours possible d'en parler lors des entretiens, nous avons donc pensé à mettre en place une borne interactive à l'accueil. L'idée étant de trouver un support de communication interactif, ludique et jeune, pour qu'il soit attrayant et qu'il soit vu par le plus grand nombre.

Pour ce projet, nous avons sollicité 8 jeunes en service civil volontaire de l'association Unis Cité. Ce projet a débuté fin novembre 2007 et s'est terminé le 25 janvier 2008. A raison de 2 jours par semaine (les jeudis et vendredis), les jeunes ont créé le CDROM. La motivation des 8 jeunes tout au long du projet a permis la réalisation d'un produit fini, ludique, et professionnel. Ils ont bien tenu compte des objectifs par rapport au public et la dimension du Planning Familial en associant à ceux-là leur propre créativité. Le déroulement de ce projet a été présenté dans le dernier rapport d'activités.

La borne a été mise en place courant avril à l'accueil du centre de Gambetta. Toutes les personnes venant au centre de planification ont accès à ce CDROM. Ce dernier permet de connaître la dimension associative du Planning Familial en retraçant son histoire, en expliquant ses missions et en développant ses activités (les différents CPEF du Planning en Isère, le centre de documentation, la formation, les animations...).

Nous avons également utilisé ce CDROM lors de stands (grâce à un ordinateur portable) comme à « fête la Rentrée » sur le campus, et également lors de l'inauguration du centre de planification d'Eybens, en accès libre.

Pour 2009, il est envisagé de faire un exemplaire de ce CDROM à chaque groupe local avec leurs propres photos pour la partie concernant le centre de planification.

SITE INTERNET

Cette année, nous avons retravaillé l'architecture de notre site Internet départemental. L'objectif de cette nouvelle version est de présenter une architecture beaucoup plus simplifiée, avec des pages courtes et peu d'images, qui puisse être facilement modifiée, une navigation claire entre les centres de planification et l'association et plus en cohérence avec le site national. Le site est destiné à différents publics : les jeunes/nos partenaires/nos financeurs. Nous avons donc retravaillé le graphisme, l'architecture, et les nouvelles parties. Nous avons aussi profité de l'occasion pour réactualiser les pages déjà existantes.

Nous proposons une architecture en 3 volets

Versant Associatif : notre mouvement

Cette partie est plus destinée à un public souhaitant avoir des renseignements sur l'association, ses différentes activités, ses objectifs défendus auprès des pouvoirs publics...

Versant Informations Pratiques

Toutes les informations pratiques concernant la contraception, l'IVG, la contraception d'urgence, les I.S.T. / SIDA, les sexualités, les violences et les adresses utiles.

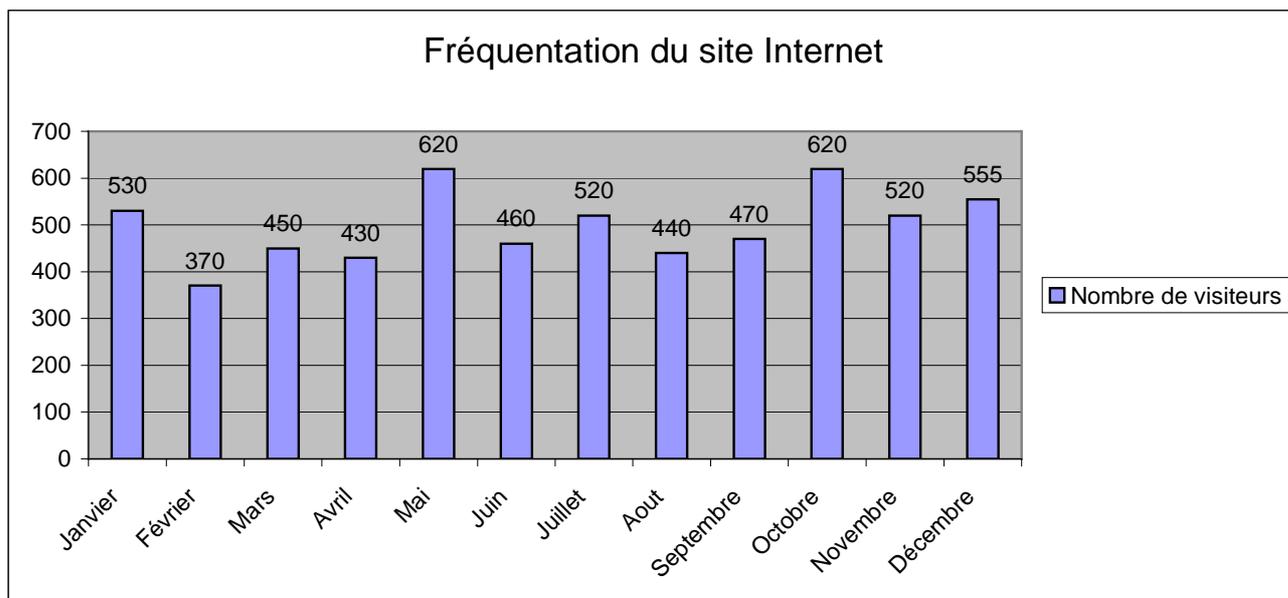
Versant Actualités

Une rubrique pour pouvoir informer rapidement les internautes sur les débats organisés dans le département, les communiqués de presse, les manifestations, un lien vers « les nouveautés de la doc »...

Les nouveaux services proposés :

En bas de certains « bas de page » des contacts spécifiques en fonction des thématiques, des historiques (avec les grandes lois...), des documents téléchargeables (bibliographies, bulletin d'adhésion, ...)

La fréquentation du site :



Nous faisons le même constat sur la fréquentation du site que l'année dernière, à savoir que le manque d'actualités sur notre site expliquerait la diminution de la fréquentation. 5985 personnes ont surfé sur notre site cette année.

Nous avons mis en ligne cette nouvelle version le 22 décembre 2008.

PARTIE II

**ACTIVITES DU PLANNING FAMILIAL DE L'ISERE
EN 2008**

LES ACTIONS THEMATIQUES

Au travers des personnes rencontrées et des paroles entendues, des problématiques de fond apparaissent, évoluant au fil du temps. En croisant ces constats avec les objectifs qu'il s'est fixé, le Planning Familial de l'Isère travaille prioritairement autour des thématiques suivantes : l'IVG, les IST et le VIH, les droits des femmes et les violences, les jeunes et les adolescents, la parentalité. Il s'agit bien évidemment de thèmes de fonds, et donc récurrents, mais d'une année sur l'autre les angles d'attaques et les actions menées varient, pour s'adapter sans cesse aux nouveaux contextes et permettre de développer des projets novateurs.

Pour toutes ces actions, le partenariat est à la fois un objectif et un moyen.

A/ L'INTERRUPTION VOLONTAIRE DE GROSSESSE

LA PLATE-FORME IVG

La plate-forme IVG s'est réunie en 2008, rassemblant à la fois des personnes du Planning Familial (médecins et conseillères) de l'Isère mais aussi toutes les personnes désireuses de participer à la défense de ce droit. Concrètement, cela signifie des points réguliers sur l'IVG au niveau local, notamment sur les attaques des anti-IVG et les conditions d'accès à l'avortement pour les femmes.

L'inauguration du nouveau bâtiment du CHU, appelé « Couple-enfants » (réunissant la maternité et le CIVG) a été l'objet d'une prise de position : le nom retenu semblait de fait très réducteur. Quelle place en effet, dans un tel bâtiment pour une femme venant pratiquer une IVG ? De même, quelle place pour une femme seule ?

Tout au long de l'année, le constat a été fait d'attaques croissantes de la part des commandos anti-IVG, jusqu'à venir sous les fenêtres du Planning Familial avec banderoles et slogans, lors de la rencontre du 29 avril. Un courrier de protestation a été envoyé au Préfet et les médias locaux ont été informés.

Le 1er mai, une table a été tenue place Victor Hugo pour informer sur l'IVG. Deux femmes ont fait beaucoup de chahut pour l'empêcher de se tenir. SOS Tous Petits a filmé leurs mobilisations afin de la diffuser sur Internet. Des propos très virulents, véritables agressions verbales, ont été tenus (« vous, je vous connais et je ne vous raterai pas »).

Un travail a été engagé pour préparer un tract permettant de répondre aux attaques des anti-IVG, en affichant notre engagement en faveur des pro-choix.

LA MISE EN PLACE DE L'IVG MÉDICAMENTEUSE

La possibilité au personnel des centres de planification de proposer l'IVG médicamenteuse ambulatoire aux personnes souhaitant bénéficier de cette méthode existe enfin dans le Code de la Santé Publique, bien que les décrets d'application soient toujours en attente.

Au niveau départemental, le processus de mise en place de l'interruption volontaire de grossesse par méthode médicamenteuse, hors hospitalisation, au sein des différents centres d'orthogénie a bien avancé en 2008.

La commission IVG a réuni l'ensemble du département avec des médecins et des conseillères de Bourgoin-Jallieu, Villefontaine, Grenoble, Saint-Egrève. L'expérience du Planning de Villeurbanne nous a été précieuse afin de nous fixer des objectifs précis tant administratifs, qu'organisationnels. Ainsi à la fin de l'année 2008 le bilan est donc positif.

Au niveau administratif nous avons sollicité la DRASS pour le financement de la formation des salariés, nous sommes toujours en attente d'une réponse. On peut craindre, qu'avec la disparition des DRASS, la réponse puisse tarder...Nous avons également sollicité le Confédération du MFPP ainsi que l'International Planned Parenthood Federation pour un financement.

Nous nous sommes mis en lien avec la CPAM de l'Isère pour organiser le remboursement et le tiers-payant du forfait, ainsi que l'anonymisation des mineures.

Au niveau organisationnel, nous avons rédigé un protocole précis sur le déroulement de l'IVG médicamenteuse, détaillant les rôles de chacun : secrétaire, conseillère et médecin au fil des différentes consultations. Ce protocole a été travaillé dans une réunion rassemblant un grand nombre des salariés de l'AD. Nous avons ainsi pu penser l'organisation de l'accueil, un protocole concernant le déroulement de ces IVG, la formation à cette technique, l'articulation et les conventions avec divers partenaires, des demandes de subvention.

Au niveau local, chaque groupe doit désormais se saisir du protocole, le retravailler afin de préciser les choses, avec les réalités qui leur sont propres.

Nous avons également précisé la teneur des stages de formation des salariés, qui sera bien sûr précisé, là encore, en fonction de la réalité locale, puisque l'Hôpital de Bourgoin, celui de Voiron ou le CHU de Grenoble n'auront pas forcément les mêmes exigences.

A Saint Egrève, le médecin du centre a participé aux cinq séances de la commission IVG du MFPP. Elle a été la courroie de transmission entre cette commission, les réflexions qui y étaient menées, et ce qui pouvait émerger de nos échanges en équipe à St Egrève et informer le Bureau et le CA de l'association de St Egrève. Pour alimenter notre réflexion, nous avons participé à la journée régionale du MFPP sur la pratique de l'IVG médicamenteuse ambulatoire et l'une d'entre nous est allée à une journée de travail

proposée par l'ANCIC. L'application de cette méthode d'interruption de grossesse au sein de notre centre correspond à une volonté de l'équipe dans son ensemble, celle-ci étant clairement portée sur ce point par le conseil d'administration de notre association.

A Bourgoin-Jallieu, le Planning Familial renoue cette année un partenariat plus étroit avec l'hôpital. En effet le projet de mise en place de l'IVG médicamenteuse dans les CPEF a permis des rencontres avec les médecins du service IVG, et une réflexion commune sur le sujet de manière plus générale. Courant 2009, le service IVG accueillera les conseillères pour 3 demi journées de formation chacune.

Ainsi, le travail sur l'IVG médicamenteuse a permis de travailler de manière transversale entre les différents professionnels de l'AD et aussi de la région, de dynamiser les équipes et les échanges autour d'un projet commun.

Un travail régional

L'Interruption Volontaire de Grossesse a été un thème de travail important tout au long de l'année 2008, tant au niveau régional en lien avec les autres associations du Planning Familial de Rhône-Alpes, qu'au niveau départemental ou local.

Au niveau régional, des rencontres ont eu lieu tout au long de l'année 2008, permettant des échanges dynamiques et des réflexions communes. Ainsi, l'AD 38 a participé à l'organisation de la journée régionale de formation sur l'IVG qui s'est tenue le 2 octobre 2008 à Lyon. Elle a réuni médecins, conseillères conjugales, secrétaires, administratifs de toute la région.

Au préalable, un état des lieux sur les conditions d'accès à l'IVG en Rhône-Alpes a été fait via une enquête auprès de chaque association départementale. Nous avons malheureusement constaté à nouveau que les inégalités d'accès aux différentes méthodes d'avortement, mais aussi au mode d'anesthésie, la rapidité d'obtention de rendez-vous, la qualité de prise en charge et notamment l'accessibilité aux mineures sans accord parental, perdurent toujours en 2008 dans la région Rhône-Alpes. Pour exemple, les IVG instrumentales pour des grossesses datées entre 12 et 14 semaines d'aménorrhées sont réalisées dans 60% des CIVG de département de l'Ardèche et seulement 30% du département du Rhône. L'écart est accablant et la lutte pour faire appliquer la loi doit continuer.

Cette journée régionale a permis d'échanger sur nos pratiques et de proposer des pistes de recommandations et pistes d'actions régionales et départementales pour faire face aux difficultés rencontrées.

Nous avons également partagé l'expérience de l'AD 69 qui a déjà mis en place dans son centre l'IVG médicamenteuse sans hospitalisation, permettant ainsi aux autres centres de lever certaines interrogations et inquiétude face à cette pratique.

Enfin le 3ème volet de cette journée a ouvert le débat sur les liens à développer avec les autres associations féministes européennes, afin de ne plus être seulement des consommatrices du soin lorsque nous envoyons des femmes avorter à l'étranger lorsqu'elles ont dépassé le délai légal français, mais de dynamiser échanges, rencontre et solidarité avec les associations féministes locales.

B/ DROITS DES FEMMES ET VIOLENCES

CONFERENCE

Une conférence a été organisée par l'antenne jeune d'Amnesty International de Grenoble sur la thématique « violences faites aux femmes » à la bibliothèque universitaire en partenariat avec une femme médecin du Centre de santé universitaire et une conseillère du Planning Familial. La conseillère a notamment traité des mutilations sexuelles à l'encontre des femmes et des mariages forcés.

RESEAU VIOLENCES INTRA FAMILIALE ET MARIAGES FORCES

Ce travail, porté par le Planning Familial de l'Isère, a débuté en novembre 2007. Des réunions partenariales se sont faites en 2008 à raison d'une tous les deux mois.

Cette idée de travailler ensemble et en partenariat sur cette problématique est partie du constat fait lors de l'accueil et demande de jeunes femmes sur le département nécessitant une prise en charge multiple et monopolisant par conséquent divers acteurs dans le champ du secteur santé/social, et des associations.

De plus l'émergence d'une rencontre partenariale s'est imposée à nous très rapidement, pour décloisonner nos secteurs différents et concrétiser ainsi un réseau certes existant mais sans réelle visibilité.

L'un des objectifs est principalement de mutualiser nos connaissances, nos expériences, nos pratiques, notre savoir faire afin de pouvoir mieux accompagner ces jeunes femmes (jeunes hommes) confrontés à cette violence.

Ce réseau est avant tout un outil de prévention, de réflexion, sur l'accompagnement spécifique que nécessitent ces situations.

- Accompagnement « avant »
- Accompagnement « pendant »
- Accompagnement « après »

Les premières questions posées lors des premières réunions ont été :

- ◆ De faire un état des lieux sur le département des associations ou institutions étant ou pouvant avoir été confrontés professionnellement à ces situations
- ◆ Réfléchir ensemble en terme de prévention, d'aide, de prise en charge, d'écoute de cette problématique
- ◆ Construire des outils à même d'assurer un soutien adapté aux jeunes filles majeures voulant se soustraire à un mariage forcé

- ◆ Lister les différents niveaux d'accueil que nécessitent ces situations : aide psychologique, soutien moral, hébergement, éloignement, sécurité, revenus, santé, scolarité, juridique etc...
- ◆ Travailler à un annuaire pour joindre rapidement les membres du réseau et surtout qui fait quoi ?
- ◆ Rendre connaissance du travail déjà existant dans le département en direction de cette problématique « ex : guide juridique » réalisé par le Conseil général, Ligue des Droits de l'Homme, centre d'information féminin, dans la région et dans d'autres départements. Ces rencontres sont soutenues et en étroite collaboration avec la délégation départementale de l'Isère.

LA JOURNEE DES FEMMES DU 8 MARS 2008

A Grenoble, nous avons choisi une représentation théâtrale de la troupe du Superflu (comédiens amateur). Cette pièce raconte la vie d'Olympe de Gouges, Femme de Lettre, Femme de théâtre, Femme Politique ; inspirée par la bibliographie d'Olivier Blanc, écrit et mise en scène par Denise Savier (militante du MFPPF). Du fait de l'ouverture d'un centre de planification du MFPPF dans la même année à Eybens, nous avons trouvé opportun de jouer cette pièce au Centre Loisirs et Culture d'Eybens.

L'animatrice, deux conseillères et la gestionnaire ont pris en charge l'organisation de cet évènement : contact avec la troupe, contact avec le CLC d'Eybens, la communication de l'évènement, l'organisation du buffet (servi après la pièce) et les demandes de subventions. Cet évènement a rassemblé entre 60 et 70 personnes. Nous avons mis à disposition une table de presse gérée par la documentaliste du Planning, cette dernière nous a également fait une sélection d'affiches sur la thématique du féminisme. Le buffet a permis des échanges informels entre les acteurs, le public et les militants du Planning sur les conditions de la femme à l'époque d'Olympe de Gouges, des évolutions depuis cette période et du sexisme encore présent de nos jours.

L'interquartier a mené une action en deux temps :

1) Accompagnement d'un groupe de femmes pour la réalisation d'une œuvre :

L'objectif principal n'est pas la production d'une œuvre mais de motiver une discussion entre femmes sur le thème de la place des femmes dans l'espace public.

Pendant environ 3 mois (Janvier, Février et Mars 2008), six centres sociaux ont fabriqué une œuvre. Le type d'œuvre était choisi par le groupe de femmes dans chaque centre en fonction de leur perception du thème.

- ◆ Centre social Abbaye : deux groupes se sont formés. Le premier groupe a écrit une chanson reprenant le thème et le deuxième groupe a confectionné un mannequin
- ◆ Centre social Teisseire : les femmes présentes ont fabriqué un reportage au sujet de la femme dans l'espace public en prenant des photos dans leur quartier. Un deuxième groupe a monté un café littéraire, basé sur des expériences par un des habitants originaire du Chili.
- ◆ Centre social Vieux-Temple : montage d'un reportage photo de la femme dans le quartier

◆ Centre social Arlequin : un groupe de femmes actif dans le quartier a voulu montrer par un collage que leur activité collective en tant que groupe est représentatif de la femme dans l'espace public.

◆ Centre social Prémol : le groupe d'apprentissage de français a discuté sur le thème et repris ses idées dans un collage

◆ Centre social Mistral : une discussion a mené des ateliers de création (découpage, collage, écriture) sur ce thème avec la fabrication d'un mannequin.

Ces activités ont été encadrées par les conseillères conjugales du centre de planification, par les conseillères en économie sociale et familiale et parfois par d'autres acteurs du centre social (assistante sociale, écrivain public, ...).

2) Un temps fort pour mutualiser

Le jeudi 20 mars, 9 centres sociaux ont participé, de tous quartiers et tous âges, pour un total de 110 participantes (dont 1 homme). L'échange fût très riche et chaleureux.

Tous les groupes se sont rencontrés à la Chaufferie lors d'une après-midi, de 14h à 17h, dans une double démarche : présenter leur œuvre aux autres groupes, et participer à des ateliers organisés parallèlement à cette démarche.

Les ateliers :

◆ Un atelier écriture : l'ensemble des participants réparti sur 3 groupes a développé des réflexions sur le thème de la place de la femme dans l'espace public ; c'est un atelier qui a particulièrement bien fonctionné.

◆ Un atelier peinture (Art et Motions) : production collective de 3 toiles avec l'aide d'une artiste.

◆ Coin centre de documentation : une présentation d'ouvrages sur les droits des femmes et sur des femmes qui occupent aujourd'hui l'espace public a eu lieu

◆ Le groupe de femmes du centre social de Teisseire a mis en place un atelier de photolangage (discussions thématiques incitées par des photos) ; un deuxième groupe a monté spontanément une activité de café littéraire sur un modèle chilien afin d'illustrer l'utilité de ce type de structure pour l'expression des femmes dans l'espace public.

◆ La troupe de théâtre a permis de bien structurer la journée par un accueil ludique, une présence permanente et de petits présents offerts en fin de journée pour remercier les participants.

Le coin café-thé s'est révélé très utile en tant qu'espace informel d'échange.

Le partenariat se tisse au fil des rencontres entre professionnels. Ce travail prend évidemment du temps, car il s'agit d'être en contact avec les différents professionnels (réunions de travailleurs sociaux au centre social, participation à la commission santé, rencontre avec les différentes structures et équipes...) pour être informé des différents projets, faire lien entre les actions, développer plus de cohérence au sein du quartier et mutualiser les compétences, les idées et les moyens.

En partenariat avec la Mairie de St Egrève, le centre de planification a accueilli une exposition de peintures, réalisées par des artistes amateurs de la commune, dont le thème était « le nu féminin ».

Une partie des toiles étaient exposées à la mairie et l'autre, au centre de planification. L'accueil de cette exposition a nécessité que nous posions quelques règles. En effet, nous souhaitons que notre public puisse profiter de cet évènement culturel sans être dérangé dans l'assurance de la confidentialité de sa venue au centre. Nous souhaitons également pouvoir accueillir un public désireux de visiter l'exposition et qui ne connaissait pas nécessairement nos activités. Pour ce faire, nous avons proposé des plages d'ouverture spécifiques, distinctes de nos heures d'accueil des usagers du CPEF.

L'accueil de cette exposition a été entrepris dans le but d'une meilleure visibilité du centre ainsi que l'intention d'ouvrir une fenêtre sur la culture, essentielle à tout être humain.

L'équipe de Crolles a participé à l'exposition à l'Espace Paul Jargot sur le thème « les droits des femmes en France » et « les violences faites aux femmes » dans le cadre de la journée de la femme. En partenariat avec le service culturel et le service insertion-prévention, une exposition élaborée à l'aide de la documentation du Planning Familial a été accrochée pendant la semaine du 08 Mars dans le hall de l'espace culturel Paul Jargot de Crolles.

Participation à l'« apér'art » animé par la compagnie « Aussitôt dit » à partir de l'exposition en place. Les acteurs ont proposé des saynètes improvisées en prenant appui sur plusieurs morceaux choisis du texte de l'exposition.

Tenue d'un stand d'information sur les droits des femmes et les violences faites aux femmes lors de la représentation « La femme comme champ de bataille »

PARTENARIAT AVEC L'ARS

Le Planning de Villefontaine fait partie du comité de pilotage de l'ARS (Aide, Relais, Solidarité), qui est une association d'aide aux victimes.

Une nouvelle psychologue a intégré leur équipe cette année en remplacement de la personne qui co-animait le groupe de parole pour les femmes victimes de violence. Le travail reprend donc avec cette personne, et il est prévu de reconduire ce groupe de parole courant 2009.

Une conseillère du centre de Bourgoin-Jallieu participe à un groupe de travail sur les femmes victimes de violence conjugale. Il s'agit d'un travail de partenariat avec de nombreuses institutions concernées par cette problématique : Conseil général, gendarmerie, justice, foyer d'accueil, ADATE, MJD....

Ce travail nous a permis de mieux connaître les différents services et ainsi de mieux orienter ou renseigner les personnes. Cela permet également d'avoir une réflexion commune avec tous les partenaires concernés et ainsi affiner le travail d'accompagnement et de soutien. La conseillère a également participé à l'animation d'une journée de formation ouverte à l'ensemble des travailleurs sociaux du Nord Isère.

C/ TRAVAIL ENVERS LES JEUNES ET LES ADOLESCENTS

Le Planning de Bourgoin-Jallieu fait partie du comité de réflexion du **projet de la Maison des Ados Nord Isère** en partenariat avec l'ensemble du réseau. Ce projet devrait voir le jour en septembre 2009, les conseillères y assureront une partie de l'accueil généraliste.

L'année 2008 a marqué de début **d'un partenariat avec L'UEAJ** (unité éducative d'activités de jour) dépendant de la PJJ, afin de mettre en place sur l'année 2009 un projet d'animations avec ces jeunes autour du thème des relations hommes/femmes et du respect.

Le projet de l'ASE (aide sociale à l'enfance) en collaboration avec les deux groupes locaux du planning du territoire et en direction des 13 collèges du territoire Porte des Alpes qui avait fait l'objet de 2 années de travail n'a pas été validé par l'Inspecteur Académique.

Le projet de « Maison des Ados » du Conseil Général de l'Isère est en cours depuis trois ans. L'équipe de Villefontaine participe activement aux réunions avec les partenaires car il s'agit d'un projet complexe qui concerne une cinquantaine de partenaires sur le Nord Isère. Une conseillère participe au comité technique.

Il arrive à l'équipe de participer à des instances enfance à notre demande ou à la demande des services concernés. Cela concerne des situations de mineurs ou jeunes majeurs en grande difficulté sociale ou et familiale. L'objectif de ces instances est de réunir les différents intervenants pour une meilleure compréhension et analyse de la situation. C'est un exercice difficile car il nécessite d'apporter notre point de vue de conseillère conjugale dans le respect de la confidentialité, sans trahir la confiance que nous accorde la personne ; tout en prenant en compte le fait que nous sommes dans un contexte de protection de l'enfance.

A La Maison de Justice et du Droit, dans le cadre de la journée des droits de l'enfant, nous participons à des ateliers auxquels sont conviés les élèves de primaire. C'est un travail de partenariat avec la PJJ, la BPDJ, Amnesty international, le Défenseur des enfants.....

Le centre de planification d'Eybens fait partie d'un réseau de structures intervenant auprès de jeunes sur le canton. Le groupe « conduites à risque » réunit le service prévention de la ville d'Eybens, le CODASE, la Mission locale, le service social, les services animations d'Eybens, Poisat et Gières, le PIJ, (...), et le centre de planification. En parallèle à un temps d'analyse de la pratique animé par une psychologue du TUPS (Echirolles), le groupe a mis en place des projets autour :

- ◆ D'une malle pédagogique dont l'objet est de choisir et créer des supports ludiques pour sensibiliser les jeunes et les adultes sur les conduites à risque
- ◆ Du théâtre interactif « Olympio, mieux comprendre pour mieux agir », avec des interventions auprès de toutes les classes de 3ème (collèges Eybens et Gières), deux soirées avec les parents, et une soirée plus festive avec des jeunes.

LA MAISON DES ADOLESCENTS A GRENOBLE

Aujourd'hui c'estun lieu d'écoute et d'accompagnement pour les jeunes de 12 à 21 ans et leur famille. Petits ou gros soucis...UN LIEU POUR EN PARLER

Un petit retour en arrière

Il y a 10 ans, une circulaire du Président Jacques Chirac faisait état de la souffrance psychologique des adolescents et d'une forte tendance au suicide. Les pouvoirs publics s'en sont émus et ont décidé la création de Maisons des Adolescents. Celles-ci ne seraient axées que sur le soin psychique. Globalement, les Maisons des ados déjà créées se situent sur le plan du soin.

En Isère, il y a 143 000 jeunes de 12 à 21 ans, dont 60% sur le Sud Isère. Selon une enquête de l'INSERM, 10% de la population des adolescents va mal, soit 8 580 adolescents susceptibles de s'adresser à la Maison des adolescents.

Sur le département, la volonté politique a été de réunir la DDASS, le Conseil Général et l'Hôpital Psychiatrique pour créer une Maison des Adolescents. Ce projet est en cours depuis 2004 jusqu'à la création de cette Maison des Ados à l'automne 2008.

Les responsables du projet : pour l'hôpital, les Docteurs BOUCRIS et GAUTIER, pour le Conseil Général, la direction de l'Enfance et la Famille. Parallèlement s'est mis en place un réseau Adolescent en Isère (RAI) celui-ci s'est joint au projet de la Maison des Ados (responsable Mme Véronique Chung).

Il y a un comité départemental qui donne les orientations générales. Trois pôles ont été créés sur le département :

Isère rhodanien : Hôpital de Vienne (Œuvre St Joseph, hébergement et soin)

Nord-Isère : à Bourgoin, dès l'automne 2009, sera ouvert avec le Codase, un établissement de 12 places pour hébergement et un accueil généraliste porté par l'association Médian.

Sud-Isère : depuis mars 2008, l'Antenne Adolescents qui se situe au 74 quartier de l'Alliance, ne prend en charge que les soins cliniques des adolescents en souffrance.

Pour le pôle sud-Isère c'est le CODASE qui coordonne l'accueil généraliste mis en place pour la création de cette maison des ados, dont les permanences ont commencé en novembre 2008, dans un local mis à la disposition par l'Antenne Ados.

En novembre 2008 est paru un article dans l'Isère Magazine qui présentait la Maison des ados et une campagne de communication a débuté en avril 2009, en direction des adolescents, des familles et des professionnels. (Affiches, plaquettes et cartes « modèle-réduit).

Depuis novembre 2008 :

Pour l'accueil généraliste socio-éducatif : 8 accueillants mis à disposition par différentes structures existantes : le Planning Familial, le centre de planification du Conseil Général, le Codase, l'Apase, l'ASE, la PJJ et l'Antenne Adolescents

Pour le « volet » soin : l'équipe de professionnels de l'Antenne Adolescents

Pour les familles, une permanence d'un professionnel de l'Aide Sociale à l'Enfance tous les 15 jours,

Un groupe de parole mensuel animé par l'Ecole des Parents, en direction des parents

En prévision, une permanence juridique.

Il s'est posé le problème du local. Nous sommes à la recherche d'un lieu qui soit accessible, anonyme et si possible au centre ville de Grenoble. Depuis un mois, les locaux de l'Antenne Ado s'appellent la Maison des Adolescents.

Le projet global est aussi de faire des relais sur les « points-écoute », les Centres médico-psychologiques, ou d'autres lieux sur le département (ex : le centre Agathe à Pontcharra), mais aussi sur les lieux de travail des différents accueillants.

Des rencontres sont organisées régulièrement pour permettre des échanges entre les permanents de l'antenne ado et les « accueillants » de la maison des ados ;

Notre mission est d'accueillir (avec ou sans rendez-vous, et au téléphone) écouter, orienter, et si besoin, revoir la ou les personnes 3 fois au maximum. Nous voulons éviter que ce public soit uniquement consommateur ;

Petit bilan statistique du 3 novembre 2008 (première permanence) à mi-mars 2009 :

Nous avons travaillé sur 95 situations (pour la plupart des familles) pour des jeunes de 12 à 21 ans (37 filles et 58 garçons) : parents (souvent seuls) en perte de repères face à leurs adolescents en crise, problèmes de décrochage scolaire, de comportements violents en famille et à l'école, mais aussi de « mal-être » d'adolescents. Il est à noter que les adolescents qui ont ou posent le plus de problèmes ont entre 13 et 16 ans.

Nous venons d'apprendre avec satisfaction que le Conseil Général vient de nous accorder la création d'un poste à temps plein d'un éducateur ou d'éducatrice et d'un poste à plein temps d'une secrétaire.

L'équipe pluridisciplinaire de la Maison des Ados, en étroite relation avec l'équipe de l'Antenne Adolescent a réussi à ce jour, grâce à des réunions régulières de travail en commun, à des temps de formation et de rencontres avec d'autres professionnels de l'agglomération et du département à devenir une équipe où les compétences de chacun et de chacune sont utilisées en fonction du « problème à résoudre » mais surtout à nous enrichir les uns et les autres sur le plan professionnel.

Le temps investi par une conseillère du Planning Familial, depuis l'ouverture de cette Maison des adolescents représente l'équivalent de 20 heures par mois, en temps de permanences, de réunions d'équipe et de formations diverses.

Il se pose déjà le problème d'être seul(e) à une permanence, pour assurer les accueils sans rendez-vous, les personnes qui ont pris rendez-vous et les entretiens au téléphone (beaucoup de jeunes n'osent pas venir et préfèrent l'anonymat au téléphone). C'est aussi pour cela que pour certaines situations, nous proposons de revoir les personnes sur nos lieux de travail respectifs sur d'autres jours et d'autres horaires.

Le Planning Familial qui reçoit chaque année plus de 7 000 jeunes a souhaité s'investir dans ce projet, car si tous les jeunes que nous recevons ne sont pas tous dans une souffrance psychologique, beaucoup d'entre eux expriment un mal-être, lié à leur âge, à leur situation familiale et /ou affective, à leur avenir. C'est pour cela que le Planning

Familial trouve important et positif d'être présent dans ce projet mais regrette que le temps investi (en moyenne 16h par mois) ne soit pas financé par les institutions de tutelle à la hauteur de l'investissement demandé.

« FETE LA RENTREE » SUR LE CAMPUS

L'animatrice et la conseillère conjugale et familiale qui tient la permanence sur le Campus Universitaire, ont tenu un stand lors des journées de « Fête la rentrée ». Cela a permis aux étudiants de connaître notre association ainsi que la permanence qui a lieu à Eve tous les mercredis entre 12h et 14h.

D/ LES INFECTIONS SEXUELLEMENT TRANSMISSIBLES, DONT LE VIH

RENCONTRE FEMMES ET VIH

Une soirée « Discriminations et visibilité des femmes dans la lutte contre le VIH/SIDA » a été organisée à l'initiative de plusieurs associations iséroises (AIDES, Chrétiens et SIDA, Tempo, l'ODPS), dont le Planning Familial, en partenariat avec l'association Frisse (Femmes, Réduction des rISques et Sexualité). Cette soirée s'est déroulée le 18 décembre dans les locaux du Planning Familial de Grenoble.

Le 30 novembre et le 1er décembre 2007 s'était tenu à Paris le colloque « Femmes et VIH 1997-2007 - Où en sommes nous 10 ans après ? » à l'initiative d'Act Up Paris, Sida info service et le MFPPF, rejoint par seize associations de Femmes et associations de lutte contre le sida, soutenu par la direction générale de la santé et Sidaction.

La première journée a eu comme objectif de :

- ◆ replacer l'épidémie dans le contexte de la situation des femmes
- ◆ faire le point sur les avancées de la recherche
- ◆ amener des questions essentielles telles que la sexualité et la visibilité
- ◆ partir des exemples d'actions menées par des femmes au nord et au sud sur la question des femmes et VIH.

La deuxième journée a été répartie en cinq ateliers réservés aux femmes séropositives et / ou personnellement concernés par le VIH. L'objectif de ces ateliers était d'établir des revendications et des recommandations selon le thème qu'elles avaient choisi pour mettre en place des actions à venir.

Ces revendications ont été éditées et écrites dans les actes du colloque.

La soirée du 18 décembre 2008 était donc dans la continuité de ce colloque pour poursuivre le débat en Isère et porter ces revendications afin qu'elles soient diffusées et

entendues le plus largement possible. Pour monter cette action nous avons travaillé en partenariat associatif et en ateliers avec des représentantes des femmes séropositives.

La soirée a réuni une cinquantaine de personnes, dont deux médecins et une élue de la Ville de Grenoble.

Tout au long de cette soirée des paroles de femmes ont été lues par des « anonymes » dans la salle. Ces paroles avaient été rédigées par les femmes lors des différents ateliers. Un premier pas certainement vers la possibilité de sortir de cette « invisibilité » des femmes dans la lutte contre le sida. Pour la plupart elles pensent que les professionnels de santé ont tendance à porter un jugement sur le fait d'être « encore séropositif en 2008 ».

Le sentiment de honte est un sentiment partagé par un grand nombre de femmes séropositives...sentiment perçu par ce qui est renvoyé par les autres et à la manière dont on peut être contaminée.

Beaucoup de questions ont été posées sur la thérapie et la spécificité des femmes ainsi que sur le VIH et le désir d'enfant, qu'elles sentent ne pas être très bien compris par leur entourage et professionnels de santé. Elles pensent que la recherche devrait être adaptée en prenant compte des spécificités notamment sur la prise de contraception et antirétroviral (arv).

Certaines femmes disent ne plus avoir de sexualité. Peut-on dire que ce sont les représentations de cette infection qui empêchent d'avoir sa propre sexualité et quel accompagnement peut on proposer ?

Des questions de droits et de ressources augmentent la difficulté pour les femmes étrangères quant au regroupement familial (18 mois de présence sur le territoire et 12 bulletins de salaire supérieurs au SMIC). L'impôt familial aussi est évoqué (argent envoyé dans la famille) imputant largement sur le revenu pour vivre décemment.

Le préservatif féminin reste trop cher et est difficile à trouver.

Pour rompre l'isolement qu'elles peuvent vivre les groupes de parole sont très utiles.

On peut penser certainement que la création récente des COREVIH notamment les commissions «Femmes et VIH»et «précarité et VIH» font partie d'une première action en réponse à des questions abordées lors de cette rencontre pour agir sur la prise en charge des femmes en prenant compte des spécificités.

COREVIH : COORDINATION REGIONALE DE LUTTE CONTRE LE VIH /SIDA

Missions principales du COREVIH :

Participer à améliorer la prise en charge des patients atteints du VIH

Permettre une meilleure continuité de soins entre secteur hospitalier et extra hospitalier

La mise en place du COREVIH de l'arc alpin date du 3 juillet 2008. Le 10 décembre, la première réunion plénière de ce COREVIH s'est structurée en 5 commissions :

- ◆ Prévention et dépistage
- ◆ Femmes et VIH

- ◆ Précarités et VIH
- ◆ Formation et communication
- ◆ Epidémiologie et recueil de données

Deux personnes du Planning Familial font partie de deux commissions (Prévention et dépistage, Femmes et VIH). Les objectifs de ces commissions sont de fournir un état des lieux régional sur cette thématique et de travailler sur un projet à proposer rapidement fin d'année 2009.

Ces groupes de travail se réuniront 6 fois par an.

PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION TEMPO

Cette association a été créée fin juin 1993. C'est un lieu d'écoute et d'accompagnement pour les personnes concernées par l'infection VIH.

Les objectifs sont :

- ◆ Rompre l'isolement vécu au quotidien
- ◆ Accompagner dans les démarches
- ◆ Ne plus stigmatiser la maladie

L'équipe de professionnels est constituée d'un psychologue, d'un diététicien, d'une assistante d'accueil et de 3 bénévoles.

Les membres du Bureau sont en majeure partie des travailleurs sociaux de terrain, dont le rôle est de soutenir le travail des salariés, maintenir ouverte une réflexion avec les professionnels sur l'évolution de la maladie et assurer la gestion et le suivi financier.

Depuis 1997 une conseillère du Planning Familial est membre du Bureau et assume le poste de vice présidente de l'association.

PARTENARIAT AVEC LE CIDAG (CENTRE DE DEPISTAGE ANONYME ET GRATUIT VIH)

A Bourgoin-Jallieu, le Planning travaille en partenariat avec le CIDAG au quotidien quant au dépistage des IST, et de manière plus ponctuelle lors de l'organisation de la journée du 1er décembre sous la forme d'un forum santé qui a lieu chaque année au lycée L'Oiselet de Bourgoin-Jallieu.

PREVENTION DES IST, SIDA, HEPATITES AVEC LES POPULATIONS MIGRANTES DE L'ISERE

Il s'agit d'une action mise en place par l'ODPS (Office Départemental Prévention SIDA), qui implique deux rencontres par an.

Les objectifs sont :

- ◆ Échanger, rencontrer, connaître, travailler entre l'ensemble des acteurs sociaux concernés par le VIH, IST, hépatites avec les personnes migrantes
- ◆ Pérenniser le réseau d'acteurs existant
- ◆ Mobiliser sur des actions communes en direction des publics visés

Lors des dernières réunions la décision commune a été prise d'organiser une journée ou demi journée autour du 1er décembre sur les problématiques de prévention, le recours et l'accès au dépistage, la prise en charge des personnes.

LE VACCIN HPV (HUMAN PAPILLOMA VIRUS)

Le vaccin contre le cancer du col de l'utérus est arrivé sur le marché et actuellement, ce sont les fabricants qui en font la promotion. Les professionnels non médecins sont sollicités par les jeunes et/ou leurs parents et ont besoin d'informations neutres et non commerciales.

Le Conseil Général de l'Isère a organisé en 2008 deux réunions auxquelles ont participé quatre salariées du Planning de l'Isère pour réfléchir sur les réponses à apporter aux jeunes et les outils de communication.

Nous travaillons donc de façon interdisciplinaire, conseillères conjugales, infirmières, animatrices, documentaliste, médecins... à l'élaboration d'un support pour nous aider, quelle que soit notre fonction auprès du public.

E/ LA PARENTALITE

LE PROJET « SACREES FAMILLES » MENE AU PLANNING DE GRENOBLE

Aujourd'hui en France, un enfant sur deux naît hors mariage. Ils étaient moins de un sur dix voici trente ans. Ces chiffres illustrent à eux seuls les profondes modifications de la famille qui se sont opérées dans notre société. Ils illustrent également que « Faire Famille » emprunte des voies nouvelles : principes et concepts des décennies précédentes ne correspondent plus à la réalité du vécu familial actuel, multiple et varié (« familles monoparentales », « familles recomposées », « familles homoparentales » ...). Ces nouvelles configurations familiales, obligent individus, citoyens mais aussi professionnels de la famille, de l'enfance, associations, acteurs politiques, institutions, etc., à repenser les liens familiaux.

Le Planning Familial de l'Isère et l'antenne régionale de l'APGL (Association des Parents et futurs parents Gais et Lesbiens) ont souhaité participer à cette réflexion dans le cadre de « Rencontre et Controverse », concept de rencontres/débats mis en place par le Centre de Documentation du Planning Familial. Il s'agit de créer un espace de réflexion et d'échange, avec l'intervention de chercheurs, de professionnels et de militants. Une large place est faite au débat et à la discussion.

Ces rencontres s'adressent à tous et à toutes : associations d'éducation populaire, féministes, associations familiales, étudiants, enseignants, parents ou futurs parents, non-parents, citoyens, citoyennes, etc. ; ainsi qu'aux professionnels confrontés de près ou de loin aux questions de la famille et de l'enfance.

La communication autour de ces rencontres a été importante (plaquettes, affiches, médias locaux, etc.) afin de toucher un public le plus large possible. Ceci a permis au Planning Familial d'apparaître sous un autre angle, ne traitant pas que des contraceptifs et des avortements, mais travaillant aussi à l'égalité des droits quelque soit sa sexualité, s'interrogeant sur les familles, abordant dans toute sa globalité, diversité la question des relations humaines...

La première rencontre a eu lieu le 29 janvier 2008 à 20h à la Bibliothèque du Centre Ville (au sein de la salle de presse), dont le thème était « Parenté : lien de sang, lien de cœur » a rassemblé 100 personnes.

Il s'agissait d'interroger la construction occidentale de la parenté qui se limite à un système à deux parents –un père/une mère- où ces derniers sont considérés comme les géniteurs de l'enfant. Quels liens entre sexualité, alliance, procréation, filiation, parentalité ? Déliaison possible entre le biologique (« les gamètes ») le juridique (filiation) et le social (parentalité : l'éducation au quotidien des enfants) ?

La qualité des débats a reflété la diversité du public présent.

La deuxième rencontre, dont le thème était « Reproduction et médecine : les normes et la loi », s'est déroulée le 27 mars 2008 dans la salle de presse de la Bibliothèque du Centre Ville.

Il s'agissait de réfléchir sur les nouvelles techniques de reproduction (AMP) et les modes contraceptifs, dont la stérilisation. Ces nouvelles techniques de reproduction permettent, qu'à côté du couple hétérosexuel reproducteur, d'autres figures émergent, certaines reconnues par la loi, d'autres demeurant invisibles (donneur de gamètes, mère porteuse...). De nouvelles possibilités, de nouvelles demandes apparaissent : quid de leur légitimité ? Quid du droit à ne pas vouloir procréer ? Quelle est la place de l'institution médicale, familiale et notamment comment le corps médical accompagne la volonté de non-maternité, de non-procréation, de non-désir d'enfant ? Qu'advient-il des rapports de genre ? Qu'en est-il des normes sociales dominantes du couple, de la famille, de la reproduction ?

Environ 60 personnes étaient présentes (ce même soir, il y avait beaucoup d'autres évènements à Grenoble), dont une classe en filière santé/social du Lycée professionnel Louise Michel. L'enseignante de la classe des élèves du lycée Louise Michel nous a recontacté le lendemain de cette soirée car les élèves ont été très intéressés par ce qui s'y est échangé : elle souhaite venir au Planning Familial ainsi que construire un projet, un travail plus approfondi avec les conseillères sur l'année scolaire 2008/2009.

GRUPE DES PARTENAIRES « PARENTALITE » DU QUARTIER DES FOUGERES

A l'initiative de la maison de quartier, les acteurs sociaux accueillant des parents, des petits ou de grands enfants se retrouvent tous les deux mois.

Cela a permis à l'équipe de Villefontaine de mieux connaître les missions des uns et des autres, de s'informer de l'actualité des différentes structures présentes et aussi réfléchir à leurs complémentarités sur le terrain.

Cette fin d'année a vu arriver des remaniements dans plusieurs structures intervenant sur le quartier, et cette réunion des acteurs de la parentalité a permis une reconnaissance rapide de la place de chacun.

Certaines conseillères de Bourgoin-Jallieu assistent également aux rencontres de l'AFREE (Association de Formation et de Recherche sur l'Enfant et son Environnement), qui proposent régulièrement des journées de réflexion inter partenariales autour de la parentalité, sous forme d'études de cas qui permettent de travailler sur les problématiques rencontrées et sur l'articulation du réseau dans la prise en charge.

Depuis septembre 2008, une conseillère du centre d'Eybens intervient une matinée tous les quinze jours sur un lieu d'accueil pour les enfants de 0 à 4 ans et leurs parents « Ricochet ». L'accueil est assuré par deux professionnels. Cette action est en partenariat avec le centre social et les structures d'accueil de la petite enfance de la ville d'Eybens. Le service PMI est un relais important qui accompagne les jeunes parents, souvent les mères, vers ce lieu. Il permet un contact et des échanges autour de la parentalité avec un public mélangé (femmes isolées socialement, jeunes mamans en questionnement, assistantes maternelles...).

CENTRE D'ORTHOGENIE

CENTRE D'ORTHOGENIE

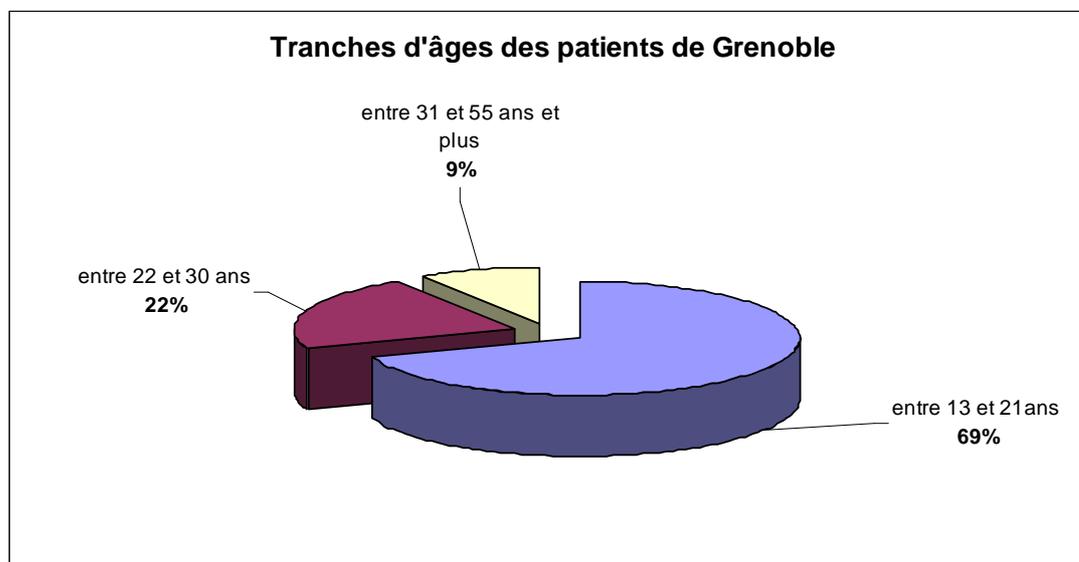
30, boulevard Gambetta – Grenoble

A/ LES PUBLICS ACCUEILLIS

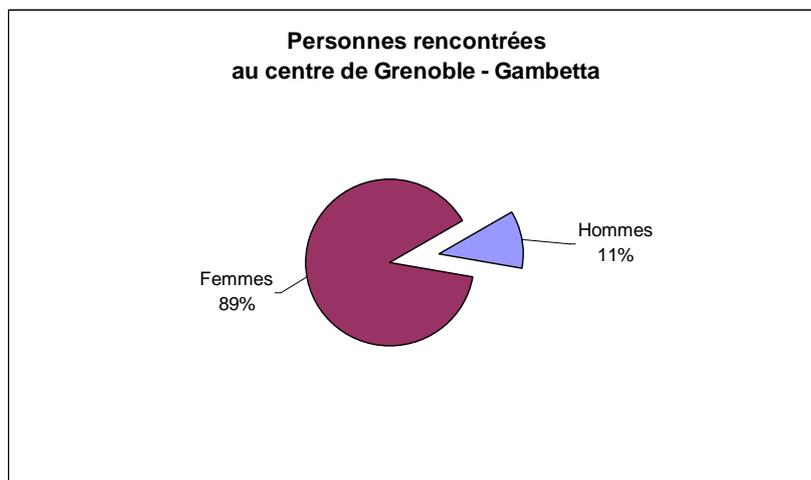
1) Le public

Cette année 2008, nous avons rempli 7 649 fiches-visites, qui concernent 2 865 personnes différentes.

Selon nos statistiques, 69% des personnes ont entre 13 et 21 ans (dont 40% ont moins de 18 ans), 22% ont entre 22 et 30 ans, et 9% ont entre 31 et 55 ans et plus.



Nous avons reçu 11% d'hommes, ce qui représente un pourcentage stable par rapport à l'an dernier.



Si on constate que 70% des patients viennent seuls, il est intéressant de noter que 15% viennent accompagnés d'un ou plusieurs membres de leur réseau amical, 2% d'un membre de leur famille ou d'un travailleur social. Enfin, 13% viennent en couple : il s'agit souvent de personnes venant ensemble pour des entretiens de conseil conjugal. Mais il nous semble intéressant de noter qu'il arrive régulièrement que les hommes viennent avec leur compagne pour la contraception, des inquiétudes vis à vis d'une grossesse, une démarche de dépistage...

Si 74% des personnes déclarent être célibataires en référence à une situation administrative, elles ne tiennent souvent pas compte de leur réalité affective, et c'est bien autour des questions de relation, de vie à deux, qu'elles viennent nous interpeller.

Les collégiens, apprentis et lycéens représentent 35% du public accueilli, les étudiants, 34%.

13% de ce public est en situation précaire, entre le chômage, la non-activité professionnelle, le RMI et les situations de stand-by, entre le décrochage des études ou d'un travail et un redémarrage sur un autre projet.

Les personnes encore bénéficiaires de la sécurité sociale parentale représentent 45%. Nous constatons que beaucoup de jeunes majeur(e)s (18-21 ans) ne se sentent pas du tout concerné(e)s par cet aspect administratif, ce qui nous amène à faire tout un travail d'information sur l'importance d'avoir une couverture sociale, gage pour eux d'un minimum d'autonomie.

Nous sommes également repérés par Médecins du Monde pour des personnes qui n'ont pas la sécurité sociale. Nous recevons de ce fait un certain nombre de personnes en grande précarité qui présentent un parcours personnel et médical fort complexes.

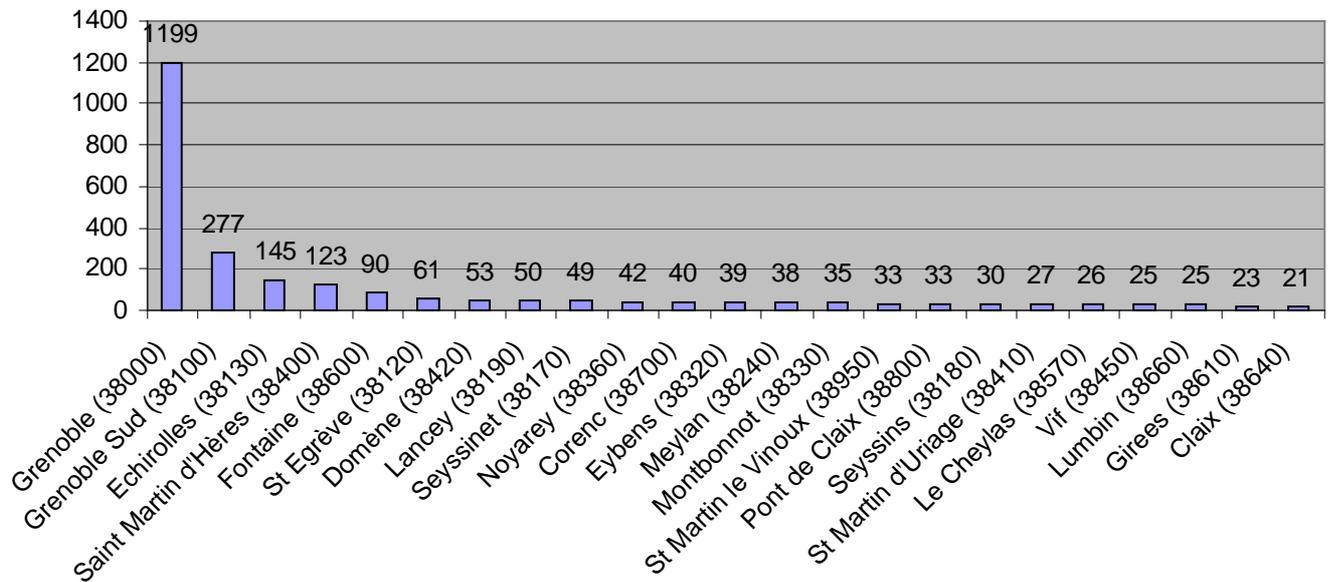
47% habitent Grenoble et plus précisément le centre-ville. Parmi ceux-ci, il faut noter un pourcentage non négligeable (non repéré par les statistiques) d'étudiants vivant en foyers ou résidences étudiantes.

11% des personnes reçues viennent des quartiers sud de Grenoble où sont implantées les antennes du centre interquartier. Ce qui confirme notre sentiment qu'il est difficile pour les jeunes de se rendre au centre social de leur lieu d'habitation, au risque d'y rencontrer les voisins, la famille etc...

33% viennent des 26 communes de l'agglomération grenobloise. On note que 18% de ces personnes viennent de communes où existent des centres de planification. Ce qui est à mettre en lien avec le souci de confidentialité cité plus haut.

6% viennent de communes plus lointaines du département et 3% hors département.

Répartition géographique des personnes reçues au CPEF de Grenoble



Nous tenons à faire ressortir que 30% de notre public vient des zones dites populaires, à savoir les quartiers sud de Grenoble, les communes d'Echirolles, St Martin d'Hères, St Martin le Vinoux, Fontaine, Pont de Claix et Claix (« b » sur le graphique). Il ne s'agit pas de considérer que les personnes habitant sur d'autres lieux de résidence ne rencontrent pas de difficultés sur le plan affectif et relationnel. Mais toutefois, la réalité montre que sur ces quartiers populaires, un nombre important de personnes sont confrontées à deux cultures différentes (celle d'origine et celle du pays où ils résident) ce qui nous amène à les rencontrer autour de problématiques très particulières.

Analyse de la répartition géographique des personnes reçues



Par exemple, toutes ces jeunes femmes qui ont une vie amoureuse et ne prennent pas de contraception, de peur que les parents, les grands frères et sœurs ne trouvent la plaquette de pilule ou ne remarquent l'implant !

Par exemple, ces jeunes hommes, construits et dépendants d'un modèle de virilité dans lequel toute expression de sentiments est impossible, qui exercent un pouvoir de domination sur leurs partenaires les traitant comme des objets.

Par exemple, toutes ces jeunes filles désireuses de vivre une sexualité et qui, pour être « conformes » aux exigences culturelles, se doivent de préserver leur virginité. Elles acceptent alors des pratiques sexuelles frustrantes voire violentes de peur de perdre leur partenaire. Ces désirs contradictoires les amènent à occulter toute démarche de prévention (contraception ou IST).

Ces jeunes arrivent au Planning pour des demandes pratiques. Les échanges que nous avons alors avec eux les amènent à réfléchir sur les situations auxquelles ils sont confrontés, en se centrant sur eux.

Si nous axons notre regard sur ces situations de déchirement entre deux cultures, nous n'ignorons pas pour autant que toutes ces questions de pressions familiales, de fidélité aux parents, sont vécues de façon beaucoup plus générale au moment de l'adolescence : crainte des jeunes de décevoir leurs parents en ayant une vie sexuelle, l'intrusion de certaines mères dans la vie affective de leurs filles... Se rajoute la crainte de ne pas correspondre aux critères du groupe de pairs, d'être jugé voire rejeté par celui-ci.

Ces situations sont fréquentes et complexes, nous devons néanmoins prendre du recul et appréhender la place que nous occupons face à ces jeunes et comment ils la vivent : de cela dépendra le discours tenu et l'élaboration possible. Si certaines situations sont verrouillées, d'autres le sont un peu moins et les jeunes s'autorisent à se faufiler dans ces interstices avec plus ou moins d'habileté.

Nous ne pouvons que constater l'importance du public venant de l'extérieur. Pour expliquer cette réalité, divers facteurs sont à prendre en compte :

- ◆ La place particulière du Planning, à mettre en lien avec l'histoire des luttes pour le droit des femmes.
- ◆ Notre position géographique en plein cœur du centre ville, garantissant ainsi la discrétion à tous ces jeunes des petites communes, où tout se sait, où chacun est reconnaissable.
- ◆ L'envergure de nos plages d'ouverture, qui est une de nos spécificités.
- ◆ L'immédiateté de l'accueil : quelle que soit la demande, nous ne refusons jamais un premier accueil. Chaque après-midi, une permanence sans rendez-vous est proposée pour permettre la spontanéité des demandes.
- ◆ Notre disponibilité d'écoute : nous accueillons toute personne quelle que soit sa demande, même s'il est nécessaire par la suite de la mettre en lien avec d'autres professionnels de notre réseau.

L'évidence du lien fait entre Planning et prise en compte de la sexualité des jeunes, leur laisse pré-supposer qu'ici, ils pourront parler, sans crainte d'un jugement.

2) Consultations et entretiens

En 2008, le Centre d'Orthogénie de Gambetta a été particulièrement marqué par le turnover médical avec le départ de 4 médecins ce qui a eu pour conséquence une baisse de l'activité médicale globale.

L'équipe médicale doit donc relever un double défi : recruter des nouveaux médecins, et des médecins qui adhèrent aux valeurs et idéaux du Planning Familial. La question « qu'est-ce qu'être médecin au Planning Familial ? », soulevée lors du rapport d'activité 2007, s'est donc posée tout au long de l'année 2008.

Ainsi en 2008, le centre d'orthogénie de Gambetta a souffert d'une maladie très contemporaine : la pénurie médicale.

Pendant plusieurs mois, une journée et demi de consultation n'a pu être assurée. Sur les 4 départs de médecins, seulement 2 ont été remplacés, et 5h30 de vacation hebdomadaires n'ont toujours pas été remplacées. Un poste de médecin à mi-temps reste ainsi toujours vacant.

La baisse de l'offre de soin a eu plusieurs conséquences : diminution de l'activité médicale globale mais aussi un allongement des délais avant d'obtenir un rendez-vous médical. Il faut actuellement attendre un mois pour un rendez-vous programmé. En corollaire à cette attente, des rendez-vous restent non honorés, surtout par les plus jeunes dont l'organisation à moyen terme est parfois difficile (d'après une brève enquête faite par téléphone auprès des « non venues » pendant une semaine).

Pour pallier cette difficulté plusieurs mesures ont été prises.

Tout d'abord, des plages d'urgences médicales ont été mises en place et ne sont attribuées que la semaine même, permettant ainsi aux usagères et usagers de pouvoir consulter rapidement en cas de besoin. Le travail en binôme des médecins avec les conseillères conjugales et familiales s'est resserré et a permis de pallier en partie ce manque. De même, certaines femmes ont été réorientées, avec leur accord, vers des antennes plus proches de leur domicile (Eybens, St Egrève, l'interquartier etc.)

Mais les difficultés persistent, et avec le départ à la retraite de nombreux gynécologues médicaux, non remplacés car presque plus formés en France, cette problématique risque de perdurer, voire de s'aggraver.

Les chiffres de ce rapport montrent donc une baisse de l'activité médicale: il y a eu 5638 consultations en 2008 contre 5803 en 2007 et seulement 714 consultations de gynécologies générales en 2008 contre 1173 en 2007.

Pourtant ce n'est pas la demande qui manque, au contraire. De part son histoire et sa situation géographique, le Centre d'Orthogénie de Grenoble - Gambetta, accueille un

public qui dépasse largement le quartier, drainant un territoire beaucoup plus vaste, comme nous l'avons explicité ci-dessus.

Le travail en binôme médecins-conseillères, une des spécificités de notre CO, s'est poursuivi, comme nous l'avons précisé, avec le départ et l'arrivée de nouveaux médecins en cours d'année dans notre équipe.

Pour permettre aux nouvelles médecins embauchées (et oui, se sont toutes des femmes !) de mieux appréhender « l'esprit Planning », des réunions entre les médecins du Centre d'Orthogénie de Gambetta, de l'interquartier et de Saint Egrève ont eu lieu environ tous les mois et demi, alternant les thématiques. Formant un groupe de paires, nous avons analysé notre pratique médicale sur les contraceptions difficiles, le dépistage des IST, etc. Une nouvelle gestion logistique du Centre d'Orthogénie a été mise en place avec l'utilisation de matériel jetable pour la pose de DIU, en conformité avec les nouvelles exigences hygiéniques de la DRASS. Nous avons aussi fait le choix de restreindre le panel de pilules commandées, tout en proposant aux femmes un choix suffisamment ouvert.

Au sein de l'Association Départementale, ce débat s'est illustré par une réflexion commune entre les médecins, les conseillères conjugales, les représentants du Conseil d'Administration autour de questions importantes telles que la première demande de contraception, la prise en charge des femmes en demande d'interruption de grossesse ayant dépassées le délai légal français, la mise en place de l'IVG médicamenteuse au Planning 38 et enfin la spécificité de travail médical au Planning.

Ces réunions ont permis la réalisation de guide d'aide à la pratique, outils dont il reste encore à se saisir.

La contraception est le premier motif de visites avec 43% des 5638 consultations effectuées en 2008. 12% concerne une première demande de contraception, illustrant bien la jeunesse du public accueilli.

Au cours de l'année 2008, nous avons reçu 3236 personnes pour des questions de contraception.

Malgré sa diminution, les différents motifs de consultations se répartissent de façons identiques, en proportion, à l'année précédente (voir tableau page suivante).

LES MOTIFS DES VISITES AU PLANNING FAMILIAL

Tous les motifs soulevés au cours d'une consultation

		2007		2008	
Gynécologie :		15,7%	1173	9,3%	714
	Gynécologie générale		1164		698
	Andrologie		9		16
Contraception :		44,0%	3288	42,3%	3236
	Renouvellement ou changement de pilule		1870		1583
	Première demande pilule		400		409
	Dépannage pilule		678		885
	Pilule du lendemain		108		129
	Contraception locale		11		13
	Visite préalable stérilet		33		19
	Pose de stérilet		27		17
	Contrôle Pose stérilet		8		9
	Suivi stérilet		4		6
	Retrait stérilet		8		3
	Visite préalable Implant		54		74
	Pose Implant		43		55
	Contrôle pose implant		13		12
	Retrait Implant		31		22
IVG :		2,2%	167	2,2%	168
	Entretien pré-IVG		102		122
	Attestation Pré-IVG (mineures)		22		10
	IVG hors cadre légal		32		31
	Entretien post-IVG		11		5
Prescriptions examen :		35,9%	2684	30,6%	2339
	Examen sérologie HIV		585		677
	Examen test de Grossesse		730		494
	Examen bilan métabolique		590		424
	Examen numération formule sanguine		7		8
	Examen sérologie autre que HIV		33		35
	Examen frottis		395		367
	Examen prélèvement vaginal		137		89
	Examen prélèvements urétraux		0		2
	Examen échographie		172		207
	Examen divers		35		36
	<i>Remise de résultats</i>		575		610
Entretien vie relationnelle	Entretien vie relationnelle	7,9%	592	7,7%	589
Informations sans prescriptions	Informations sans prescriptions	3,4%	251	2,9%	223
Grossesse :		1%	75	0,9%	70
	Déclaration de Grossesse		20		19
	Suivi de Grossesse		54		50
	Examen post natal		1		1
Ménopause :		0%	2	0%	0
	Première Visite ménopause		0		0
	Suivi ménopause		2		0
	DONNEES GENERALES		2007		2008
	Nombre de Consultations		5803		5638
	Nombre de patientes		2874		2865
	Nombre total de motifs		7477		7649

LA CONTRACEPTION

Les conseillères accueillent une grande partie des demandes autour de la contraception.

Les visites prises en charge par les conseillères concernent l'information autour de la contraception hormonale (le motif essentiel de la demande étant une contraception fiable), les méthodes de contraception locale, le « dépannage » de pilule prescrit par le médecin, et les demandes de pilule du lendemain, qui sont en augmentation par rapport à 2007.

Le contraceptif le plus demandé reste bien la pilule avec 2811 utilisatrices dans notre centre, toute tranche d'âge et appartenance sociale confondues. L'utilisation des autres contraceptifs reste très marginale avec 55 porteuses d'implants, 35 d'anneau vaginal, 20 de patch transdermique, 17 de dispositif intra-utérin et enfin 13 de contraception locale (spermicide, diaphragme, préservatif).

L'utilisation de la contraception locale est probablement sous évaluée puisque ne sont pas comptabilisées les femmes qui utilisent à la fois le préservatif et un autre contraceptif.

Le nombre de pose et de retrait d'implant contraceptif et de dispositif intra-utérin a baissé là encore, non seulement à cause du manque de médecin mais aussi parce que les jeunes médecins recrutés ont dû se former à ces techniques.

Observations particulières sur la contraception

Nous répondons de plus en plus à des demandes de patientes qui viennent hors de l'agglomération grenobloise. Nombreuses sont les jeunes filles, lycéennes et même collégiennes, qui viennent du Plateau Matheysin, du Trièves, de stations de l'Oisans ou du Vercors, certaines n'ayant pas d'autres possibilités que de descendre «en stop » après ou entre les cours. Notre disponibilité d'accueil et nos larges plages d'ouverture, avec et sans rendez-vous, offrent aussi cette possibilité.

Nous constatons aussi que de plus en plus d'adolescentes et jeunes femmes viennent de départements limitrophes comme la Savoie et la Haute-Savoie.

La dimension de la confidentialité et de la liberté de parole est très appréciée par les jeunes qui peuvent appréhender quelquefois, par crainte (sans doute non fondée !) du non respect du secret, d'aller consulter « la » gynécologue de leur mère, ou le médecin traitant de la famille.

Une part importante de notre activité autour de la contraception est effectuée aussi au téléphone, et concerne des questions sur l'oubli de pilule, une rupture de préservatif, dans quels lieux se procurer la pilule du lendemain et dans quel cas l'utiliser, questions sur l'implant, le patch, etc.... Un important travail d'écoute et de soutien, évoluant souvent vers un entretien, est également effectué autour d'inquiétudes et d'angoisses, qui ne peuvent quelquefois s'exprimer qu'au téléphone.

Nous sommes très fréquemment en lien avec des infirmières scolaires qui orientent des jeunes de leur établissement vers le centre. Celui-ci est parfaitement repéré par les éducateurs et travailleurs sociaux de la ville et de l'agglomération, qui envoient ou

accompagnent très régulièrement des jeunes hébergés en foyers, ou scolarisés en Institut Médico-Educatif, IMPro, travaillant en ESAT ...

Cette question de la contraception, liée à la sexualité et aux relations amoureuses, est une des spécificités de notre centre. Ce rôle que nous avons en la matière est bien identifié par nos partenaires extérieurs, avec lesquels nous faisons un important travail en réseau.

Les demandes de contraception d'urgence ont été plus fréquentes en 2008. Nombre des jeunes femmes mineures nous font part des difficultés importantes qu'elles rencontrent auprès des pharmacies : refus de délivrance, demande de paiement, demande de carte d'identité. Les sermons reçus au milieu des autres clients, sans aucune discrétion ni confidentialité, et l'utilisation d'arguments erronés (au bout de trois prises, la pilule du lendemain rend stérile par exemple...), illustrent que la loi n'est pas appliquée et que les pharmaciens pratiquent couramment le jugement moral. Notre département n'est pas le seul concerné puisqu'une étude menée en 2008 auprès des officines du Var et publiée dans la revue médicale *Prescrire* montre que les oppositions à délivrer la pilule du lendemain concernent un tiers des officines. Ainsi, les jeunes femmes se tournent plus volontiers vers le Planning Familial où elles savent qu'elles pourront être accueillies, écoutées et accompagnées de manière complètement confidentielle et sans jugement.

EXAMENS MEDICAUX

Certains examens prescrits sont en augmentation, notamment les tests de grossesse (+8,3%) et les sérologies HIV (+13,5%).

Ce constat nous semble à mettre en lien avec une évolution des comportements. Nous assistons à un retour aux méthodes de contraception naturelles (retrait, calcul de l'ovulation...), ainsi qu'à la fréquence des prises de risques et des rapports non protégés.

Nous rencontrons également des jeunes femmes qui ont une contraception fiable, mais sont très angoissées à l'idée d'une grossesse non désirée et ont besoin d'être rassurées par un test. Ces demandes ont été en nette augmentation après la diffusion d'émissions sur le déni de grossesse... !

La demande de sérologie HIV arrive souvent dans le cadre d'une relation amoureuse débutante comme à la fin d'une histoire. Même si on ne peut que noter la maturité des jeunes qui se préoccupent de ne pas prendre de risques et de ne pas en faire prendre à leur partenaire, il s'agit aussi bien souvent d'une sorte de certificat de « pureté », à l'instar du certificat de virginité ! C'est une façon de dire : « j'ai vécu avant toi, mais je suis clean malgré tout ! ». Ou bien : « c'est fini entre nous, mais j'en sors indemne ! ».

De même on peut noter une hausse du nombre d'échographies prescrites, notamment les échographies de datation d'une grossesse en vue d'une IVG : 93 en 2007 et 132 (soit + 30%) en 2008.

Cela s'explique en partie par une demande plus fréquente de bénéficier d'une IVG médicamenteuse ; d'où la nécessité de vérifier la datation de la grossesse en tenant compte

du délai pour cette méthode. Il y a également une demande forte des centres d'IVG pour que les femmes arrivent en consultation avec leur échographie.

Le nombre de frottis cervico-vaginal reste élevé à 367 compte tenu de notre pyramide des âges. Cependant 80% ont été réalisés après 19 ans soit statistiquement plus de deux ans après le début des rapports sexuels.

GYNECOLOGIE GENERALE

Les consultations pour motif de gynécologie générale sont donc en baisse avec 698 consultations effectuées, dont la moitié pour un suivi et un tiers pour des signes fonctionnels.

Ces chiffres sont à interpréter avec prudence, puisque les médecins n'utilisent pas tous de la même manière l'outil informatique, il existe donc des biais d'interprétation. Pour exemple, la lecture des données montre qu'aucune femme ménopausée n'a été vue en consultation, or, après un petit interrogatoire, chacun des médecins a vu au moins deux femmes ménopausées. Une remarque similaire peut être faite pour le dépistage des autres maladies sexuellement transmissibles : bien souvent, les fiches « autres sérologies » n'ont pas été utilisées mais les autres prescriptions sont mentionnées dans les remarques.

Un effort de la part de tous doit donc être fait pour mieux utiliser cet outil informatique afin d'obtenir un reflet de notre activité au plus proche de la réalité.

LES INTERRUPTIONS VOLONTAIRES DE GROSSESSES

Les demandes d'IVG sont en augmentation de 16,5% par rapport à 2007 (122 en 2008, 102 en 2007), chiffre à mettre peut-être en lien avec les conduites à risque, et l'utilisation de méthodes de contraception incertaines.

La majorité des demandes d'Entretiens Pré-IVG émane de jeunes femmes entre 16 et 25 ans, qui consultent seules pour la plupart (74%) ; nous constatons là aussi, comme pour les demandes autour de la contraception, que de plus en plus de personnes viennent de départements voisins, celles-ci nous étant régulièrement orientées par des médecins de ville, et des Centres Hospitaliers (Chambéry, Annecy...). Nous remarquons que la décision de ces jeunes femmes (adolescentes quelquefois accompagnées par leur mère, ou un autre membre de leur famille) est très souvent liée au contexte socio-économique (femmes souvent en situation de grande précarité), qui peuvent aussi subir une pression sur le plan familial et culturel, et dont le choix est quelquefois imposé par le partenaire.

25 % des jeunes filles et des femmes viennent accompagnées lors de leur démarche au Planning en vue d'une IVG. Leur demande, généralement informative dans un premier temps (loi, délais, méthodes..), évolue souvent vers un entretien d'ordre existentiel, où l'ambivalence par rapport à la grossesse présente s'exprime très souvent. Nous sommes

ainsi quotidiennement confrontées, au-delà de l'interruption de grossesse, à la complexité du désir humain.

A l'occasion d'une démarche et d'une demande d'IVG, les femmes nous confient souvent leur intimité, et nous sollicitent alors en vue d'un soutien, d'un accompagnement. Les conseillères sont confrontées très régulièrement à des situations de rupture, de conflit conjugal, voire familial, à des problèmes de violences dans le couple qui peuvent amener les jeunes filles ou les femmes à renoncer à une grossesse souhaitée, et à l'interrompre.

En ce qui concerne les méthodes choisies, les demandes d'IVG médicamenteuses sont en nette augmentation, notamment en médecine de ville. La possibilité d'avoir recours à cette méthode en ambulatoire est maintenant bien intégrée par les femmes et les jeunes filles.

La mise en place prochaine dans notre Centre d'Orthogénie de la méthode médicamenteuse hors hospitalisation va ainsi pouvoir répondre aux attentes, offrir une liberté de choix et une autre alternative aux femmes en demande d'IVG que nous recevons quotidiennement.

Le nombre de demande d'IVG hors délai légal reste par contre stable avec 32 femmes reçues pour ce motif.

SUIVI DE GROSSESSES

31 femmes ont été suivies pour leur grossesse dont la moitié avait entre 16 et 21 ans, célibataire, de statut précaire puisque sans activité professionnelle, au chômage ou étudiante/ lycéenne. Ces jeunes femmes font le choix de faire suivre leur grossesse au Planning, parfois pour des raisons économiques, mais aussi parce qu'elles y trouvent peut-être une prise en charge adaptée et rassurante : écoute, relais entre médecin et conseillère conjugale, pas de jugement vis à vis de leur choix...

Un certain nombre de jeunes femmes, en échec scolaire, sans emploi, font le choix d'une grossesse : le projet d'enfant devient alors à la fois l'ouverture vers un statut, une perspective, une motivation pour aller de l'avant.

3) Les demandes d'informations

Pointer et détailler les activités, au travers d'une analyse statistique, ne tient pas compte de la diversité et de la complexité des situations que nous rencontrons quotidiennement. Cette volonté de quantification, certes nécessaire, restreint le regard et occulte le sens, la spécificité et la valeur de notre travail : nous sommes effectivement confrontés à un enchevêtrement de problématiques.

Au delà des consultations médicales, le Planning Familial est identifié comme un lieu d'information (contraception, sexualité, avortement, IST...) et également comme lieu d'écoute sur des questionnements personnels, conjugaux et familiaux.

Les demandes d'informations concernent plus particulièrement les personnes de moins de 25 ans (environ 80%), majoritairement célibataires et lycéens ou étudiants. Le motif principal d'information est la contraception. Les autres demandes concernent les IST et le VIH, puis l'IVG.

Cette activité d'information semble largement sous évaluée : au cours de consultations médicales ou d'entretiens de conseil, la part d'information est importante et elle est loin d'être systématiquement enregistrée et n'apparaît donc pas dans les statistiques.

A l'occasion d'inquiétudes autour des IST ou de la grossesse, nous prenons le temps de rectifier les idées fausses : « je n'ai jamais eu de rapport mais je voudrais faire le test, je serais plus tranquille » « c'était mon premier rapport, alors je sais bien que je ne peux pas être enceinte ».

Notre plus gros travail est d'accueillir ce besoin de parler des risques pris, de réévaluer avec la personne le degré et la réalité de ces risques tout en tenant compte du poids des médias, de la médicalisation (ah ! le fameux kit de dépistage de tous les germes....), de la propension à vouloir atteindre le risque zéro. Face au sentiment de culpabilité des personnes rencontrées dans ce cadre (déjà ils ont une sexualité mais en plus, ils ne respectent pas les règles...), nous sommes amenées à les faire réfléchir et accepter que nul n'est infaillible et que la maîtrise absolue trouve parfois difficilement sa place au cœur de la vie affective et amoureuse. Pour ne citer que quelques exemples : les ruptures de préservatifs, les soirées bien arrosées, la baisse de vigilance à la fin d'une relation, les rencontres d'un soir, les retrouvailles après une rupture...

Nous consacrons aussi beaucoup de temps à donner des informations autour de l'IVG. De nombreuses femmes sont envoyées par leur médecin traitant, ou par un autre professionnel de santé ou du secteur social, montrant par la même à quel point ce choix reste marqué par le sceau du secret et combien la méconnaissance de la loi est encore présente. Nous abordons également les méthodes et il nous faut souvent préciser les choses : l'IVG médicamenteuse, ce n'est pas la pilule du lendemain, mais bien un avortement !

A contrario, ils nous arrivent aussi de recevoir de jeunes filles ou jeunes femmes désireuses d'une grossesse et qui s'inquiètent de ne pas être enceinte dès l'arrêt de la contraception...

Nous avons aussi à répondre à toute une série de questionnements autour du corps : l'angoisse du premier rapport, la peur de ne pas être dans la norme...

Au sein de ce travail d'information, nous sommes très régulièrement sollicités par des collégiens, lycéens et étudiants qui effectuent un travail d'exposé ou de recherche sur des thématiques qu'ils savent être une spécificité du Planning. Au-delà de leur souhait d'avoir notre regard de professionnelles et de militantes, ils sont également usagers réguliers du centre de documentation où ils peuvent trouver un apport plus théorique. Cette part de notre activité ne rentre dans aucune des fiches informatiques de notre logiciel.

4) Les entretiens de couple et de vie relationnelle

36% des personnes reçues en entretien sont reçues une fois et le nombre moyen d'entretiens par personne est de 1,8. 18% d'entre elles bénéficient de deux à six entretiens. Les personnes ayant entre 16 et 21 ans représentent 24% du public et la tranche d'âge 31-44 ans correspond à 35%. La moyenne d'âge est de 31 ans.

Pour 42% d'entre eux, il s'agit de couples qui consultent ensemble. Ceux-ci font la démarche de faire appel à une tierce personne parce qu'ils traversent une crise qu'ils n'arrivent plus à gérer seuls. Souvent, la mésentente dure depuis longtemps, puis la tension devient trop forte et la situation évolue vers un questionnement sur la poursuite de la vie commune. Dans ces situations, nous sommes régulièrement confrontées aux violences, qu'elles soient verbales et/ou physiques.

Il n'est pas rare non plus que des couples viennent sans forcément traverser de grosses difficultés relationnelles mais tout simplement parce qu'ils se sont perdus ! Naissance d'un enfant, départ des enfants, chômage, passage à la retraite, familles recomposées.

Nombre de couples viennent pour un questionnement sur la place de chacun : cela peut-être aussi bien le couple qui a fonctionné pendant des années, dans une grande fusion, et dont l'un des membres réclame sa part d'autonomie. Au contraire, on voit des couples dont l'un ou l'autre s'est aménagé pendant fort longtemps son espace en marge du couple, sans que cela ne pose problème et où tout à coup, cela devient insupportable.

Il n'est également pas rare de recevoir des couples dont un des membres a pris une décision de départ, décision qu'il n'arrive pas à énoncer en tête à tête avec son conjoint. La présence de la conseillère, l'espace protégé de l'entretien permet alors cette parole.

Bien évidemment, le Planning est également très sollicité par des couples en situation de famille recomposée, avec le lot de difficultés spécifiques à ces situations :

C'est souvent la place auprès des enfants de l'autre, les règles éducatives à fixer ensemble vers des enfants issus de couples antérieurs, mais aussi la persistance du lien parental précédent qui vient faire interférence avec les règles posées par le « nouveau couple » parental.

Comme la présence de cet ou ces enfants qui fait écho et prolonge parfois la relation conjugale antérieure, et qui rappelle douloureusement l'histoire amoureuse précédente.

Nous avons aussi un accompagnement important à faire sur les questions de sexualité et de désir : entendre la souffrance autour du deuil à faire de la lune de miel, la sexualité qui évolue au fil des années, le désir qui s'émousse à côté de l'autre toujours présent et que l'on ressent comme n'étant plus à conquérir.

La difficulté, parfois, des femmes à réinvestir leur sexualité après les maternités.

La difficulté des hommes devenus père à « partager » leur compagne avec leur enfant, celui-ci étant parfois vécu comme un rival....

En dehors de ces entretiens de couples, nous sommes également sollicités par des personnes, jeunes et moins jeunes, souhaitant avoir un espace de parole autour de questionnements ou de difficultés dans leur vie affective, relationnelle et sexuelle :

◆ Démarrage « difficile » dans la sexualité avec son lot d'angoisses suscitées par le souci de la performance et du bon fonctionnement de son corps (est-ce normal d'avoir mal ? Pourquoi je ne bande pas alors que je suis plein de désir ?...).

◆ Les questionnements liés à l'autonomie vis à vis des parents (ai-je le droit de ne pas penser comme eux ? Je n'ai pas envie de continuer mes études mais j'ai peur de trop les décevoir ? Je suis amoureux mais mes parents ne vont pas supporter cette relation...).

A ce propos, on peut pointer l'évolution du rôle de certains parents, qui sortent de leur place de protecteurs et de garants de l'épanouissement de leur enfant et deviennent avant toute chose garants de la cohésion familiale et de la réputation de celle-ci.

Au fil des entretiens, nous entendons fréquemment l'angoisse et les difficultés de vie vécues par un grand nombre de jeunes. Ceci est peut-être à mettre en lien avec les analyses actuelles qui pointent la situation particulièrement difficile et angoissante vécue par la jeunesse à ce jour, en France.

Pour illustrer cette réalité, nous pouvons citer la fréquence des comportements à risques : absence de contraception, mauvaise prévention des IST, alcoolisation, usages de drogues..., ainsi que des situations de surinvestissement affectif ou de repli sur soi.

Certaines problématiques émergent à des moments spécifiques et plus tardifs dans la vie :

Il s'agit de situations conjugales fragilisées par le départ des enfants : tous ces couples qui ont passé des années mobilisés par le quotidien familial, qui se retrouvent, parfois un peu brutalement, dans un tête à tête qui ne leur convient plus.

Il y a aussi ces femmes, consacrées à la vie familiale pendant des décennies et qui, une fois les enfants partis, s'autorisent enfin à vivre pour elle, à penser à elle et à ce dont elles ont envie.

La difficile harmonie à recréer lorsque l'homme se retrouve à la retraite, lorsque le couple est à la retraite, et qu'il faut apprendre à vivre sans cesse avec l'autre, sans activité personnelle.

Nous recevons aussi de façon fréquente des personnes en grande interrogation sur l'avenir de leur couple ou leur désir de continuer à s'inscrire dans cette histoire, et qui viennent seul, que ce soit un choix de leur part ou parce que l'autre ne souhaite pas faire cette démarche de réflexion.

Nous tenons aussi à dire que nous accueillons toutes les personnes en demande d'entretiens. Parfois, lors du premier entretien, la demande énoncée ne correspond pas à

notre domaine de compétence (par exemple, les informations juridiques) et nous réorientons les personnes sur d'autres structures et/ou professionnels.

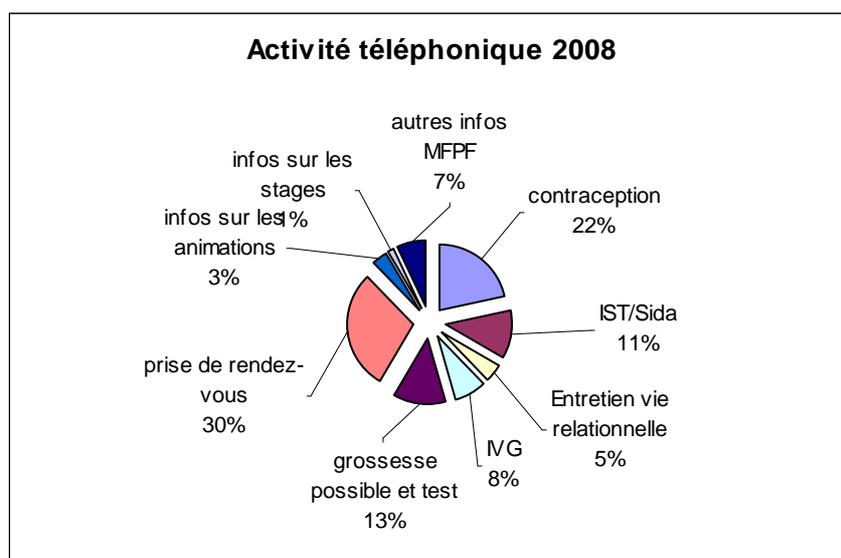
Mais aussi, dans certaines situations, nous sommes devant des problématiques d'ordre psychiatriques et il nous semble essentiel d'entendre cette dimension, de rester à notre place de conseillère et de proposer un autre type de prise en charge par les professionnels qualifiés.

5) L'accueil téléphonique 2008

Le Planning Familial est identifié comme lieu ressource sur les questions de contraception, d'IST, d'avortement mais aussi sur les difficultés familiales, conjugales et les violences.

Le Centre d'Orthogénie reçoit près de 10 000 appels par an (soit une quarantaine d'appels par jour), dont les motifs sont aussi très divers, comparables à la diversité des motifs de demande d'entretiens.

Au printemps 2008, pendant deux mois, nous avons testé un outil qui nous a permis de recenser précisément le nombre d'appels et leurs motifs. L'utilisation de ces résultats rend possible une estimation assez fidèle de l'activité téléphonique pour l'année 2008.



Seulement un tiers des appels concernent une prise de rendez-vous. Les deux autres tiers sont donc consacrés à des demandes d'informations, et parfois se transforment même en de véritables entretiens de vie relationnelle (5%).

Derrière une question pratique se cache souvent une situation complexe ou difficile qui peut plus facilement s'exprimer dans un premier temps par téléphone.

Le téléphone est en effet un outil qui rend possible l'anonymat.

C'est parfois un premier contact qui permettra d'entreprendre une réelle démarche.

Les demandes d'information sont variées et concernent les sujets dont se préoccupe le Planning Familial, preuve que l'association est bien identifiée.

Ainsi, 22% des appels concernent des demandes d'information sur la contraception, 12% consistent à répondre à des questions sur les infections sexuellement transmissibles et le SIDA, 13% sont l'occasion d'informer les femmes sur un doute à propos d'une grossesse et sur les tests à pratiquer. Enfin, 8% des appels permettent d'informer sur l'interruption volontaire de grossesse. Les demandes restantes concernent des demandes d'informations diverses sur les animations, les stages et le Mouvement Français pour le Planning Familial.

Parmi les gens qui téléphonent, un certain nombre sont des professionnels en manque d'informations et/ou souhaitant que nous prenions le relais de telle ou telle situation.

Cette activité d'écoute et de conseil par téléphone nécessite de la disponibilité de la part des conseillères et elle mobilise une personne tout au long des permanences.

Nous envisageons de mettre en place à plus long terme un outil qui permette de suivre cette activité téléphonique de façon encore plus précise.

B/ ANIMATIONS ET SENSIBILISATIONS

OBJECTIFS ET DESCRIPTIONS

Être mouvement d'éducation populaire signifie défendre l'accès de tout-e-s à l'information. L'éducation populaire vise à relativiser les rapports de hiérarchies entre les personnes, mettre en commun, pratiques et expériences sans a priori et à privilégier une appropriation collective des savoirs. Le but est également de briser l'isolement de l'individu qui vit son problème de façon personnelle, sans voir qu'il s'agit de l'expression d'un problème de société. L'éducation populaire vise donc à mettre le sujet en mesure d'assumer son destin individuel et social et à le rendre autonome.

Pour le Planning Familial, aller vers le public - au travers d'animations, d'actions de sensibilisation et de permanences dans des institutions extérieures - est une démarche qui s'inscrit clairement dans cette logique d'éducation populaire.

Les objectifs communs des animations et des actions de sensibilisation sont :

- ◆ Faire connaître les centres de planification pour qu'un accompagnement individuel des personnes soit possible
- ◆ Créer un temps d'informations sur la contraception, le corps, le Sida, les IST, etc.
- ◆ Créer un temps d'échange et de réflexion sur des questions de sexualité, de mixité, de rapport de genre....
- ◆ Valoriser la liberté de choix et les notions positives autour de la sexualité (plaisir, désir...)
- ◆ Accompagner chaque individu à s'interroger lui-même et d'initier une prise de conscience individuelle pour aller vers une dimension collective.

Ces actions visent donc principalement à apporter aux personnes, en partant de leurs représentations et de leurs acquis, les informations objectives et les connaissances scientifiques qui permettent de connaître et de comprendre les différentes dimensions de la sexualité (biologique, affective, psychologique, juridique, sociale, culturelle, etc.) ; elle doit également susciter leur réflexion à partir de ces informations et les aider à développer des attitudes de responsabilité individuelle et sociale.

Cette démarche s'inscrit notamment dans une politique plus globale de prévention et de réduction des risques (grossesses non désirées, infections sexuellement transmissibles...), de protection des personnes vis-à-vis des violences sexuelles, de lutte contre les préjugés/comportements sexistes et homophobes.

Ces actions peuvent avoir différentes formes et différents publics :

- ◆ Le public des "animations" peut être scolaire/non scolaire ; jeunes/adultes ; "spécialisés" (handicap, prison, insertion, ...) / "spécifiques" (femmes, victime de violences, ...).
- ◆ L'intervention peut être ponctuelle, faire partie d'un projet suivi ou être régulière.

Ce qui rassemble toutes les formes et publics de ces interventions, c'est la forme collective que prend l'intervention (au contraire de l'activité d'accueil du public en centre de planification) et l'idée que c'est un moment d'information et d'échange sur les centres de

planification, et sur les questions portées par le Planning Familial (sexualité, relation, genre, ...).

Le rôle des co-animateurs/trices est de créer les conditions de cet échange et de valoriser les apports et questionnements de chaque individu présent. L'essentiel de l'intervention consiste à accompagner les personnes dans une réflexion commune qui permette d'élaborer leurs propres réponses à partir de la mise en commun et de l'analyse de leurs représentations dans le respect de la parole de chacun. Ces animations correspondent plus à un acte d'accompagnement que de transmission de savoir. Une information qui bouleverse les croyances de celui qui la reçoit, ou entre en conflit avec des habitudes de vie prises depuis l'enfance, ne peut être entendue. Un savoir dissonant plaqué sur un fond de représentations et d'attitudes profondément ancrées ne saurait être à l'origine d'une prise de conscience génératrice d'un changement de comportement.

L'intervenant en éducation à la vie et à la sexualité doit être capable d'étayer l'émergence chez les personnes du sentiment d'être entendues, appréciées, valorisées, sentiment qui fondera la prise en charge de leur vie, de leur sexualité. Il accompagne ces personnes en les confortant dans leur valeur propre ; acte d'accompagnement sans contrainte, ni jugement.

Les permanences extérieures sont soit de l'accueil individuel en dehors des murs des centres de planification soit la présence d'une conseillère dans une structure qui reçoit des usager-e-s et dont le rôle serait de répondre et susciter des questionnements. Ces permanences extérieures ont comme spécificité d'être basées sur un partenariat assez formel (notamment sur des conventions).

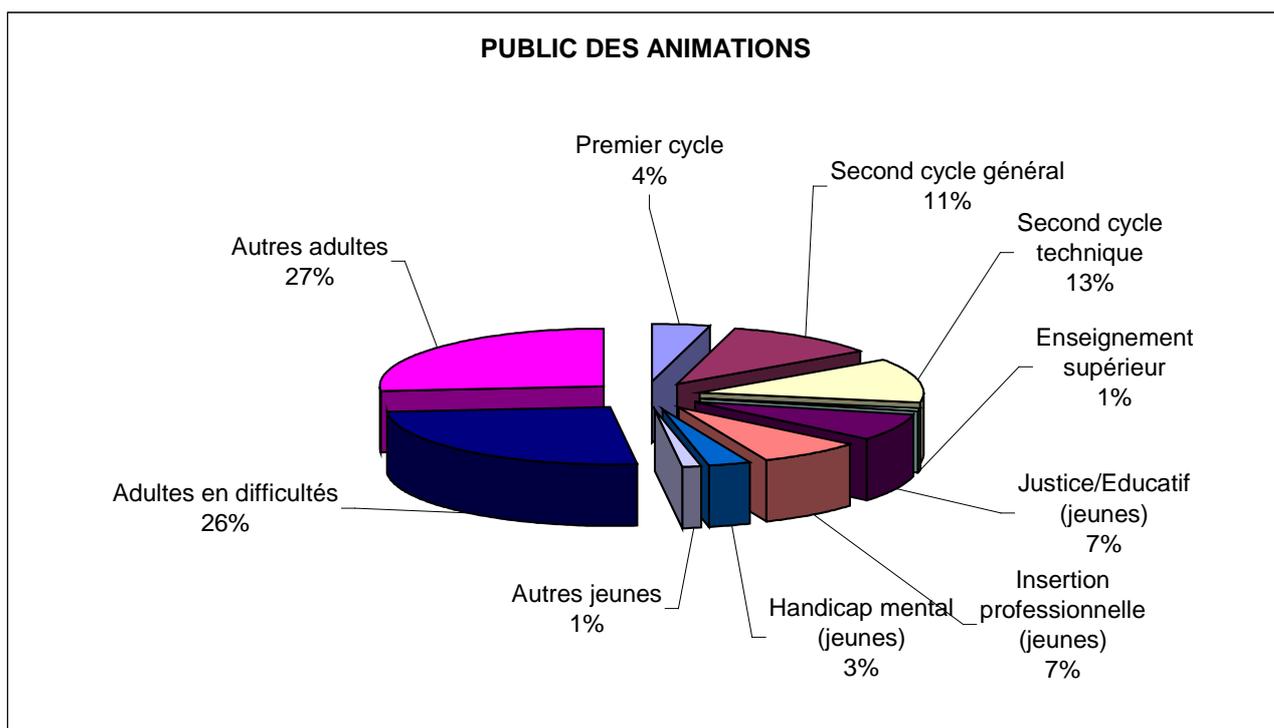
Toutes ces interventions nécessitent un important travail en amont et en aval. Les prises de contact, les rencontres avec les équipes des établissements, la réflexion sur le contenu de l'intervention et la concrétisation du projet. Après l'intervention, une réunion de bilan est organisée permettant à tous de faire le point, d'analyser les points positifs et négatifs de l'intervention. Il est en effet important de construire une cohérence d'action avec les institutions demandeuses. Suivant s'il s'agit d'un projet ponctuel ou suivi, les temps de préparation et de bilan ne sont pas les mêmes. Dans le cas d'un projet suivi, un travail plus en profondeur est effectué.

Il est essentiel que l'équipe du centre de planification explique sa manière de travailler, en insistant sur l'importance de permettre aux personnes une parole libre, respectueuse, et confidentielle, ce qui implique dans la mesure du possible que le personnel des établissements n'assiste pas aux séances.

Ces interventions nécessitent de même un travail important de préparation et de bilan en interne mais aussi de coordination afin que ces actions se répartissent sur l'année entière. Nous sommes confrontées à un véritable « casse-tête » : concilier les emplois du temps de chaque institution et de chaque professionnel de ces structures, tenir compte des imprévus (absences, nouvelles demandes, etc.), tout en tenant compte de l'importance de l'accueil du public en centre de planification.

1) Publics destinataires

RECAPITULATIF DES ANIMATIONS / SENSIBILISATION DE GAMBETTA				
TYPE ETABLISSEMENT	NOM ETABLISSEMENT	LIEU	CLASSE ET NOMBRE	ACTION PONCTUELLE/SUIVIE
1er cycle	Collège Fantin Latour	Grenoble	1 groupe de collégiens	action suivie (3 séances)
	Collège Lionel Terray	Meylan	1 classe de 3 ^e , option professionnelle	action suivie
2nd cycle général	Lycée Mounier	Grenoble	8 classes de 2nde	action ponctuelle en demi-groupe
			1 classe de terminale	action ponctuelle
			1 groupe Comité Vie Lycéenne	action suivie
	Lycée Eaux-Clares	Grenoble	2 classes de 2nde	action ponctuelle
			2 classes de 1ère	action ponctuelle
2nd cycle technique	LP Clos d'Or	Grenoble	toutes classes tous niveaux	action ponctuelle
	LP Jean Jaurès	Grenoble	10 classes de 2nde	action ponctuelle en demi-groupe
	LP Louise Michel	Grenoble	1 classe de 2nde	action ponctuelle en demi-groupe
	LP privé ITEC Bois Fleuri	La Tronche	quelques élèves	action ponctuelle
	LP Prévert	Fontaine	quelques élèves	action ponctuelle
	Lycée Guynemer	Grenoble	3 classes de 2nde	action ponctuelle
Enseignement Supérieur	Lycée Mounier - BTS	Grenoble	1 classe BTS 1ère année	action ponctuelle
	Institut de Formation de Soins Infirmiers	La Tronche	quelques élèves de 2ème année	action ponctuelle
Justice-Educatif (jeunes)	Centre d'Education Renforcé ARPAIJ	Villard de Lans	1 groupe	action ponctuelle
	Centre Action Educative La Poterne (Protection judiciaire de la Jeunesse)	Grenoble	1 groupe	action ponctuelle/suivie
Handicap mental (jeunes)	Institut Médico-Educatif Daudigon	Grenoble	1 groupe	action suivie
Insertion professionnelle (jeunes)	Cycle d'Insertion Professionnelle par Alternance Traditionnel	Grenoble	2 groupes	action suivie
	Cycle d'Insertion Professionnelle par Alternance Français langue étrangère	Grenoble	2 groupes	action suivie
Autres jeunes	Point Accueil Jeunes (PAJ)	Grenoble	1 groupe	action ponctuelle/suivie
	Unis Cité	Grenoble	2 groupes	action ponctuelle
Adultes en difficulté	Centre d'Accueil Municipal (CAM)	Grenoble	1 groupe	action ponctuelle/suivie
	Amicale du Nid	Grenoble	1 groupe	action ponctuelle
	Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile	Grenoble	1 groupe	action ponctuelle/suivie
	Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale - Miléna	Grenoble	1 groupe	action ponctuelle
TYPES D'ACTION	INTITULE	LIEU	PUBLIC / THEMATIQUE	PARTENAIRES
Débats- Rencontre	Femmes et VIH	Grenoble	Femmes et VIH	Tempo, Aides, Chrétiens et sida, ODPS, Frisse
	Rencontres et controverses	Grenoble	Homoparentalité	APGL
	Bureaux de Dieu	Grenoble	divers	-
Permanences extérieures	Permanence Eve	SMH	étudiant-e-s	EVE
	Permanence centre social les Alpains	Grenoble	familles	CAF
	Permanence Cité de la CAF	Grenoble	familles	CAF
	Permanence Maison des Ados	Grenoble	adolescent-e-s et leur famille	Conseil Général + DDASS + Hôpital psychiatrique St Egrève



Du fait de notre objectif associatif d'éducation populaire, nous avons priorisé les publics les plus en difficulté, les moins « aptes » à avoir connaissance, à pouvoir prendre appui sur des structures pouvant les accompagner dans leurs questionnements autour des sexualités ; c'est pourquoi, entre autres, nous sommes intervenus seulement au sein de deux collèges sur plusieurs séances auprès de deux classes.

Le nombre d'interventions autour des questions des sexualités à destination des jeunes du second cycle (général et technique) a augmenté par rapport en 2007.

Les interventions auprès des lycéens ont toujours été importantes et ont même augmenté cette année. Il semble important que nous soyons présents auprès des adolescents à un moment de leur vie où la question des sexualités semble plus prégnante pour eux puisque l'âge médian¹ au premier rapport sexuel pour les hommes est de 17,2 ans et pour les femmes, de 17,6 ans - c'est-à-dire l'âge auquel la moitié d'entre eux a connu l'évènement. Généralement, nous intervenons auprès des classes de seconde où jeunes garçons et jeunes filles ont entre 15 ans et 17 ans.

Le nombre de collégiens auprès de qui nous sommes intervenus en 2008 est à peu près équivalent à celui de 2007.

Parmi le public dit « jeune », les collégiens sont, après les lycéens, la population la plus nombreuse rencontrée, vient ensuite ceux qui sont dans un parcours d'insertion professionnelle, puis ceux atteint d'un handicap mental, et enfin, ceux qui sont dans un processus éducatif suite à une décision de justice.

¹ *Enquête sur la sexualité en France, pratiques, genres, et santé*, sous la direction de Nathalie Bajos et Michel Bozon, coordination Nathalie Beltzer – Editions La Découverte, Paris, 2008.

LE DEMARCHAGE VERS LES COLLEGES

L'année 2008 fut marquée par un travail de « démarchage » à propos des séances d'éducation à la sexualité envers les collèges publics et privés de Grenoble, cela suite à la demande du Conseil Général de l'Isère, un des principaux subventionneurs du Planning Familial isérois.

Nous avons donc contacté les collèges grenoblois au sein desquels en tant que Planning Familial isérois nous ne sommes pas présents (collège Champollion, collège International Europole, collège Montessori, collège privé Bayard, collège privé de La Salle, collège privé Externat Notre Dame, collège privé Notre Dame de Sion) ainsi qu'un collège où nous n'intervenons actuellement que partiellement, le collège Fantin Latour.

Il importe de signaler que le Planning Familial de l'Isère est présent dans 8 collèges grenoblois sur 15 collèges au total (notre absence se situant essentiellement dans les collèges privés).

Deux collèges pour l'instant ont répondu par la positive à notre proposition de rencontre, d'intervention.

Le collège Fantin Latour où nous avons rencontré l'infirmière qui souhaite qu'un travail se fasse auprès des classes de sixième et cinquième (le centre de planification de la Clinique Mutualiste intervenant auprès des classes de quatrième et de troisième), et qui souhaite notre présence au sein de la prochaine réunion du Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté. Nous intervenons déjà au sein de ce collège auprès d'une classe unique de primo arrivants, cela à la demande d'une professeure.

La Conseillère Principale d'Education et des professeurs du collège Notre Dame de Sion ont souhaité pour 2009 une intervention auprès d'une classe de cinquième.

Ce « démarchage » auprès des collèges pour des animations est exceptionnel en ce qui concerne le groupe « Gambetta » du Planning Familial isérois ; en ce qui concerne les interventions sur les questions des sexualités nous répondons en général à une demande.

L'investissement et la motivation d'au moins un membre de l'équipe de l'établissement scolaire est essentiel pour mener des animations dans de bonnes conditions.

Nous avons pu vivre au sein d'un collège un travail assez laborieux de mise en œuvre de ces interventions du fait que ces dernières se faisaient à la demande du service santé de la ville de Grenoble et non à la demande de l'équipe du collège : nous étions imposés à cette équipe par un service de la ville.

LES PUBLICS «EN DIFFICULTES »

Nous intervenons auprès de jeunes ayant des difficultés familiales, des problèmes de « délinquance » (Centre d'Education Renforcée – A.R.P.A.I.J., Service Action Educative La Poterne – P.J.J.), de jeunes ayant des problèmes d'insertion professionnelle (C.I.P.P.A. traditionnel, ...), de jeunes et d'adultes depuis peu arrivés en France (C.I.P.P.A. F.L.E.,

C.A.D.A.), d'adultes en risque de prostitution (Amicale du Nid), de jeunes filles déficientes mentales (I.M.E. Daudignon), d'adultes en recherche de logement fixe (Centre d'Accueil Municipal), de jeunes adultes en problématique d'insertion (Point Accueil Jeunes).

2) Les moyens mobilisés

LES INTERVENTIONS PONCTUELLES ET SUIVIES

Au vue des objectifs des interventions sur les questions des sexualités, il semble évident que plusieurs séances soient nécessaires auprès de chaque groupe ; notamment pour des raisons financières de coûts salariaux, cela n'est pas possible ; et si nous appliquions cela avec nos moyens actuels, en nombre de personnes nouvelles rencontrées au travers des animations, nous verrions que très peu de monde.

Pour autant, nous essayons de maintenir un certain équilibre qui nous permette à la fois d'intervenir auprès d'un nombre important de personnes au travers de séances ponctuelles, et par contre nous tentons aussi de garantir au minimum trois séances avec un même groupe lorsqu'il s'agit de public identifié comme pouvant avoir des difficultés (C.I.P.P.A. F.L.E., I.M.E. Daudignon, S.A.E. La Poterne – P.J.J....).

LES ANIMATIONS AU CENTRE D'ORTHOGENIE

Un des objectifs étant que les personnes rencontrées lors des animations puissent recourir lorsqu'elles en ressentent le besoin à nos services lors d'un accueil individuel au Centre d'Orthogénie, nous privilégions donc le fait que ces séances se déroulent au Planning Familial ou en tous les cas au minimum une séance lorsqu'il s'agit d'un travail où nous avons plusieurs temps avec un même groupe.

Pour l'année 2008, cela a concerné le collège Fantin Latour, le collège Lionel Terray, le lycée Mounier, le lycée professionnel Jean Jaurès, le lycée professionnel Louise Michel, le lycée professionnel privé I.T.E.C. Boisfleury, le lycée professionnel Guynemer, l'I.F.S.I., l'I.M.E. Daudignon, Unis-Cité, le C.A.D.A...

Ces séances ayant lieu hors de l'institution où les personnes se rendent quotidiennement, cela peut permettre aussi une autre parole de leur part, peut-être plus de liberté puisqu'elles se retrouvent dans un espace dédié à toutes ces questions autour des sexualités, et ce, d'autant plus qu'aucun professionnel de la structure demandeuse n'est présent en général pendant ces temps.

Lors de toutes nos animations, nous donnons à chaque participant une plaquette rappelant nos missions, nos horaires d'ouverture et nos coordonnées.

LES OUTILS

Afin que les animations soient de véritable temps d'échange sur les questions de relations, nous utilisons des outils. Cependant, le principal reste de poser un cadre rassurant où la confiance est possible, de prendre le temps de se connaître, de créer un lien, où l'on est garant que chacun soit respecté. Le premier outil est donc la parole, la possibilité de verbaliser ; la parole pour poser le fait que ces temps sont confidentiels et que nous ne faisons pas part à l'institution demandeuse de ce qui s'y échange. Ceci permet peut-être plus de liberté au niveau de la parole qui peut exister.

Nous ne sommes pas là pour poser un cadre autoritaire mais lorsqu'un incident arrive, nous donnons à réfléchir en permettant de verbaliser sur ce qui est en train de se passer ici et maintenant dans le groupe. Souvent, lors des premières minutes d'interventions des remarques peuvent fuser, comme par exemple « c'est toutes des chiennes », à partir de là, nous demandons au groupe : qu'est-ce que cela veut dire ? qu'est-ce que la personne souhaite exprimer ici ? est-ce que de tels mots peuvent affecter ? ...

Nous sommes bien sûr toujours garants du fait que chacun, chacune, pendant ces séances ne soit pas malmenés.

Le premier outil est donc bien la mise en mot notamment sur ce thème de la sexualité qui reste tabou, où la parole ne va pas de soi, où se joue la possibilité de dire oui ou non, d'avoir la capacité à exprimer un refus..., à exprimer ce qui peut nous faire plaisir, il peut être difficile de deviner ce que souhaite un partenaire...

Des outils comme le dessin, le jeu, la construction d'histoire, la pâte à modeler, le théâtre, le photolangage... peuvent être utilisés. Ils peuvent faciliter l'expression, permettre que la personne ne parle pas d'elle directement, permettre néanmoins de partir de là où en sont les personnes, car les histoires inventées, par exemple, ont quand même à voir avec elles.

A partir du contenu des histoires, des dessins, des saynètes commencent un temps de parole, d'échange, de questionnement, de réflexion.

A travers l'utilisation de ces outils, il y a un côté actif, ludique, une mise en valeur des capacités de création des participants.

Ils ne sont pas passifs, simples consommateurs de savoirs.

D'autres modalités d'expression que la parole sont mises en jeu : implication du corps au travers des mises en scène, expression des émotions qui peuvent être alors identifiables...

La diversité des outils permet à ceux qui ont des difficultés d'expression verbale, qui n'osent pas prendre la parole en groupe, d'être aussi pleinement acteurs de ces séances d'animation ; il n'y a pas d'obligation à s'exprimer.

Le Centre de Documentation nous aide dans la recherche d'outils déjà existants, sachant qu'il nous arrive régulièrement d'en inventer, spécifiquement adaptés au groupe auprès de qui nous intervenons, qui soit en cohérence avec ce qui s'y passe.

Nous utilisons ces outils, plus sophistiqués, autres que la parole, le plus souvent lorsque nous voyons plusieurs fois un même groupe.

LE BINOME DE CONSEILLERES OU CONSEILLERES/MEDECINS

Au regard de ce qu'implique l'accompagnement d'un groupe à la vie affective, relationnelle et sexuelle, nous avons fait le choix d'être toujours deux conseillères conjugales et familiales lors de ces temps, ou alors une conseillère et un médecin, une conseillère et une animatrice de communication.

Le fait d'être deux personnes donne tout de suite des indications sur la séance, pose un cadre autre, exprimant que les personnes n'auront pas à faire à un spécialiste qui est là pour transmettre un savoir. Au contraire, il s'agira d'animer, de permettre la confiance, la parole, de la faire circuler, ce qui est sans aucun doute beaucoup plus aisé à deux personnes. Chacune de ces deux professionnelles appréhende les choses différemment, donne à voir alors une certaine diversité, complexité, et lorsqu'il est question de relations humaines, cela permet l'ouverture, le questionnement.

Lors de ces séances d'animation, il est question de sexualité de manière globale ; certaines personnes peuvent éprouver un malaise, vouloir sortir ou encore expriment le fait de vouloir être reçues par une conseillère : être deux professionnelles permet cela aussi.

Parler de sexualité dans le cadre d'un groupe n'est en rien un acte anodin. La co-animation peut permettre à chaque intervenant de prendre de la distance au moment même de son déroulement. En effet, pendant qu'un des professionnels anime, l'autre peut se mettre un peu en retrait et réfléchir à ce qui s'est dit, échangé, et comment il serait alors possible de reprendre les choses de la manière la plus appropriée, en fonction de ce qui s'est parlé et de comment cela s'est parlé...

Si nous pensons que le travail partenarial (rencontres, préparation avec les équipes...) est essentiel quant à la cohérence des actions « d'éducation à la sexualité », l'expérience démontre que la présence d'un ou plusieurs membres de l'institution dans les interventions ne va pas de soi, ceci pour plusieurs raisons.

Ces professionnels peuvent manifester le désir de participer ou d'observer, « d'être là » avec les adolescents « pour entendre ce qu'ils disent », cela en toute bienveillance (pour mieux les comprendre par exemple, permettant un meilleur accompagnement...). L'étonnement est possible, de leur part, lorsque nous explicitons notre positionnement, notre démarche. D'où l'importance d'une réflexion commune, d'échanges multiples pour qu'une confiance entre partenaires s'installe et pour que communément, ensemble, émerge ce besoin fondé pour les adolescents que d'autres adultes « ailleurs », ponctuellement ou pas, n'ayant aucun rôle d'évaluation des connaissances, sans lien direct avec l'institution en charge de cette mission..., leur ouvrent un espace de dialogue sur les questions de sexualités.

Généralement, ce sont les conseillères conjugales et familiales qui mènent ces interventions ; médecins et animatrice de communication peuvent être les co-animateurs de ces séances mais cela plus partiellement, ponctuellement ; les médecins ont peu de vacations au Planning Familial, l'animatrice de communication est sur d'autres projets de par son profil de poste.

3) Les animations : données qualitatives

L'angle qualitatif semble plus parlant à travers quelques exemples énoncés ci-dessous. Nous veillerons cependant au respect de la confidentialité.

LES COLLEGES

Au sein du **collège Fantin Latour**, nous sommes intervenus plusieurs fois auprès d'une classe unique où les élèves avaient entre 11 et 16 ans ; ils étaient en France depuis quelques mois.

La difficulté rencontrée fut la grande hétérogénéité du groupe en fonction de leur âge mais aussi de leur parcours personnel parfois difficile et sensible notamment sur les questions de relations.

Les élèves étaient globalement intéressés, très participatifs, sauf une ou deux jeunes filles plus en retrait ; les échanges ont été spontanés, la complicité des jeunes entre eux s'est ressentie et a facilité la parole.

Il a été question du corps, de l'adolescence, des relations entre filles et garçons, et des relations amoureuses.

Lors de séances auprès d'un même groupe au sein du **collège Lionel Terray**, nous avons systématiquement utilisé des petits exercices impliquant le corps en début de chaque intervention comme par exemple lors d'une des premières animations où nous avons proposé aux élèves de se mettre debout en cercle et en lançant une balle à un partenaire de dire leur prénom puis après il s'agissait d'envoyer la balle en exprimant le prénom de la personne qui la recevait...

Cela permettait de jouer, d'alléger ce début de séance, d'y apporter une certaine vivacité joyeuse, de permettre de libérer, lâcher un peu l'émotion que peut provoquer la venue de deux professionnelles du Planning chargées de thématiques autour des sexualités.

Nous avons été étonnées de leur participation et de leur envie à ce qu'il y ait de tels petits exercices corporels en début de séance.

La première intervention fut consacrée à la rencontre, à tisser des liens entre nous, à poser un cadre de confiance, mais aussi à les faire travailler en petits groupes sur ce qu'ils souhaiteraient aborder au cours de toutes nos séances ensemble ; un retour en grand groupe de leur travail a eu lieu et nous a permis de construire les animations suivantes où il fut question de la relation à soi, à l'autre et de la relation amoureuse, sexuelle.

Nous amenions aussi à chaque intervention, une partie des livres du Centre de Documentation du Planning destinée aux adolescents (B.D., romans, livres sur diverses thématiques comme la puberté, l'égalité hommes/femmes, etc.).

Ces livres étaient empruntables d'une séance à l'autre ; un des ouvrages sur la question de l'homosexualité fut emprunté, ce qui peut sembler important lorsque l'on sait que souvent les adolescents se trouvent dans une grande solitude lorsqu'ils se questionnent sur leur orientation sexuelle de par l'homophobie encore particulièrement présente aujourd'hui.

Lors de notre dernière intervention auprès de ce groupe, nous avons commis des erreurs ; tout au long des séances avec eux, nous les avons fait travailler sur la manière de fonctionner en groupe ; c'est pourquoi lors de ce dernier temps plus axé sur le thème de la relation amoureuse/sexualités, nous avons proposé à ce que ce soit eux qui distribuent la parole, organisent le débat chacun à leur tour pour ceux qui le souhaitent pendant 15mn chacun.

La première erreur est de proposer ce type d'exercice sur ce thème des sexualités où nous savons qu'il n'est pas forcément aisé et notamment à cet âge d'échanger à ce propos ; or gérer la parole, animer un débat sur ce thème ne va pas de soi, cela relève d'un apprentissage, d'une formation.

Entre intervenantes du Planning, nous n'avions pas assez précisé entre nous la proposition que nous leur faisons : pour l'une d'elle, ils n'avaient qu'un rôle de distribuer la parole, pour l'autre, ils avaient en plus pour mission d'animer les échanges.

Ces difficultés leur ont permis d'entrevoir la complexité d'être les garants du bon fonctionnement d'un groupe, d'apercevoir les différentes manières de fonctionner collectivement.

Du fait de cette difficulté à fonctionner, le thème fut peut-être abordé en surface, certaines choses comme par exemple des propos plutôt sexistes n'ont pas été forcément relevées, questionnées par les intervenantes puisqu'à ce moment-là, elles étaient en retrait ; et lorsque ces professionnelles ont repris leur rôle d'animatrice à la demande du groupe, et qu'elles ont voulu ramener à la réflexion des thématiques précédemment abordées, cela n'a pas fonctionné, ce n'était plus le bon moment.

L'important était de créer du lien, ce qui fut le cas ; les professeurs lorsqu'ils venaient pour raccompagner le groupe nous disaient : « ils sortent avec le sourire ! ».

Lors de cette dernière séance, nous étions parties d'une lecture d'une nouvelle, *Faire l'amour*, de Mickaël Olivier tirée d'un livre à destination des adolescents préfacé par « Ni Putes, Ni Soumises ». Cela permettait de ne pas parler de soi directement mais des personnages de l'histoire. L'inconvénient peut-être, d'une telle lecture c'est que cela peut plonger chacun dans ses rêveries, toucher ; plus compliqué probablement alors d'échanger ...comme suite à un spectacle, une séance de cinéma ?...

Enfin cette nouvelle pouvait véhiculer des stéréotypes sur la relation amoureuse qui n'ont pas été forcément questionnés ; de plus nous partions de propos sur la relation qui n'étaient pas les leurs, même si au fur et à mesure des discussions, chacun exprimait ses perceptions...

La présence d'une stagiaire nous a permis suite à cette animation d'approfondir la réflexion.

LES LYCEES

Le lycée Mounier comporte une équipe éducative (C.P.E., infirmières, professeurs, documentalistes,...) grandement investie concernant la question des relations filles/garçons et entre autres du sexisme : divers projets ont pu voir le jour en plus des séances d'éducation à la sexualité prévues par la loi que nous effectuons auprès seulement des secondes malheureusement, puisque nous n'avons pas les moyens humains en terme de coûts salariaux de couvrir les classes de première et terminale.

C'est d'ailleurs ce pour quoi lors de nos diverses rencontres avec l'équipe du lycée qui souhaitait vraiment qu'un travail plus conséquent s'amorce auprès des élèves ; nous avons fait part du fait que nous ne pouvions rencontrer tous les élèves. L'idée était de travailler avec un groupe de volontaires sur la question du sexisme de manière large qui produisent quelque chose à destination de tous les élèves du lycée (film, saynètes, ...) ; sachant que quand un message est véhiculé par le groupe des pairs, il peut être reçu différemment, avec plus d'efficience.

Le lycée se basait sur l'expérience vécue l'année précédente où les élèves du Comité de Vie Lycéenne avaient fait un film traitant du SIDA. diffusé à la documentation du lycée où il n'y avait jamais eu autant d'élèves.

Le lycée avait fait une demande de subvention l'année précédente pour ce projet autour de la relation garçons/filles qui dans un premier temps reçu une réponse négative, puis tardivement dans l'année, une réponse positive.

Or, au sein du Planning Familial, nous nous étions organisés en conséquence en pensant que ce projet d'important travail auprès des élèves n'allait pas avoir lieu, c'est pourquoi notamment nous nous sommes orientés vers cette idée de travail avec des volontaires.

La difficulté émergea, lorsque l'on nous fit part que les élèves du C.V.L. avaient envie de s'investir dans un projet sur la question du sexisme, de la relation filles/garçons ; difficulté, car au cours de nos diverses rencontres avec les membres du C.V.L., nous pûmes constater qu'ils avaient déjà programmé différentes actions tout au long de l'année et que le sexisme ou la relation garçons/filles n'étaient pas leur priorité mais probablement qu'il était compliqué de refuser quelque chose à une personne de l'équipe éducative du lycée et par conséquent d'exprimer aux professionnelles du Planning qui s'étaient déplacées que ça n'avait pas été un choix sauf sûrement pour un élève qui passa d'ailleurs une demi-journée pendant des vacances scolaires au Planning Familial pour travailler avec une conseillère sur ce projet.

Ils ont su s'approprier nos compétences au cours de nos différentes rencontres et notamment pour l'organisation d'une journée sur les discriminations au sein du lycée en nous demandant quelles associations nous connaissions, etc. (journée par ailleurs à laquelle nous avons participé).

Nous avons travaillé avec eux sur leur capacité à exprimer leur choix, à se positionner face à des adultes que ce soit de l'établissement ou du Planning, chose complexe car il n'y a pas de rapport égalitaire. Ils ont su faire ces choix, en nous intégrant dans leur projet de journée

banalisée et en mobilisant d'autres jeunes sur ce projet de relation garçons/filles puisque ce n'était pas leur priorité.

Un travail sur la construction de projet s'est effectué tout au long de nos rencontres.

Cette difficulté liée à un volontariat qui n'en était pas un, fut abordée lors d'une rencontre bilan avec l'équipe du lycée.

Dans ce projet, il y avait toute une partie concernant la formation, la sensibilisation des professionnels du lycée aux questions du sexisme : que des adultes au quotidien présents auprès des élèves soient sensibles à ces questions rend plus efficient ce travail de prévention des discriminations faites aux femmes à destination de ces élèves.

C'est pourquoi il fut décidé lors de cette réunion bilan que l'objectif pour l'année 2008/2009 était avant tout la formation de l'équipe éducative à la question des rapports sociaux entre hommes et femmes, s'en suivrait à partir de là une construction de projet à destination des élèves, c'est ce que nous projetons pour 2009/2010.

En concertation avec l'équipe du lycée, qui a plus à sa charge les séances d'éducation à la sexualité auprès des élèves de seconde, suite à un constat commun de notre part et de l'équipe sur le fait qu'il pouvait y avoir un certain désintéressement des élèves concernant ces séances qui peut s'expliquer par le fait qu'un certain nombre d'entre eux ont suivi leur scolarité au collège Munch, Les Saules...où le Planning Familial intervient régulièrement, nous avons décidé d'apporter quelques modifications.

Le lycée s'engagea à ce que ces séances se déroulent au Planning Familial. Engagement important car cela supprime plusieurs heures de cours, ce qui ne va pas de soi dans un grand nombre d'établissements. Nous avons proposé d'axer ces séances sur la thématique de l'appropriation de l'autre dans le cadre d'une relation de couple, cela au travers de l'utilisation de saynètes qu'en tant qu'intervenantes nous jouions dans un premier temps et nous proposons ensuite aux élèves de se mettre par groupe et de réécrire ces saynètes, d'essayer de concevoir comment ça aurait pu se passer différemment et puis de jouer ou lire ensuite leur proposition.

Nous fûmes surprises par le fait qu'une majorité osa se mettre en scène devant les autres. Ces saynètes permirent d'engager le débat.

Ici, nous avons tenu compte du fait que précédemment au sein de leur collège respectif pour une partie d'entre eux, ils avaient déjà rencontré des conseillères du Planning Familial et abordé la puberté, la contraception, l'estime de soi, etc.

L'utilisation de cet outil amena une certaine vitalité, vivacité au sein des interventions ; le travail en petit groupe en début de séance est toujours intéressant car il permet à chacun, chacune de tester sa parole au sein d'un plus petit groupe avant d'oser s'exprimer en grand groupe. Ce temps en petit groupe, leur permet aussi un peu de lâcher l'émotion, la tension due au fait qu'ils sont au Planning pour parler ensemble des questions de sexualité de manière large.

Bien entendu dans toute séance, nous prenons un temps pour présenter ce qu'est le Planning Familial.

Cet investissement de l'équipe éducative du lycée Mounier, sans faille, rendit plus efficient notre travail.

Nous avons rencontré les élèves du **lycée général des Eaux claires** ainsi que ceux du **lycée professionnel Guynemer** suite à la projection des « Bureaux de Dieu » au cinéma Le Club ; fiction/documentaire traitant de l'accueil individuel au sein d'un Planning.

Les moments de débats, d'échanges suite à la séance de cinéma ne durèrent pas plus de quarante cinq minutes, les jeunes étaient nombreux et enfin les professeurs, ou autre membres de l'équipe éducative étaient présents (ces séances n'avaient pas pu être préparées en amont avec les établissements car le directeur du Club nous a fait ses propositions un peu dans l'urgence).

Le cadre posé par certains professeurs pouvait être plus du côté de l'autoritarisme ce qui pouvait se comprendre au regard du nombre d'élèves mais cela ne favorisait pas forcément le dialogue ou encore, qu'un certain pan de notre travail puisse s'effectuer, c'est-à-dire réfléchir à la règle mais était-ce possible avec un groupe de 60 personnes ?

Suite à ce temps au cinéma, une des professeurs fit le choix de programmer une séance d'intervention au Planning Familial pour une de ces classes du lycée professionnel Guynemer où elle ne fut pas présente pendant l'animation, nous avons pris le temps de la rencontre pour qu'elle puisse être un véritable relai de notre travail au sein de l'établissement scolaire.

Ces séances suite au visionnage du film « Les bureaux de Dieu » permirent de créer un lien avec certains professeurs, certains établissements où nous n'intervenons pas ou plus ; ainsi qu'avec le directeur du Club : partenariat intéressant, c'est pour cela que nous avons fait le choix d'être là lors de ces séances pour animer les débats, même si le contexte ne permettait pas que tous les professionnels se rencontrent en amont pour poser un cadre d'intervention commun.

Notre rencontre des élèves de B.T.S. du **lycée Mounier** eu lieu lors de la journée sur les discriminations mise en place par le C.V.L.

Nous intervenons sur les discriminations sexistes.

Il n'avait pas été possible de s'explicitier précisément avec les membres du C.V.L. du cadre de nos interventions : manque de temps en ce qui les concerne, ils ne se voyaient que sur la pause du repas pour la mise en œuvre de leur projet, certains devaient en outre préparer les examens du baccalauréat.

Le professeur de cette classe de B.T.S. était donc présent ; il nous sembla que ce dernier avait une certaine exigence vis-à-vis d'eux, concevable lorsqu'une grande part de son travail correspond à la transmission de savoirs mais complexifie la prise de parole pour ces jeunes dans un cadre notamment où il est question des relations entre hommes et femmes.

Les élèves n'ont d'ailleurs pas forcément le désir que leur professeur, qui les évalue, les voit au quotidien, connaisse leur positionnement sur ces questions de relation ; la question de l'intimité de chacun étant sous-jacente à ces échanges.

Lors de cette journée banalisée, nous avions un groupe toutes les heures ; beaucoup de personnes circulaient. Les membres du C.V.L. voulaient avoir une trace de cette journée : ils souhaitaient filmer les séances, ce fut l'occasion de débats sur le droit à l'image, on ne

peut décider à la place de la personne si elle souhaite être filmée ou pas : « Notre corps nous appartient ! » Cela faisait écho à tout le matériel que nous avons amené et qu'en entrant dans la salle les élèves prenaient le temps de visualiser : exposition d'un travail sérigraphique fait par un groupe de femmes sur la question de l'image de ces dernières véhiculée notamment dans la publicité, anciennes affiches militantes du Planning Familial de diverses époques, livres, jeux sur les discriminations sexistes ...

Nous nous sommes posés la question de ce que cela permettait comme débat, par exemple à propos de l'avortement, puisqu'il était très clair que nous nous battions en tant qu'association pour défendre ce droit. Est-ce que des élèves oseraient exprimer le fait que pour eux, l'avortement c'est un meurtre comme on l'entend parfois ? Sinon, pas de possibilité pour nous de leur donner à réfléchir et que, peut-être, ils changent leur positionnement.

Il ne s'agit pas de nier notre engagement mais, dans un cadre d'accompagnement à la vie affective et sexuelle, il s'agit de partir de là où en sont les personnes. En effet, un savoir dissonant plaqué sur un fond de représentations et d'attitudes profondément ancrées n'est pas suffisant pour provoquer une prise de conscience génératrice d'un changement de comportement.

Tout au long de cet après-midi, il a été, entre autres, question de la violence faite aux femmes ; cela peut être violent pour les jeunes qui échangent sur cette question : être vigilant à cela dans l'accompagnement qu'on propose.

L'année 2008, au sein du **lycée professionnel Jean Jaurès** fut l'occasion de réexpliquer à la proviseure de cet établissement, l'intérêt du travail en demi groupe sur les questions de sexualité et cela avec un binôme d'intervenants ; nous avons l'habitude d'intervenir de la sorte au sein de cet établissement et cela notamment depuis l'arrivée d'une infirmière au sein de ce lycée grandement investie dans les actions collectives d'accompagnement à la vie relationnelle, affective et sexuelle des jeunes ; ce requestionnement de notre cadre d'intervention se posa à un moment où cette infirmière fut remplacée.

Dans nos interventions auprès des élèves comme c'est le cas dans de nombreuses autres structures ; la question de l'injustice, qui peut concerner les jeunes femmes à propos de la sexualité, fut abordée : « Les garçons, ils peuvent avoir les relations qu'ils veulent, pour eux c'est normal, nous on nous traite de ... ».

Lors d'une intervention, un élève revint régulièrement sur la question du sida ; il semblait nerveux. Quelques jours plus tard, il prit rendez-vous pour être reçu par une conseillère au Centre d'Orthogénie.

Les interventions font-elles naître des peurs irrationnelles ? Ne sont-elles pas déjà présentes ? L'animation jouant alors le rôle de simple catalyseur.

La sexualité touche à la complexité de l'humain : les animations proposent des possibilités de revenir individuellement pour exprimer ses peurs, ses doutes et être accompagné ; nous

présentons le Planning comme lieu d'écoute, en cas de mal-être, grande solitude..., il est possible d'être reçu individuellement au Planning par une conseillère, d'être accompagné.

Au **lycée professionnel Clos d'or**, nous intervenons sous forme de divers stands (jeux, livres, diffusion de film, exposition, plaquettes, etc.) entre 11h et 13h30 dans le hall devant la cantine scolaire et à l'internat, au foyer, en soirée.

Lorsqu'un jeu s'amorce avec un groupe de jeunes, par exemple « Câlin Malin » qui est une sorte de jeu de l'oie avec diverses questions sur l'anatomie, la grossesse, les I.S.T., etc. ; bien souvent, les jeunes finissent par aborder des questions qui les concernent ; complexité à apporter une réponse ici et maintenant si réponse il y a, car souvent sous-jacente à leur question, l'intimité de la personne transparaît, or nous sommes dans un lieu de passage.

Nous avons donc à notre disposition une salle où il est possible de recevoir individuellement mais n'empêche, la question a été posée à tel moment, tel endroit, il n'est pas sûr que la personne souhaite prendre un temps individuel dans une autre salle.

La diversité d'outils amenés pendant ces temps, car tous, toutes nous pouvons être intéressés, touchés par des choses totalement différentes, soit une image, un titre de livre, une couleur, etc. ; nous respectons l'espace et le temps que crée pour la personne elle-même le fait par exemple de feuilleter un livre, nous ne nous approchons pas forcément d'elle, mais nous nous tenons à sa disposition.

Tous les préservatifs masculins amenés à l'occasion ont été emportés par les jeunes.

Nous nous interrogeons sur quel type de liens peut être créé à cette occasion contrairement aux séances plus classiques d'éducation à la sexualité ; ce lien permet-il pour eux de se dire que le Planning Familial peut être un lieu ressource, ont-ils eu le temps de nous appréhender ?

JUSTICE / EDUCATIF

Dans une de nos interventions de 2009 au sein d'un foyer, une conseillère a retrouvé un jeune garçon qui avait assisté aux séances que cette conseillère effectuait avec un médecin du Planning au sein du **Service Action Éducative La Poterne**; il se souvenait d'un de ses propos sur la notion de la confiance dans une relation.

Pourtant dans le cadre de ses interventions, nous ressentions une difficulté à créer le lien car même si ces interventions avaient lieu tous les quinze jours sur plusieurs mois ; la composition du groupe pouvait varier d'une séance à une autre. Il s'agissait de jeunes garçons qui avaient été placés dans ce service suite à une décision de justice et cela pour une durée déterminée ; chaque soir ces jeunes pouvaient rentrer dans leur famille ou en foyer.

Une des difficultés pour la conseillère fut l'importance pour ce service de la présence d'un homme dans ce binôme d'intervenants du Planning.

Qu'un homme intervienne auprès des jeunes sur les questions de sexualité est intéressant, cela peut participer du travail de déconstruction du genre : en effet, en général, les questions liées à la relation, les affects, les émotions, sont encore dans notre société à la charge principalement des femmes.

Pour autant, ce qui avait mis à mal la conseillère, c'était qu'il lui semblait que le médecin du Planning était investi par l'équipe de ce service d'un rôle d'homme stéréotypé « Il faut un homme pour parler à ces garçons ! »

Au sein du **Centre d'Education Renforcée**, l'A.R.P.A.I.J., les jeunes sont dans un programme « de rupture » de cinq mois. Ils ont entre 13 et 18 ans, nous les accueillons en deux groupes, un où leur âge varie de 13 à 15 ans et l'autre de 16 à 18 ans.

L'encadrement rassurant dont ces jeunes bénéficient dans cette structure, ainsi que les nombreux stages qu'ils effectuent permettent une grande cohésion de groupe ; cela favorise lors de nos interventions la parole sur les questions de sexualité et la vie relationnelle, le respect mutuel, et une réflexion approfondie.

Le seul bémol : que ces interventions soient ponctuelles ; nous en avons fait part à l'équipe de professionnels de cette structure.

PUBLIC HANDICAPE

Les interventions auprès des jeunes femmes déficientes mentales peuvent être l'occasion d'échanger autour des agressions sexuelles ; les personnes handicapées plus vulnérables, sont plus exposées aux violences sexuelles d'où l'importance de ces séances d'éducation à la sexualité.

Au cours de ces interventions, il peut arriver qu'une jeune femme fasse part d'un abus qu'elle a subi. Nous accueillons cela au sein du groupe et nous travaillons plus globalement à propos de la problématique des agressions avec l'ensemble des jeunes femmes et reprenons un temps individuel avec la jeune fille ayant subi des attouchements afin de l'accompagner.

Lorsqu'une personne au cours d'une animation nous fait part de violence dont elle est la victime ; il s'agit du seul cas de levée du secret professionnel ; en effet, à partir du moment où une personne vulnérable est en danger...

Dans ce cas précis, nous en faisons part à l'éducatrice accompagnant le groupe, avec l'approbation de la jeune fille victime d'abus pour que cela ne soit pas une violence de plus pour elle.

PUBLIC EN INSERTION

Les « C.I.P.P.A. traditionnels » et les « C.I.P.P.A. F.L.E. » sont des filières axées entre autres sur la question de la remise à niveau, de l'insertion professionnelle ; au travers des séances d'éducation à la sexualité, nous aborderons la question des règles sociales, de la relation de manière générale, éléments non négligeables lorsqu'il est question d'insertion professionnelle.

Concernant les élèves de C.I.P.P.A. traditionnel, il s'agit peut-être plus d'axer le travail autour de l'estime de soi, de la confiance en soi ; ayant été en échec scolaire, ils ont une image d'eux-mêmes plutôt négative, dévalorisée, leur manque de confiance en eux-mêmes et par conséquent vis-à-vis des autres peut les amener parfois à des attitudes défensives d'agressivité. Nous travaillons à la restauration d'une bonne image de soi, d'une confiance en soi qui permet alors plus d'autonomie, qui permet « d'oser », notamment dans le cadre d'un projet professionnel.

Concernant les élèves de C.I.P.P.A. F.L.E. (jeunes gens récemment arrivés en France), il nous semble important de leur procurer le vocabulaire nécessaire à propos de tout ce qui renvoie à la sexualité d'une manière globale, et notamment le vocabulaire anatomique qui permet une meilleure autonomie, par exemple lors d'un rendez-vous médical, une meilleure compréhension concernant tous les messages préventifs ; il s'agit aussi d'apporter des connaissances scientifiques objectives auxquelles ils n'ont pas eu forcément accès dans leur pays d'origine, auprès de leur famille ; cela peut être bien entendu le cas en ce qui concerne les élèves de C.I.P.P.A. traditionnel ayant pu avoir un parcours scolaire chaotique ou alors parce qu'encore actuellement, aborder la question de la sexualité même lorsque cela n'est que sous l'angle d'apports de connaissances scientifiques, ne va pas de soi dans le système scolaire actuel.

En partant d'une simple consigne, qui était de dessiner une silhouette, cela permettait à la fois d'aborder l'anatomie, d'apporter des connaissances sur le fonctionnement des organes génitaux, mais aussi de revenir sur les idées fausses (« je crois en dieu, donc je guéris », « la pilule rend stérile »), de partir de leurs propres représentations en ce qui concerne la sexualité, de questionner ces dernières.

Partir de ces silhouettes dessinées permet d'aborder la puberté, la période de l'adolescence qui est un chamboulement complet de la personne, où son rapport au monde est modifié, où la question des complexes, du manque de confiance peut émerger de manière prégnante, où est questionné ce qu'est, être une femme, un homme, où se pose la question de l'orientation sexuelle, etc.

A partir d'une simple consigne, le nombre de thèmes abordés peut être très vaste : le plaisir, le désir, l'avortement, les moyens de contraception, les maladies sexuellement transmissibles, le racisme, la place des hommes et des femmes, le sexisme, l'homophobie, la pornographie, les violences sexuelles, les lois, les droits, les croyances, les religions, etc. Nous avons fait le choix cette année de mélanger dans un même groupe des élèves de C.I.P.P.A. traditionnel et de C.I.P.P.A. F.L.E. ; les élèves de C.I.P.P.A. F.L.E. pouvant

dynamiser le groupe de par leur envie de savoir, leur curiosité, les élèves de C.I.P.P.A. traditionnel pouvant se sentir valorisés en apportant par exemple aux élèves de C.I.P.P.A. F.L.E. des éléments de vocabulaire...

Malheureusement cette année, les groupes (quatre groupes) n'ont pas été stables, certains ou certaines ne venant qu'à une ou deux séances sur les cinq programmées dans l'année (peut-être, ces séances étaient aussi trop espacées dans le temps) ; cela n'a pas permis une bonne cohésion de groupe, cela a pu limiter la circulation de la parole entre tous les membres d'un même groupe, puisque ce dernier n'étant pas stable, la confiance était plus difficile à construire, or elle semble incontournable lorsqu'il s'agit d'aborder le thème de la sexualité.

Sur quatre séances avec un même groupe, il était question de progression d'une séance sur l'autre; nous partions de la séance précédente pour construire la suivante ; l'instabilité des groupes rendit compliquée cette progression.

Nous avons pu remarquer que le plus souvent comme tous et toutes n'étaient pas présents, ceux et celles qui venaient, renvoyaient à des groupes affinitaires, soit ils étaient tous en C.I.P.P.A. F.L.E., et il n'y avait quasi aucun élèves de C.I.P.P.A. traditionnel, ou alors inversement. Probablement que l'on retrouvait lors de ces séances, les « groupes classes » ; allant quotidiennement en cours ensemble, ils se connaissaient bien entendu beaucoup mieux.

L'année prochaine probablement, nous maintiendrons ces groupes classes lors de nos interventions.

Plusieurs jeunes filles, jeunes femmes sont venues quasi à toutes les séances, même à celles qui ne correspondaient pas à leur groupe.

Enfin, certains, certaines reviennent aussi individuellement au Planning Familial ; cela suite notamment à la dernière séance s'y déroulant.

Probablement que dans notre descriptif des élèves de C.I.P.P.A. F.L.E. et traditionnel, nous avons été caricaturales ; chacun, chacune des élèves a une histoire singulière, une identité propre, on ne peut les réduire à ce simple descriptif.

ADULTES SPECIFIQUES

Au **Centre d'Accueil Municipal**, nos interventions sont à destination des femmes ; elles se déroulent le soir, sur la base du volontariat.

Avant de traiter des thématiques plus spécifiques en lien avec la sexualité, il y a nécessité pour ces femmes de faire part de leur détresse économique, puis elles abordent leurs difficultés relationnelles, la question de la confiance en soi et vis-à-vis des autres.

A **l'Amicale du Nid**, un partenariat sur la durée s'est installé. La demande des usagers-ères peut être sur les questions du S.I.D.A. à l'occasion du premier décembre, sur la relation de couple et en 2008 notamment, un groupe s'est rendu au Planning Familial pour traiter de

toutes les questions d'anatomie, de fonctionnement des organes génitaux, de la contraception, des rendez-vous médicaux avec les médecins gynécologues.

Il s'agit d'adultes qui ont entre trente et soixante ans, en situation de prostitution ; majoritairement des femmes, des hommes peuvent être présents.

Ils tentent pour certain-es de s'orienter vers une autre activité ; leur grosse difficulté, est la stigmatisation dont ils font l'objet qui peut les amener à une grande solitude, d'où l'importance de créer du lien.

PUBLIC MIGRANT

Au **Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile**, deux professionnelles ont sollicité le Planning Familial pour des interventions collectives auprès de leur public.

Le C.A.D.A. accueille des personnes, femmes et hommes, seuls, en couple ou en famille durant la procédure de demande d'asile. Les personnes sont logées au sein du C.A.D.A. ou dans des appartements dans Grenoble. Les professionnels assurent le suivi individuel des familles (accompagnement dans les démarches administratives...) et animent des temps collectifs (cours de français, animations, informations...).

Les professionnelles du C.A.D.A. sont régulièrement sollicitées par les personnes sur les questions de santé, et sont confrontées à la difficulté d'évoquer la question de l'intimité (suivi gynécologique des femmes par exemple). Leur demande auprès du Planning était donc d'animer des temps d'échange auprès d'un groupe de femmes, sur les questions de prévention, de sexualité, de contraception et de santé en général.

Trois interventions ont été proposées aux femmes, puisque la mixité paraissait difficile à « accepter » pour parler ces questions liées à « l'intime ».

L'objectif de ce travail était d'aborder la question de la prévention et de la santé au sens large (suivi gynécologique), favoriser l'accès à l'information et à une meilleure connaissance des moyens de protection et aux dispositifs de soin en France, afin de faciliter une démarche individuelle de soin et de prévention.

Deux interventions ont eu lieu au C.A.D.A., et une au Planning, ce qui a permis de faire visiter la structure, les cabinets médicaux et les espaces d'entretien avec les conseillères conjugales.

Les échanges ont été riches, les femmes ont pu évoquer les lois et les droits des femmes dans leurs pays d'origine et en France, comment la sexualité était parlée ou non, les moyens de contraception existants dans les différents pays...La parole a été plutôt facile entre elles.

La difficulté par rapport à la langue a été facilement dépassée (certaines femmes traduisent pour d'autres...), et certains outils concrets ont facilité les échanges et la compréhension (moyens de contraception à toucher, dessins...).

Les séances avaient été pensées avec un même groupe, mais il a été difficile de mobiliser les femmes sur les quatre séances, du fait des nombreuses démarches administratives,... Certaines femmes ne sont venues qu'à une séance. Cela demande de l'adaptation, puisque

le groupe n'est jamais le même. Une seule femme est venue sur l'ensemble des trois séances.

L'équipe a sollicité également un travail auprès d'un groupe d'hommes, mais les professionnels du C.A.D.A. ont eu des difficultés à mobiliser les hommes. Cela reste un projet pour l'année à venir.

Le C.A.D.A. souhaite renouveler ce partenariat auprès d'autres groupes puisque les personnes accueillies ne restent que quelques mois au CADA. Les retours des femmes ont été a priori positifs, et une est venue par la suite en consultation au Planning.

Globalement, nous avons principalement fait part d'interventions où nous utilisons des outils plus ou moins sophistiqués : en effet, cela nous questionne.

Notre principal outil est tout simplement la parole et une grande partie des accueils de groupe consiste à présenter le Planning Familial ainsi que le cadre d'intervention, puis il s'agit de partir de ce qui se dit là ici et maintenant ; en effet souvent des paroles fusent dès le début des séances.

Beaucoup de réflexions concernent le contexte, le cadre des interventions : de ces derniers peut dépendre le bon déroulement d'une intervention.

Nous pouvons noter que parmi les 2865 personnes différentes reçues au Planning Familial en 2008 individuellement, 305 sont venues suite à une animation ; c'est la deuxième raison invoquée après celle du « bouche à oreille » (relation copine : 1137).

CENTRE SOCIAL « LES ALPINS »

Nous avons été sollicités depuis Juin 2004, par le secteur « enfance-famille » de la CAF, pour participer à une permanence autour de la Naissance et de la périnatalité.

Une conseillère du Centre d'Orthogénie participe ainsi, depuis quatre ans, un lundi par mois, à cette permanence de 2 heures, en partenariat avec d'autres professionnelles du Centre : infirmières PMI, Puéricultrice de secteur, Psychologue.

Cette permanence est présentée aux parents comme un temps d'apprentissage de la technique du massage-bébés, ce qui correspond bien, au vu de la fréquentation hebdomadaire, aux attentes des femmes et des parents.

Mais ce temps collectif permet également, dans une ambiance conviviale, un échange d'expériences et de savoirs très apprécié par les femmes présentes.

Cette permanence donne aussi l'opportunité d'amener et de discuter autour de différents thèmes tels que l'allaitement, les soins quotidiens au bébé, le sommeil de l'enfant (et des parents !), le sevrage et la reprise d'une activité professionnelle, la question de la contraception, de la sexualité et du couple. Le « devenir parents » est souvent abordé, avec la place souvent difficile de l'homme et du père, les stéréotypes traditionnels autour du masculin et du féminin, les représentations de la maternité et de la paternité dans notre société.

Cette permanence et ce partenariat avec le centre « les Alpains » vont se poursuivre en 2009.

Un accueil individualisé sur rendez-vous est également possible pour les mères qui le souhaitent, et aussi pour les pères qui sont de plus présents, et participants.

Le Planning Familial assure une permanence à la *Cité de la CAF* de 2 heures par semaine. Les thèmes abordés spontanément par les usagers au gré des échanges et des questionnements, ont été surtout centrés autour de l'allaitement maternel, l'éducation, l'autorité... la position vécue par chacun de son état de parent.

PERMANENCE SUR LE CAMPUS UNIVERSITAIRE

Un accord cadre a été signé entre la Fédération Nationale de la Mutualité Française et le Mouvement Français pour le Planning Familial pour 2006- 2007-2008.

Ces deux mouvements qui partagent des valeurs identiques en terme de qualité des pratiques, d'accès aux soins, de réduction des inégalités et de responsabilité, qui disposent, chacun, d'une organisation à la fois nationale et locale et qui œuvrent déjà en partenariat notamment dans le cadre des actions de prévention menées par les réseaux respectifs, décident donc de conclure un accord-cadre afin de développer leurs collaborations et de pérenniser leurs relations.

Dans ce contexte, au niveau national, La Mutuelle Des Etudiants, la Mutuelle Générale de l'Education Nationale et le Mouvement Français pour le Planning Familial ont signé une convention de partenariat pour 3 ans.

La LMDE, la MGEN et le MFPPF ont souhaité s'engager ensemble dans le combat féministe.

Les trois parties ont l'ambition de faire partager l'engagement féministe auprès de la jeune génération. Elles ont la conviction que cette action s'inscrit auprès des femmes mais aussi des hommes. Conscientes des régressions faites aux droits des femmes dans de nombreux pays, y compris des nations démocratiques, l'action des parties s'inscrit également auprès des étudiants étrangers.

A Grenoble, les trois parties ont décidé de mettre en place une permanence du Planning Familial sur le campus universitaire depuis mai 2007.

Cette permanence sans rendez-vous se situe, depuis la rentrée de septembre 2008, au 1er étage dans les locaux d'EVE les mercredis de 12h à 14h. Ce changement de lieu, nous l'avons souhaité afin de rendre plus visible notre action et Olivier Royer, directeur de EVE a largement approuvé et soutenu notre demande.

Le Planning propose dans cette permanence, information et éducation sexuelle auprès des étudiants, et développe une démarche de réductions des risques sexuels. Un numéro de téléphone mis à notre disposition par EVE et diffusé par Radio Campus permet également aux étudiants de joindre la conseillère pendant le temps de la permanence.

La communication sur cette permanence a été faite via notre site Internet. Un stand à "Fête la rentrée"² a été pour le Planning Familial l'occasion de mieux se faire connaître. L'information sur la permanence est aussi diffusée dans la newsletter de L'Espace Vie Etudiante (envoyée à 5000 adhérent-e-s). Elle est également relayée sur le site de EVE, sur radio Campus. La LMDE a elle aussi communiqué sur l'existence de cette permanence (2000 flyers distribués, bulletin de liaison des étudiants spécial campagne contraception, affiches Planning dans les permanences).

Dans les locaux de la LMDE, une seule personne s'est présentée. A EVE, 12 personnes ont été reçues à cette permanence dont quelques garçons étrangers d'origines Africaines qui ont repéré le lieu, par la signalétique, lorsqu'ils se trouvaient dans la file d'attente de l'accueil préfecture pour la régularisation des papiers.

Les situations rencontrées : Infos IVG, infos HIV, infos IST, problèmes d'intégration pour les étrangers.

Le lieu de la permanence paraît plus approprié que le précédent mais la fréquentation pourrait être plus importante du fait de la communication réalisée. On peut se poser la question du jour de cette permanence, le mercredi midi-deux est peut-être inadapté pour les étudiants.

Il est à noter que depuis juin 2008, la chargée de développement et de promotion sur l'académie de Grenoble de la LMDE, très engagée avec le planning, est partie et n'a pas encore été remplacée.

POINT ACCUEIL JEUNES

Cette structure dépend de l'association AREPI. (Association Régionale Pour l'Insertion).

Le point accueil jeunes a été créé en 1992 et a pour mission : l'accueil, l'écoute le diagnostic et l'orientation.

C'est un dispositif ayant une fonction préventive d'accueil, d'écoute, de soutien, de sensibilisation d'orientation et de médiation.

Les jeunes accueillis ont de 18 à 25 ans et sont dans des situations de rupture et d'errance...rupture avec leur milieu familial, de vie et la plupart du temps avec des carences affectives importantes, ayant des conditions de vie précaires « dormir dehors, sans revenu ou très peu » viennent au PAJ par le « bouche à oreille » orientés aussi par le centre d'accueil municipal ou autres. La majorité des jeunes sont de Grenoble et des environs mais aussi de toute la France (fuyant la région où ils se sentent mal, la région où la famille, ou mis à la porte de.....)

L'intervention de la conseillère du Planning Familial fonctionne depuis 1998 sur le constat qui avait été fait alors que ces jeunes n'accédaient pas aux services de prévention existants dans le domaine de la vie relationnelle , affective , sexuelle donc en inversant le cours des

² organisée chaque année, c'est sous un chapiteau que se réunissent toutes les associations désirant se faire connaître auprès des étudiants.

choses ces services pouvaient aller à la rencontre de ces jeunes ...l'essai du départ de 2 heures tous les 15 jours se développa très rapidement sur ce qui est aujourd'hui : 2 temps forts divisés en un accueil collectif le mercredi matin et individuel le vendredi après midi.

Intervention du mercredi matin :

Outil de médiation : le petit déjeuner offert par le PAJ

Objectifs :

- rompre l'isolement et permettre de recréer des liens dans un climat chaleureux, convivial
- offrir une régularité dans le temps (des repères) permettant aux jeunes de se situer dans le déroulement de la semaine
- Favoriser une expression citoyenne et responsable au contact des autres

Cette action n'est en principe accessible qu'à des jeunes inscrits dans une démarche d'accompagnement au PAJ. Cependant la souplesse du lieu même permet l'accueil ponctuel d'une personne non inscrite dans cette démarche

Intervention du vendredi après midi :

C'est un temps individuel où le jeune peut être reçu seul. Les entretiens peuvent alors se faire en binôme éducateur et conseillère ou séparément.

C'est un temps de permanence où la présence de la conseillère permet une première approche des questions liées à la vie affective, relationnelle, amoureuse et sexuelle .La conseillère du Planning Familial est alors identifiée par les jeunes comme une personne de ressource complémentaire qu'on peut rencontrer ailleurs qu'au PAJ. Ces interventions sont une complémentarité dans la prise en charge des jeunes sur les interrogations qu'il peuvent avoir dans leurs relations affectives , familiales , sur la façon d'être avec soi et avec l'autre. Ces 2 temps aident à restaurer l'image et l'estime de soi en les accompagnant dans leur choix de vie.

Se pose la question dans le temps pour la conseillère qui est en place depuis de nombreuses années de dériver vers une composante affective personnelle permettant certainement un plus dans l'accueil des jeunes mais oubliant derrière la personne – l'institution du Planning Familial.

LA PREVENTION PAR LE SLAM

Le Planning Familial de l'Isère a décidé cette année (année scolaire automne 2008-automne 2009) de mettre en place un projet de prévention destiné aux jeunes. Les jeunes de 15 à 21 ans sont le public principal du Planning Familial, et en ce sens, il nous semble important de mener des actions avec eux. Pour que les jeunes ne soient pas uniquement consommateurs des services du Planning, il s'agit de les investir dans l'association et de les inciter à devenir eux-mêmes acteurs de prévention. Poser la question de la prévention chez les jeunes est par ailleurs pertinent dans le sens où la prise de risque est une dimension importante de

l'adolescence: tout adolescent est dans le désir de faire ses propres expériences, de se confronter à ses limites, de se mettre à l'épreuve, etc. C'est aussi pourquoi un des objectifs du projet est de permettre à des jeunes de devenir des acteurs de prévention en direction d'autres jeunes. La socialisation par les pairs devenant majoritaire à l'adolescence, l'éducation par les pairs facilite grandement la communication des jeunes sur des questions difficiles à aborder - comme la sexualité. Comme outil de communication entre les jeunes, nous avons choisi le slam, poésie urbaine et populaire, notamment parce qu'il rassemble un public jeune et socialement hétérogène mais aussi parce qu'il est perçu comme une façon de retrouver le pouvoir de la parole et de l'écoute, pour des gens qui en sont habituellement privés, du fait de leur statut social, de leurs marginalités culturelles, de leurs origines ethniques, etc. Le slam nous apparaît ainsi comme un bon support de communication que les jeunes peuvent et ont envie de s'approprier.

Ce projet a été élaboré en 2008, et sa mise en œuvre se fera courant 2009. Nous en parlerons donc sur le prochain rapport d'activités.

SECTEUR FORMATION

SECTEUR FORMATION

Le MFPP se trouve aujourd'hui à la croisée de grands questionnements qui traversent la société, tant du côté des professionnels que du public. En effet, le rapport Homme/Femme conflictuel à travers notre société multiculturelle, la question des violences faites aux femmes qui en découlent parfois, la difficulté des jeunes à investir leur rôle masculin ou féminin, la question de l'IVG toujours remise en cause par les mouvements conservateurs, la non prise en compte des questions de sexualité chez les personnes dites « vulnérables » met le MFPP au cœur de la réflexion par ses objectifs et sa pratique. La société aujourd'hui lui reconnaît un rôle d'expert dans ces domaines.

C'est donc sur l'ensemble de ces sujets que nous avons développé nos actions de formation afin de répondre aux demandes du public et des professionnels et ainsi mettre en œuvre notre projet pédagogique basé sur l'éducation populaire et une nouvelle répartition des rôles dans les rapports sociaux de sexe..

I - LA FORMATION AU CONSEIL CONJUGAL ET FAMILIAL

Le MFPP est reconnu organisme de formation depuis 1976 et agréé pour son projet pédagogique de formation de conseillère conjugale avec un renouvellement de cet agrément tous les trois ans.

L'association départementale de l'Isère (AD) a depuis toujours investit le secteur formation et en particulier la formation au Conseil Conjugal et Familial.

Cette activité prend toute sa place dans notre AD, car elle est indispensable pour renouveler nos équipes et recruter de nouvelles militantes : la philosophie du MFPP reconnue dans sa défense de la laïcité, ses luttes contre la discrimination et le respect de l'individu, nous conforte dans la nécessité de former des conseillères, compétentes et porteuses de ces idées.

Une nouvelle promotion a démarré en janvier 2008 et se terminera en octobre 2009, par la soutenance des mémoires. Cette promotion est composée de 12 stagiaires encadrées, par 5 formatrices (2 formatrices ayant pris leur retraite à la fin de la formation précédente). Les équipes des différents groupes locaux du département sont largement investies dans la formation pratique des stagiaires sur le terrain..

Les demandes croissantes du public pour cette formation nous interrogent sur la place de notre association en tant qu'organisme de formation. Ceci pose également la question de mieux se battre pour la reconnaissance du statut de conseillère conjugale.

Il est aussi peut-être temps d'aller vers une meilleure visibilité de cette profession du côté de la population en recherche de soutien, du côté des travailleurs sociaux mais également des professionnels du secteur judiciaire.

Ces nouveaux éléments nous ont permis de travailler avec davantage de sérénité autour du choix des candidatures et de conjuguer avec plus d'acuité nos attentes particulières vis-à-vis des futures stagiaires : former des professionnelles et des militantes.

Nous devons rencontrer toutefois de nombreuses personnes pour arriver à former un groupe, répondant à nos critères sans compter l'équilibre financier et la dynamique groupale qui nécessite de 10 à 12 stagiaires.

Une des difficultés auxquelles sont confrontées les stagiaires, est le problème du coût de cette formation ; certaines personnes sélectionnées, ne pourront faire aboutir leur projet, faute de financement, et ce parfois quelques jours avant le démarrage de la session.

Constitution du groupe :

En ce qui concerne la promotion 2008/2009, nous avons pu constituer un groupe de 12 stagiaires provenant d'horizons professionnels diversifiés : éducatrices spécialisées, auxiliaires puéricultrices, assistantes sociales formatrice en insertion, accompagnatrice sociale, responsable de crèche, psychologue (maîtrise) mais aussi plusieurs jeunes en reconversion professionnelle venant en particulier du monde de l'entreprise. S'agissant de ces dernières, postulantes, nous les avons intégrées au préalable dans les stages « Masculin Féminin Sexualité » organisé au trimestre précédent le début de la formation. Ce stage leur a permis d'appréhender le fond et la forme de notre demande pédagogique et pour nous d'évaluer le bien fondé de leur projet.

Pour ce groupe, les financements se répartissent de la manière suivante ; 6 prises en charge par l'employeur, 2 Conseil Général, 1 CAF, 1 CNASEA et 2 financements personnels.

Si pour cette session le problème du financement ne s'est pas posé de façon aiguë, cela n'a pas toujours été le cas. Cet écueil fragilise, et le projet des stagiaires, et la pérennité de cette formation. Ceci s'explique par le fait que ce n'est pas un diplôme d'état (Ministère du Travail), mais un agrément (Ministère de la Santé).

Nous pouvons évaluer ce travail préalable de constitution du groupe à un minimum de 100 h (tri des dossiers, entretiens concertation et sélection) à ceci se rajoute le travail administratif de 100h (envoi des plaquettes, montage des dossiers, liens avec les financeurs).

Contenu de la formation :

Modules – Comité de pilotage – Evolution des formatrices :

Nous avons animé cette formation à 5 formatrices, issues de 4 groupes locaux du département (Grenoble, St Egrève, Villefontaine, Bourgoin).

Au-delà des contenus, c'est la dynamique groupale, l'implication des stagiaires qui structure notre pédagogie. Cette approche particulière, dans laquelle nous sommes partis

prenante, s'appuie sur les apports de connaissances, les capacités de l'analyse et la nécessaire mise à distance.

Chacune d'entre nous anime deux modules de suite avec à chaque fois une formatrice différente, ce qui permet d'assurer la dynamique de groupe d'un module à un autre, mais nécessite un travail préalable de préparation en binôme. Les rencontres régulières du comité de pilotage (5 par an), sont le garant de la cohésion du groupe de formatrices et de la cohérence de la formation.

Il participe aussi à notre réflexion sur les améliorations et ou changements à apporter sur le fond comme sur la forme.

Certains modules comme celui intitulé « Sexualité » dont le contenu est très important et très complexe, serait à reconstruire dans une perspective plus transversale sur tous les autres modules. L'appel à des intervenants extérieurs, plus pointus sur certains thèmes, est sans doute à privilégier, outre leurs apports, c'est aussi un biais pour maintenir et faire vivre des liens de partenariat et d'échanges avec des professionnels intéressés par les questions qui traversent le Conseil conjugal et le Planning Familial.

Les comités de pilotage de cette année 2008 ont eu une tonalité particulière et un investissement certain. En effet, deux des formatrices partent à la retraite en 2009 et il était important qu'elles puissent nous transmettre leurs expériences de longue date et que nous puissions prendre la suite avec le fruit de nos réflexions communes.

Stages pratiques- bilan intermédiaire – liens avec les équipes

Dès le début de la formation les stagiaires sont immergées dans la pratique en effectuant 6 semaines de stages sur les différents lieux du département. Chacune d'entre elle est suivie par une Conseillère conjugale qui lui sert de tutrice et qui l'accompagne tout au long de la formation, y compris dans l'élaboration de son mémoire. Cette confrontation à la réalité du travail de la Conseillère, permet un travail de repérage des atouts et /ou des difficultés de chacune en fonction des situations rencontrées. D'observatrice, la stagiaire va au fil des semaines de stage, devenir co-animatrice, puis animatrice en présence d'une conseillère et ceci dans toutes les activités de conseil conjugal (accueil, informations, entretiens, animations, montages de projets, réunions avec le partenariat).

Un bilan intermédiaire a été organisé en septembre, en présence d'une formatrice et de la tutrice afin d'évaluer pour chaque stagiaire, le chemin parcouru et les progrès à accomplir. Ce travail de mise au point personnalisée a été très bénéfique pour les stagiaires comme pour les encadrants.

Parallèlement une réflexion sur l'amélioration de l'accompagnement des stagiaires dans les équipes s'est mis en place et se poursuit dans le but d'optimiser les liens entre les différents encadrants, les équipes et les stagiaires. Les objectifs de cette réflexion sont la transmission d'un savoir-faire et savoir-être se devant d'être sous-tendu par des modalités pédagogiques et organisationnelles élaborées en commun.

Administration-gestion-documentation

Chacun des trois postes cités est sollicité tout au long de la formation et chacun est un rouage essentiel au bon déroulement du processus de formation. Les 2 premiers postes sont chargés du suivi des dossiers et de la résolution de tracés administratifs ou financiers des stagiaires. La documentation a, elle, une place spécifique et primordiale car elle « alimente » les formatrices comme les stagiaires. La documentaliste nous assiste sur toute la part de recherches pour lequel le temps nous est compté ; elle est également un pilier « ressources » pour les stagiaires notamment pour avancer dans l'élaboration de leurs mémoires.

Moyens mobilisés

- sélection : 20 personnes x 2 formatrices x 2 H = 80H
- préparation : 11 modules x 3 jours x 2 formatrices = 528 H
- animation : 11 modules x 3 jours x 2 formatrices = 528 H
- comités de pilotage : 5 formatrices x 4 comités x 8 H = 160 H
- stages pratiques (4 semaines sur 2008) : 210 H de tutorat de conseillères x 12 stagiaires = 1680 H
- documentation : 100 H
- administration et gestion : 200 H

TOTAL : 3276 H

Perspectives

Cette promotion se terminera en octobre 2009. Nous avons encore à animer 4 modules, impulser la dynamique nécessaire à l'élaboration des mémoires et à accompagner les dernières semaines de stages pratiques.

Ce groupe spécialement motivé et enthousiaste, laisse présager d'un « millésime goûteux » aussi bien du côté professionnel que militant. L'équipe de formation aura à s'atteler à la préparation d'une prochaine session avec une équipe de formatrices partiellement renouvelée.

II - FORMATION AUPRES DE L 'EQUIPE EDUCATIVE DU LYCEE MOUNIER : 1-2-3- décembre 2008

Rappel du contexte

Nous travaillons depuis de nombreuses années avec le lycée Mounier. L'équipe éducative nous a sollicité l'année dernière afin d'organiser une action de sensibilisation sur les rapports garçons-filles, hommes-femmes, aussi bien du côté des élèves que des adultes encadrants.

En effet, les comportements des élèves entre eux ainsi que vis à vis des adultes les interrogent : beaucoup de propos sexistes, de violences verbales, de refus d'accepter les différences de quelque ordre qu'elles soient.

Ils souhaitent pouvoir échanger ensemble dans le but de réfléchir à la place de chacun face aux enjeux de l'adolescence et la réalité du cadre scolaire et se sentir plus « à l'aise » pour avancer avec les élèves.

Objectifs

Permettre aux différents professionnels travaillant auprès des adolescents scolarisés dans l'établissement de mieux appréhender les enjeux et les difficultés autour :

- De la relation entre pairs et avec les adultes.
- Des différences : sociales, culturelles et entre hommes et femmes.
- De la place et du rôle de chacun.

Moyens

Privilégiant l'échange, nous avons organisé ces journées autour de 3 axes :

- réfléchir sur les représentations de chacun des hommes et des femmes.
- Echanger, en partant de situations professionnelles vécues, pour analyser les enjeux des questions de sexualité.
- Faciliter un savoir-être et faire, pour que le respect et le « mieux vivre ensemble » prennent du sens dans leur pratique quotidienne.

Ces différents thèmes sont abordés à la fois sous l'angle individuel et collectif, à partir des expériences et des préoccupations de chacun.

Public touché

Cette formation a rassemblé 12 stagiaires, nombre facilitateur d'une bonne dynamique groupale.

Ce groupe mixte (4 hommes et 8 femmes) a permis des échanges très riches compte tenu des thématiques abordées. De plus la diversité des postes et des missions de chaque professionnel présent a contribué à des confrontations de différentes pratiques et de savoir-être selon la place de chacun : Conseillers Principaux d'Education, enseignants de différentes matières (SVT, philosophie, économie, technologie etc.) infirmière, documentaliste.

Déroulement de l'action et synthèse du programme

3 jours : les 1-2-3 décembre 2008

1er jour : travail sur les représentations du masculin et du féminin

- les normes et les rapports sociaux de sexes.

2^{ème} jour : l'adolescence et ses enjeux

- la sexualité et le rapport à l'autre à l'adolescence.

3^{ème} jour : analyse de la pratique

- cerner les possibles et les limites de chaque professionnel
- quel projet construire en commun

Bilan et analyse

- le groupe

La diversité de fonctions des membres du groupe a donné lieu à des échanges fructueux. L'engagement des personnes a été très fort et chacun a pu avoir sa place, faire entendre ses difficultés, et réfléchir à des savoir-faire communs.

Ce temps de partage a été apprécié et investi, mettant en lumière le besoin évident de rencontres entre ces différents professionnels encadrants.

- le contenu

Les différents temps du programme et la progression nécessaire pour aborder les questionnements plus larges, se sont révélés pertinents. Réfléchir sur les représentations de chacun concernant les hommes et des femmes pour repérer ce qui se joue pour eux dans les confrontations avec les élèves. C'est une étape indispensable avant d'aborder l'analyse de situations concrètes.

L'implication de chacun, le matériau recueilli et exploité ont permis d'élaborer des ébauches de stratégies d'attitudes, de cerner l'intérêt d'une construction commune d'intervention, de tenir compte des possibles et des limites de chacun.

Perspectives

Ce début de travail demande à être poursuivi et les stagiaires sont très demandeurs. Une de leurs préoccupations est d'élargir le groupe et amener d'autres encadrants à y participer car il est difficile pour eux de transmettre ces apports : prendre le temps de réfléchir ensemble, sortir du lieu où ils exercent au quotidien, se nourrir par une approche pédagogique différente.

Ce groupe très impliqué, ayant négocié et obtenu un budget au niveau de la région pour financer cette formation, reste en contact avec nous et envisage une suite.

III - FORMATION « LA RELATION HOMME / FEMME DANS SES ENJEUX ET DIFFICULTES » 13, 14, 20, 21 mars 2008 - VOIRON

Rappel du contexte

Le pays Voironnais en partenariat avec le Centre de Planification et d'Education Familiale de Voiron a organisé la formation « la relation homme femme dans ses enjeux et difficultés » dans le cadre du réseau intercommunal « conduites à risques » qui sensibilise les professionnels sociaux de l'ensemble du bassin Voironnais.

Nous avons travaillé conjointement à l'élaboration de cette action de formation afin que ces professionnels acquièrent de nouveaux savoirs dans l'accompagnement des situations de personnes en difficulté dans leur vie affective et relationnelle.

Les objectifs étaient :

de permettre à ces professionnels de prendre la mesure des enjeux et des difficultés dans les relations homme/femme, avec une analyse de rapports sociaux de sexe.

De susciter une dynamique des professionnels pour devenir des relais mettant en pratique dans leur vie personnelle, sociale et professionnelle les objectifs de ces stages concernant la déconstruction de genre et les nouvelles formes de prévention (réduction des risques sexuels).

De devenir des partenaires de réflexion et de défense de ces objectifs.

Moyens

Fidèles à nos principes d'éducation populaire, le groupe est l'outil de travail principal. Chacun et tous sont invités à approfondir leurs connaissances à partir d'eux-mêmes, démarche indispensable pour réfléchir et agir avec plus de liberté et de distance dans le domaine relationnel. Les questions sont abordées à la fois sous l'angle individuel et collectif.

Un apport plus théorique autour de « l'historique du genre » et du « lien entre violence et genre » est apporté par deux universitaires spécialistes de ces questions.

Public touché

Les inscriptions au nombre de 14 stagiaires se sont stabilisées à 12, nombre facilitateur d'échanges et permettant une bonne dynamique de groupe.

Exclusivement féminin, la diversité d'horizons professionnels a permis des confrontations de pratiques et de savoir-faire particulièrement riches.

Déroulement de l'action

4 jours (2 x 2 jours) à une semaine d'intervalle

Synthèse du contenu du programme

1^{er} jour : - les représentations du masculin et du féminin

- personnelles / professionnelles

2^{ème} jour : - le genre : historique et définition

- la sexualité et les rapports homme – femme dans ma pratique professionnelle

3^{ème} jour : - violences et genre

- pratiques professionnelles et genre

4^{ème} jour : - les jeunes et la violence

- les violences conjugales

- le travail en réseau

Bilan et analyse

- le groupe

Groupe hétérogène avec des niveaux de réflexions et d'ouvertures très inégaux selon les professions et les personnes : les échanges et les partages d'expériences n'en ont été que plus bénéfique pour chacune des stagiaires. Pour certaines d'entre elles, en particulier celles travaillant au sein de l'éducation nationale ou en milieu hospitalier, ce temps de rencontre a été précieux compte tenu de l'isolement dans lequel elles se trouvent dans leur institution.

Malgré des positionnements ou des valeurs très différentes selon les personnes, le groupe a su cheminer avec nous grâce à la qualité d'écoute et le respect de la parole des autres. Le niveau d'investissement du groupe a atténué les craintes exprimées par rapport au sujet du stage et a permis de développer la réflexion du côté d'une volonté de dépasser les idées reçues, d'ouvrir un autre regard, de se remettre en question. Le besoin et l'envie de partager les questionnements a impulsé une dynamique singulière : pour beaucoup d'entre elles, notre pédagogie, (basée sur le savoir-être et le savoir-faire plus que sur l'apport de connaissances) était une découverte. Les participantes ont pris le parti d'expérimenter les outils de travail proposés, mettant en jeu l'implication personnelle et le travail collectif sur les limites et les ressources de chacune.

- le contenu

Au regard du programme, nous avons balayé les différents thèmes et suivi la progression nécessaire avant d'aborder les violences sexistes, la violence conjugale et le travail en réseau.

Ces 3 thèmes ont tous été évoqués par les stagiaires comme étant à reprendre et à retravailler plus en profondeur et en particulier :

- le lien sexualité – violence à l'adolescence
- la violence conjugale : avec ce constat du groupe qu'elle est toujours placée dans le cadre familial (avec la présence des enfants) et qu'elle ne peut être imaginée au sein du couple, encore moins d'un couple de jeunes.
- Le «comment faire ensemble» n'a pu qu'être ébauché (et fort apprécié) et demanderait à être soutenu et suivi. Le maintien de liens et contacts est indispensable, en particulier pour celles qui se sentent très isolées dans leur structure.

Un manque est cité par des stagiaires : un travail autour du « masculin » : c'est quoi être un homme aujourd'hui ... et pourquoi ne viennent-ils pas sur ces formations ?

Perspectives

Ce début de travail globalement positif n'a pu se faire qu'avec la collaboration étroite du Centre de Planification et d'Education Familiale de Voiron.

Ce travail de partenariat est indispensable pour pouvoir connaître le terrain du Voironnais et appréhender les besoins des professionnels qui maillent ce territoire. Nous restons disponibles pour réfléchir de la suite à donner à ce type d'intervention qui permet de continuer à réfléchir et agir avec d'autres sur les questions qui traversent la prévention, l'accompagnement et les actions de terrains des travailleurs sociaux auprès des publics en difficultés spécifiques.

Commentaires

Non négligeable, le cadre fort agréable dans lequel s'est déroulé cette action a favorisé rencontres et dynamique groupale.

Un malentendu sur les dates, pourtant clairement énoncées sur le bulletin d'inscription a provoqué un va et vient perturbant de stagiaires (cf. : feuilles de présence), certaines ayant compris avoir le choix (soit le 13/14 mars, soit le 20/21 mars). Nous devons être attentives à l'avenir à préciser l'engagement sur les 4 jours.

Un contre-temps indépendant de notre volonté, nous a obligé à mi-parcours et en dernière minute à retravailler le contenu du troisième jour. Notre intervenante sur « genre et violence » étant bloquée au bout du monde dans un avion en panne. (Ceci contribue à ce besoin des stagiaires de retravailler sur les violences).

IV - FORMATIONS EN EDUCATION A LA SEXUALITE DE NIVEAU II

Historique et cadre de cette action de formation

Dans le cadre du Schéma Régional d'Education Pour la Santé (SREPS) 2003-2007, la commission Education à la sexualité et à la vie affective, a mis en œuvre 3 projets :

- une formation inter institutionnelle niveau I, à destination des professionnels au contact d'adolescents. (359 personnes formées de 2004 à 2006)
- la création d'une outilhèque régionale, consultable sur le site du CRAES-CRIPS au : <http://www.craes-crips.org> rubrique « documentation », puis outilhèque.
- un colloque régional : « Images et représentations de la sexualité dans les médias, quelles attitudes éducatives ? ». Actes téléchargeables sur le site du CRAES-CRIPS, rubrique « publications 2006 ».

- En réponse à la demande des professionnels de terrain, la commission Education à la sexualité a proposé un niveau II permettant aux professionnels d'approfondir leurs connaissances et d'améliorer leur pratique autour de 3 thématiques : « Sexualité et handicap », « Sexualité et inter culturalité », « Sexualité et adolescents en difficultés sociales, familiales et éducatives ».

Comité de pilotage, portage du projet et financement

Le programme de ces formations a été conçu au sein du comité de pilotage réunissant les Rectorats, la DRASS, le CRAES-CRIPS et des ADES de la région Rhône-Alpes, la DRPJJ, les Conseils Généraux, l'Ecole des Parents et des éducateurs du Rhône et la fédération régionale Rhône-Alpes du Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF).

La mise en œuvre a été assurée par 3 associations départementales du MFPF Rhône-Alpes :

- « Sexualité et handicap » mise en œuvre par le MFPF de la Loire
- « Sexualité et inter culturalité » mise en œuvre par le MFPF du Rhône
- « Sexualité et adolescents en difficultés sociales, familiales et éducatives » mise en œuvre par le MFPF de l'Isère.

Le financement a été assuré par l'Etat, via la DRASS (les frais de déplacements et de repas restaient à la charge des employeurs).

Public ciblé pour ces formations

Elles s'adressent à tous les professionnels au contact des adolescents, qui mènent en partenariat ou dans leur institution, des interventions collectives en éducation à la sexualité. Ces formations « d'approfondissement » sont destinées aux personnes ayant suivi la formation initiale (formation inter institutionnelle SREPS niveau I ou équivalent), et ayant une pratique de terrain en éducation à la sexualité.

Nombre de stagiaires limité à 20 personnes par session. Une seule inscription annuelle, par personne et par thème.

Objectifs

Objectif principal :

◆ Améliorer les pratiques des professionnels en matière d'éducation à la sexualité auprès d'un public d'adolescent en difficultés sociales, familiales et éducatives.

Objectifs opérationnels :

- ◆ Approfondir le lien entre violence et sexualité
- ◆ Prendre en compte et développer un regard positif sur la sexualité du jeune comme facteur de reconstruction
- ◆ Connaître le cadre de la loi et s'adapter aux situations vécues.

Participant-e-s

Effectif et répartition par département :

Département	Nombre
Rhône	7
Ain	2
Haute Savoie	3
Savoie	3
TOTAL	15

- Bonne représentation régionale
- Désistement dommageable en dernière minute de 3 personnes

Profil professionnel, champ et secteur d'activité :

Secteur	Champ	Profession	Nombre	%
Institutionnel	CPEF	Médecin	2	13
		Infirmière	2	13
		Conseillère	1	7
		Assistante Sociale	1	7
	PJJ	Educatrice	1	7
	CG	Médecin	1	7
		Infirmière	2	13
	Education Nationale	Infirmière	2	13
Assistante Sociale		1	7	
Associatif		Conseillère	2	13
Total			15	100

Les participant-e-s sont des professionnel-le-s qui exercent dans 3 champs différents : planification familiale, protection de la jeunesse et éducation à la santé et à la sexualité. Les conseillères conjugales et familiales ont été majoritaires.

Satisfaction

	Très satisfaisant	Satisfaisant	Moyennement satisfaisant	Insatisfaisant	Total
Appréciation globale	-	43 %	57 %	-	100 %
Dynamique du groupe	-	71 %	29 %	-	100 %
Débats/Echanges	21 %	36 %	43 %	-	100 %
Conditions matérielles/accueil	86 %	-	14 %	-	100 %

Les participantes ont été très satisfaites de cette formation. La dynamique de groupe a été particulièrement intense.

Les apports des intervenants ont été très enrichissants et ont pu permettre des échanges constructifs. Par contre les stagiaires ont regretté le manque de temps qui n'a pas permis les mises en situations et un travail interactif plus soutenu. (1 ou 2 jours de plus serait à envisager pour les prochaines sessions). Demande forte des stagiaires de pouvoir se retrouver une journée, un mois après cette session.

Auto-évaluation de l'atteinte des objectifs

Objectifs	Atteint	Partiellement atteint	Non atteint
Approfondir le lien entre violence et sexualité	-	70 %	30 %
Prendre en compte et développer un regard positif sur la sexualité du jeune comme facteur de reconstruction	20 %	60 %	20 %
Connaître le cadre de la loi et s'adapter aux circonstances vécues.	-	20 %	80 % intervenant absent

Points forts

- Intervenante en sociologie très appréciée
- Dynamique de groupe enrichissante malgré les difficultés d'échanges
- Compétences et expériences professionnelles de terrain des formatrices.
- Formation qui oblige à se questionner sur sa pratique
- Remise en question des représentations sur l'adolescence et leur sexualité
- Chaleur de l'accueil

Points faibles

- Apports théoriques incomplets
- Travail insuffisant sur les différentes pratiques professionnelles de chaque stagiaire
- Groupe très hétérogène et en attente de solutions
- Difficulté à prendre la parole
- Absence de dernière minute de l'intervenant sur l'aspect juridique

V - PROGRAMME DE FORMATION MFPP «CONTRACEPTION SEXUALITE VULNERABILITE»

Objectifs généraux du programme de formation :

- ◆ Travailler sur les contraintes et les obstacles à la contraception auprès de publics dits vulnérables
- ◆ Travailler l'acceptabilité et l'accessibilité à la contraception en tenant compte des facteurs culturels
- ◆ Favoriser les personnes à faire leur propre choix
- ◆ Intégrer la dimension du "Genre" et de l'éducation populaire
- ◆ Apprendre à mieux connaître Les réseaux et les droits

Formation initiale à Fort de France, du 7 au 11 janvier 2008

Lors de notre rencontre préparatoire nous avons, avec l'aide du « Réseau sexualité Martinique », présenter notre programme à soixante dix professionnels associatifs et du secteur public. Les inscriptions ont donc été très nombreuses et nous n'avons pu accepter que la moitié des demandes (23pers)

En Martinique, les structures en charge de la « contraception/sexualité » sont essentiellement les PMI et centres de planification associatifs qui fonctionnent plutôt sur le mode « prévention –santé » et pas beaucoup sur le relationnel et l'écoute interactive. Au regard du nombre d'IVG, des grossesses d'adolescentes et de la demande des professionnels, il nous est apparu important de travailler sur les contraintes et les obstacles à la contraception, la capacité des personnes à faire leur propre choix et une meilleure connaissance des réseaux et des droits.

Les thèmes abordés pendant cette session initiale :

1. Les Vulnérabilités

La Vulnérabilité dans le relationnel en Martinique, a été traité par Monsieur DOMI qui est sociologue et travaille dans une entreprise qui s'occupe d'urbanisme, il donne en même temps des cours à l'université. Il a créé une « université populaire et citoyenne »

Il a fait un peu l'historique des diverses influences qu'il y avait eu en Martinique, pour en venir à la situation d'aujourd'hui entre les jeunes (garçons/filles) et (hommes/femmes) et surtout sur la place et la difficulté des hommes à se situer dans la société martiniquaise.

Cette réflexion, même si elle était fort intéressante, n'était peut-être pas assez en relation avec le terrain.

Cette première journée a beaucoup marqué les stagiaires par la méthode d'implication utilisée qui les a renvoyées aux liens entre leur propre histoire et l'histoire de la population Martiniquaise.

2. Ecoute et Counselling

Ce travail montre la diversité de pratiques entre le personnel médical et para médical qui est dans l'efficacité avant tout, les psy qui sont dans une écoute très distancée, sans implication de leur part et les travailleurs sociaux qui ont du mal à être dans les qualités de l'écoute (il est beaucoup question de « disponibilité »)

3. Les Violences

Un travail personnel pour « sentir » sa propre violence a permis pour beaucoup, de révéler un fonctionnement dans la vie face à certaines situations de relations H/F et ainsi de replacer la violence dans une analyse de genre.

Nous avons travaillé autour des violences conjugales :

Ce travail a permis de découvrir, pour beaucoup, le cycle de la violence, d'en faire une étude « genrée » et d'avoir de nombreux échanges de pratique entre professionnels du Social et du Médical.

4. La Contraception

Trois étapes ont été traitées :

- ◆ Le rapport personnel de chacune à la contraception
- ◆ Un travail de connaissances théoriques de la contraception
- ◆ La mise en pratique avec un groupe de parole de l'information sur la contraception

Dans l'animation du groupe de parole, nous nous sommes trouvées en face d'animatrices qui faisaient un cours « médical » ou qui interrogeaient chaque personne dans une position assez « inquisitrice » ou qui étaient débordées par des femmes du groupe qui s'agressaient entre elles.

C'était la première fois qu'on évoquait le groupe de parole en pratique, certaines ont été surprises et beaucoup ont découvert ce travail et par là aussi l'éducation populaire.

5. Les Réseaux et la mise en œuvre des groupes de parole

Elles ont beaucoup appréciée ce temps d'échange et on découvert le fonctionnement d'autres structures qu'elles ne connaissaient pas !

En conclusion :

On sent qu'elles ont du mal à faire le lien entre le travail qu'elles ont expérimenté en tant que stagiaires et le passage au rôle d'animatrices. Il y a beaucoup de craintes malgré tout le décodage pédagogique que nous avons fait au fur et à mesure. Nous sentons bien que nos méthodes pédagogiques d'éducation populaire sont difficiles à appréhender.

Regroupement et suivi CSV en Guyane en avril 2008

Objectifs Généraux du regroupement à Kourou et St Laurent du Maroni:

- ◆ Faire une évaluation des connaissances et des pratiques :
 - Permettre de retravailler les contenus, en termes d'approches, d'outils de temps et de méthode.
 - Evaluer et développer la pratique du groupe
- ◆ Travailler sur la diversité et la spécificité des publics et des réseaux
 - Echanger autour des objectifs du programme, de son intérêt par rapport à la Guyane et des possibilités de mise en application

Les stages se sont déroulés en deux fois trois jours et étaient adressés aux personnes ayant suivi la formation CSV de 5 jours en Octobre 06 à Kourou et en Janvier 07 à St Laurent.

Nous avons retrouvé, malgré le petit nombre, la diversité d'âge (25/50ans), de culture (guyanaïses, martiniquaise, noir-marron, métropolitaines), de qualifications.

C'est cette diversité qui a permis des échanges fructueux

Méthode de formation :

Rappelons que notre méthode pédagogique est basée sur la participation active, l'implication et l'échange des savoirs et des pratiques. C'est ainsi que nous pouvons le mieux mettre en pratique l'éducation populaire et faire comprendre aux participants l'intérêt politique qu'il y a à utiliser cette approche dans leur pratique quotidienne ainsi que dans les groupes de parole.

Nous utilisons, comme outils, le travail sur le corps, les jeux de rôles, les mises en situation diverses, des lectures de documents en ateliers, etc....)

Nous pouvons ainsi travailler sur les savoirs et échanges de savoirs, mais, surtout, sur les savoir être et les savoirs faire.

Nous avons proposé de faire le point sur les acquis et les besoins autour des questions des Vulnérabilités, de la contraception, de la sexualité et des violences :

Elles sont toutes confrontées à des publics vulnérables, certaines plus que d'autres. Les infirmières et assistantes scolaires sont plus confrontées à des jeunes en situation de vulnérabilité (difficultés familiales, grossesses d'adolescentes, violences...)

Les infirmières, sages-femmes et médecin de PMI sont confrontées à la précarité, à la clandestinité, à la barrière de la langue et aux grossesses multiples

Les méthodes de contraception sont pour la plupart acquises (un peu plus pour le personnel médical que pour les autres)

Nous avons tout de même cru bon de leur faire une présentation des méthodes devant le groupe, ce qui a permis de travailler la démedicalisation, la signification des mots, les représentations induites par une explication inadaptée et de trouver ensemble le langage adapté au public.

Pour beaucoup, ce fut une révélation, car elles et ils sont souvent enfermés dans des codes professionnels (médicaux, sociaux, éducatifs.....) qu'ils ne remarquent plus. Cet « arrêt sur image » a été très salubre sur les deux sites !

La sexualité et l'anatomie :

Il y eu une grande difficulté à dépasser le niveau scolaire et comprendre le sens réel de l'exercice dans sa possibilité d'amener les femmes à parler de leur sexualité. Mais, aussi, nous nous sommes encore heurter au « savoir faire » dans l'animation du groupe de parole et à la question de l'éducation populaire.

Par contre, pour les violences tout le monde est assez démunie (mariage forcé, maltraitance, viol et violence conjugale, etc.) Besoin de connaître les lois, le cycle de la violence conjugale....

La présentation du programme aux partenaires :

Nous avons pu démontrer l'intérêt de réussir cette phase qui consiste à convaincre les partenaires et faire qu'ils soient « partie prenante », car c'est de cette étape que dépend le nombre de personnes qui viendront au groupe et leur engagement.

En conclusion :

Nous avons aussi compris, que pour les deux groupes, il faut retravailler la technique du groupe de parole, qui est un exercice difficile parce que complètement différent de leur pratique habituelle. La seule connaissance qu'elles ont de l'animation de groupe c'est les animations scolaires ou quelque chose du même style.

Nous allons donc nous efforcer, en 2009, de travailler sur le rôle de l'animatrice qui doit permettre à des personnes d'échanger entre elles sur leur expérience, leurs connaissances et mettre par là en évidence leurs ressources, retrouver l'estime d'elle-même et développer leurs capacités à mieux se prendre en charge.

VI - PROGRAMME DE REDUCTION DES RISQUES SEXUELS EN AFRIQUE

Le programme de réduction de risques sexuels en direction des femmes africaines, soutenu pour 2008 par la MAAIONG et la Fondation de France, s'inscrivant dans une dynamique de partage d'expériences entre le Planning Familial et les associations africaines partenaires a débuté en 2003.

Ce programme s'appuie sur la pratique de terrain dans le domaine de la prévention développé par le Planning Familial. Il a été expérimenté en France, depuis 1998.

L'action vise à contribuer à l'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des femmes et à la connaissance de leurs droits fondamentaux. Elle favorise l'apport d'informations et l'aide à la restauration de l'estime de soi. Elle doit permettre aux femmes de renforcer leur autonomie faces aux risques liés à la sexualité en s'appropriant les différents moyens de lutte contre la contamination par le V.I.H.

Le Planning de l'Isère intervient pour ce programme dans deux pays Africains : le Burkina-Faso et le Cameroun

Les objectifs spécifiques du programme :

- ◆ Participer au renforcement des capacités partenaires dans le domaine de la prévention du VIH et de la santé sexuelle en direction des femmes
- ◆ Favoriser le développement d'actions de prévention en direction des femmes bénéficiaires par les associations partenaires.
- ◆ Promouvoir et diffuser le préservatif féminin au près du public
- ◆ Favoriser la mise en réseau des associations locales, la mutualisation des connaissances et des actions.
- ◆ Contribuer à une meilleure reconnaissance par les acteurs institutionnels des actions des associations locales partenaires et l'accès de ces associations à des financements locaux

Actions réalisées en 2008 dans le cadre de la deuxième tranche du projet

1- Au Burkina-Faso :

Organisation par les nouvelles formatrices locales de formations d'animatrices de prévention : au Burkina Faso : entre novembre 2007 et juin 2008 12 sessions de formation ont été mises en place.

Chaque session de formation s'est déroulée sur un total de 10 jours et chaque groupe était constitué de 10 stagiaires

Sur le site de Ouagadougou : 70 nouvelles animatrices formées
Sur le site de Bobo dioulasso : 53 nouvelles animatrices formées

Les nouvelles animatrices de prévention sont notamment membres de regroupement de dolotières (fabrication du dolo (bière locale), d'associations regroupant des femmes autour d'activités génératrices de revenus, d'association d'enseignants.

♦ Missions de terrain des intervenantes du Planning Familial pour faire le bilan des actions avec les coordinatrices locales, les formatrices locales et les nouvelles animatrices de prévention.

♦ Mise en place par les nouvelles animatrices d'actions de prévention sur le terrain (groupes de paroles) en direction principalement des femmes en difficulté de prévention : Au Burkina Faso les groupes se sont souvent constitués par le bouche à oreille mais le recrutement des bénéficiaires a été fait aussi au sein des associations des animatrices, en s'appuyant sur leurs réseaux amicaux, associatifs, professionnels, la famille ou le voisinage. Elles ont utilisé le porte à porte, auprès des jeunes du quartier, des écoles, des femmes de marché.

♦ Présentation et diffusion des préservatifs féminins

Appréciation d'ensemble :

Les formatrices et animatrices locales se sont appropriées disent-elles ce programme de réduction de risques sexuels et ont saisi l'importance de cette démarche d'approche globale qui permet « de naviguer » entre l'acquisition de connaissances, la valorisation des personnes, la prise de conscience, l'émergence d'une estime de soi : « se sentir capables d'être reconnu par ses pairs »

Ce programme s'étend à travers le pays puisque un nombre important d'animatrices de différentes régions constituent des groupes en dehors de la ville, dans les villages environnants, en brousse et différentes régions et villes du Burkina.

Nous avons le sentiment que le programme plaît et est considéré comme un bon outil qu'elles ont envie de développer « multiplier les formations d'animatrices pour que cela aille plus loin » et qu'il y a « une demande massive de causeries ». Les animatrices disent être « trop sollicitées, trop de demandes ! ».

Un souhait majoritaire de leur part est de pouvoir « intégrer les hommes ». Des groupes mixtes ou seulement d'hommes se sont d'ailleurs déroulés à la demande des intéressés. Les animatrices disent avoir adapté le programme en fonction. Elles expriment aussi le fait que cette formation leur a apporté un épanouissement personnel, une considération de leurs pairs, famille et dans le quartier. Elles se sentent valorisées et acquièrent une nouvelle place sociale au sein de leur communauté.

Au delà du programme, le travail en inter associatif a permis de créer des passerelles et contribuer ainsi à un début de travail de décroisement entre associations travaillant dans des secteurs différents. Cela a permis de renforcer les capacités de chaque association en prévision de futurs projets communs.

2- Au Cameroun

De la même façon qu'au Burkina Faso, en 2008, les **12 formatrices locales** ont assuré **6 sessions de formation** de 15 jours pour une dizaine de nouvelles animatrices pour chaque sessions. Ce qui signifie, qu'elles ont formé **60 personnes** à l'animation de groupe de parole autour de la réduction des risques sexuels.

Notre mission, en octobre 2008 était donc d'aller faire le bilan, avec la coordinatrice, les formatrices et la responsable de l'évaluation, du bon déroulement de la formation d'animatrices par les formatrices locales, des difficultés rencontrées par les formatrices, tant au cours de la formation que du suivi des animatrices sur le terrain pendant le recrutement et l'animation des groupes de parole.

Elles ont eu du mal quelques fois à réutiliser les méthodes pédagogiques que nous avons utilisé avec elles. Elles ont été sur leurs limites concernant des questions médicales posées par les animatrices. Notre méthode de partage des savoirs, dans l'esprit de l'éducation populaire, va à l'encontre des cours magistraux utilisés habituellement dans les formations en Afrique.

Mais dans l'ensemble, lors de la rencontre avec les 60 animatrices, pendant deux jours, nous avons pu remarquer qu'un certain « savoir-faire » était acquis.

Elles nous ont simulés, à travers des jeux de rôle, des animations de groupe de parole, tout à fait satisfaisants. Elles ont pu faire ressortir les difficultés des femmes à appréhender leur corps, à imposer le préservatif.

Les animatrices ont aussi parlé de leurs difficultés à constituer des groupes de femmes sur 5 séances comme le prévoit le protocole du programme.

Besoin d'utiliser des mots simples, exemple : « tu fais combien de fois par nuit ? Demi-tarif (retrait). »

Besoin de faire une étude de terrain, en allant quelques fois dans le quartier pour se faire remarquer et savoir quelles femmes peuvent être intéressées...

Besoin d'une tenue et un badge pour être reconnue. Présenter l'autorisation du sous préfet, certaines présentes leur diplôme de formation.

En conclusion pour les femmes qui ont participé aux groupes de parole :

- ◆ Ce fut un partage d'expériences personnelles pour certaines femmes et l'envie de continuer les groupes.
- ◆ Ce fut aussi un partage de connaissances

Elles ont exprimé le besoin de retravailler certains thèmes, et l'envie de continuer à apprendre.

- ◆ Beaucoup de femmes ont décidé d'aller voir un gynécologue. Pour certaines, le SIDA était, jusque là, une fatalité.
- ◆ Elles ne savaient pas où s'adresser pour parler des violences.
- ◆ L'hygiène de vie, la toilette intime ont été des sujets importants.
- ◆ Elles avaient peu de connaissances sur la contraception et beaucoup n'avaient jamais vu le préservatif féminin
- ◆ Nous avons découvert l'importance de l'abstinence, de la fidélité et de l'usage du préservatif.

Les perspectives 2009

Une mission de suivi sera organisée par le Planning Familial (en juin 2009 juin pour le Burkina et le Cameroun) .

Cette mission aura pour objectifs :

- ◆ Faire le point avec les coordinatrices locales et avec les formatrices locales sur leur mission de suivi et d'accompagnement des nouvelles animatrices dans leurs missions de mise en place de groupes de paroles.
- ◆ Rencontrer les animatrices locales afin de mesurer leur niveau d'implication dans le programme :
- ◆ Actions de prévention sur le terrain : groupe de parole suivi par une animatrice de prévention.
- ◆ Diffusion du préservatif féminin
- ◆ Faire le point sur l'évaluation en population, avec l'équipe d'évaluateurs
- ◆ Préparation d'une réunion publique avec les associations locales partenaires (conférence, séminaire, colloque, forum associatif ou autre) pour présenter et médiatiser le programme sur les sites, son évaluation et les associations partenaires auprès des pouvoirs locaux, des bailleurs de fonds internationaux, chercheurs, journalistes etc.

En conclusion :

Notre année a été riche en formations variées autant sur les problématiques abordées que sur la forme d'intervention. Les publics touchés vont des professionnels du social, de l'éducation, de la santé, du monde associatif, mais aussi d'individu sensibilisés à nos questions. Au total, nous avons cette année, assuré des formations auprès de 300 personnes.

Nous avons à répondre à une demande croissante de la part des professionnels de terrain d'un accompagnement à la réflexion et d'une sensibilisation aux questions de société et notamment de sexualité.

Si cette orientation plus importante du côté de la formation correspond totalement aux objectifs d'éducation populaire du MFPPF, nous sommes cependant confrontés, ces dernières années, au départ d'un certain nombre de militantes conseillères-formatrices. Cette situation met « en équilibre instable » nos équipes tant sur le plan de la formation que sur l'accueil du public.

Dans les années 2009/2010, il sera nécessaire de restructurer le pôle « formation », avec des moyens supplémentaires, pour permettre au MFPPF de jouer pleinement son rôle d'organisme de formation et ainsi répondre aux besoins du public.

CENTRE DE DOCUMENTATION

CENTRE DE DOCUMENTATION

Le centre de documentation du Planning Familial de l'Isère a pour mission de recenser, collecter, conserver et mettre à disposition des ressources documentaires sur les champs de la sexualité, de la contraception, de l'avortement, de la condition des femmes, du féminisme, de l'adolescence, de la santé, de la famille...

Il est accessible librement au public, le lundi, mardi, jeudi et vendredi de 14h à 17h30, et sur rendez-vous les matins et durant les vacances scolaires. Les plages avec rendez-vous sont en effet essentielles au bon fonctionnement du centre, et permettent ainsi la réalisation d'un certain nombre d'activités telles que l'achat de livres en librairie, la participation à des réunions, l'archivage, le rangement des livres...

Cette année 2008 a été marquée par un accroissement sensible des activités du centre, tant par le nombre de demandes effectuées que par le nombre d'emprunts réalisés.

Les activités courantes

Ouvert à tout type de publics (conseillères, médecins, travailleurs sociaux, étudiants, lycéens, collégiens...), c'est un certain nombre d'activités qui sont couramment réalisées au sein du centre de documentation :

Accueil du public et réponses aux demandes à distance

Traitement documentaire (dépouillement, indexation, classement, saisie informatique)

Recherches documentaires (dans le fonds ou sur Internet dans des bases de données spécialisées)

Réalisation de produits documentaires (revues de presse spécialisées, bibliographies thématiques, dossiers documentaires pour les différentes formations)

Diffusion et communication (newsletter des acquisitions, mise à jour des pages doc sur le site Internet)

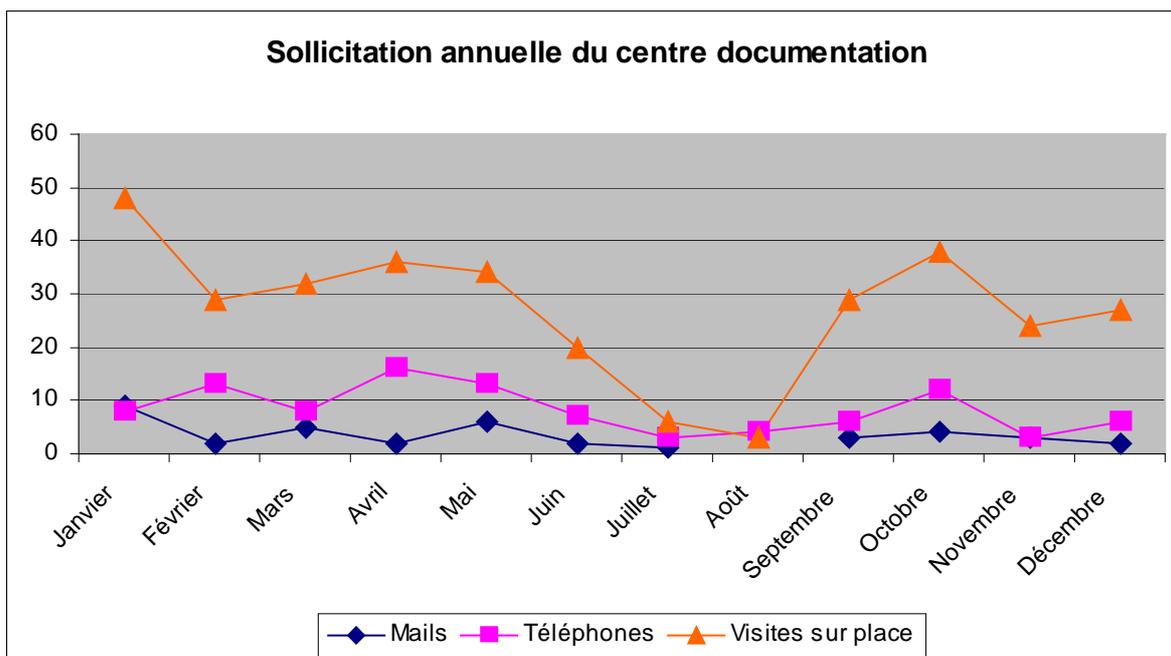
Gestion documentaire (gestion des emprunts, acquisitions, abonnements...)

Le public

La fréquentation

En 2008, ce sont plus de 460 demandes qui ont été formulées auprès du centre, soit une augmentation de 28% par rapport à 2007.

Sur ces 460 sollicitations, 326 provenaient de personnes accueillies sur place, 99 émanaient d'appels téléphoniques et 39 de mails.



La réponse apportée n'est pas la même suivant le mode de contact. Une réponse par téléphone sera plus succincte qu'une réponse par mail. Cette dernière est souvent l'occasion de donner une réponse détaillée à la question posée (sitographie, bibliographie sélective, données statistiques, coordonnées d'organismes ressources...). Quant aux demandes formulées sur place, elles offrent d'une part l'opportunité de présenter la richesse du fonds mais également un accompagnement dans la recherche documentaire, notamment auprès des publics collégiens, lycéens et étudiants.

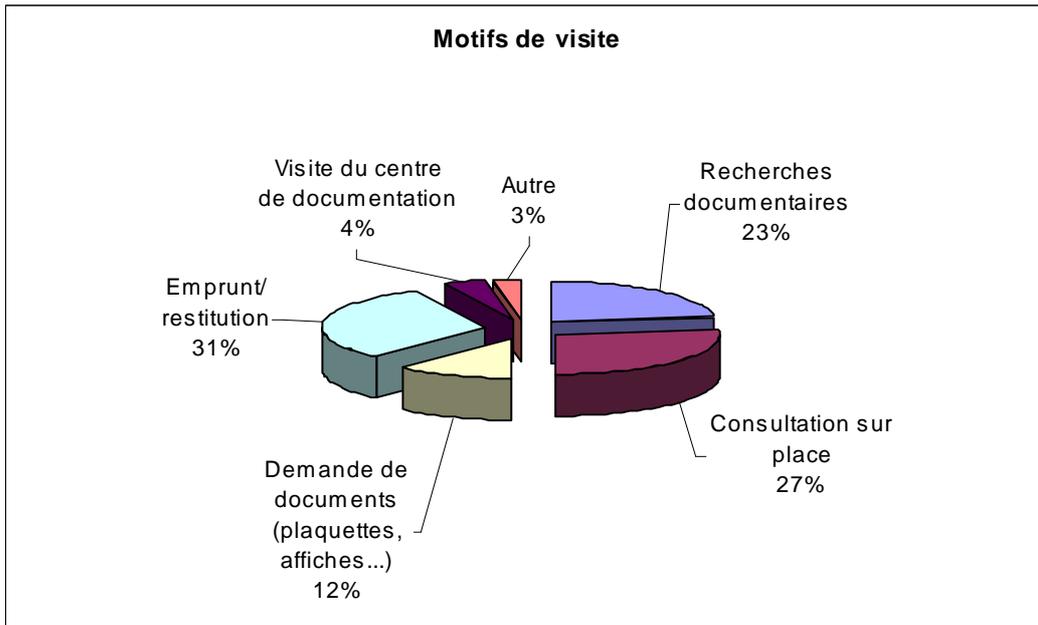
Profil des utilisateurs

Le profil des usagers a peu varié depuis l'année dernière :

- 50% de salarié-e-s
- 89% de femmes
- 50% d'usagers extérieurs au Planning Familial

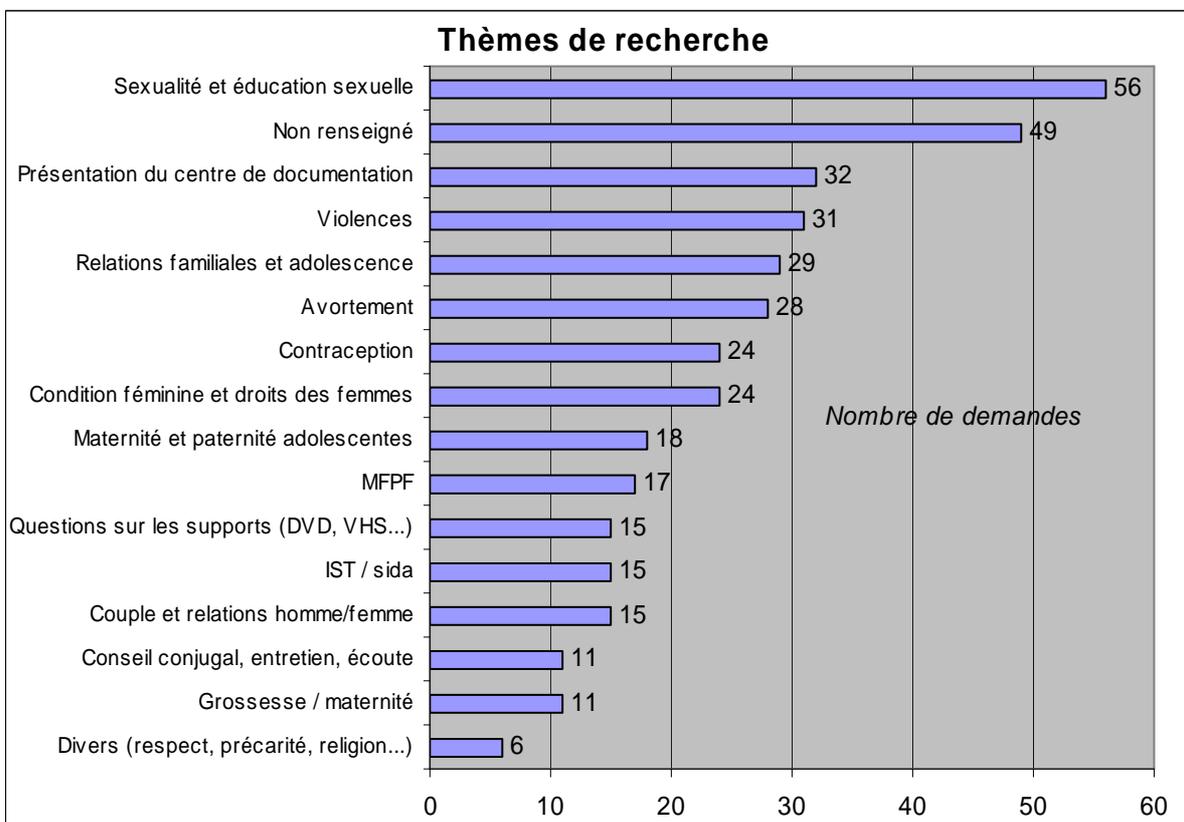
Parmi les usagers, les catégories les plus représentées sont les Conseillères Conjugales et Familiales (30%, parmi lesquelles 10% sont extérieures au Planning Familial), les stagiaires en formation au conseil conjugal et familial (12%, dont 4% ne faisaient pas leur formation au Planning Familial), les élèves infirmières, les conseillères en Economie Sociale et Familiale (ainsi que les élèves de BTS en ESF), les formatrices, les médecins et les enseignants.

Nature des sollicitations



A noter que le centre de documentation a beaucoup été sollicité en 2008 pour la préparation de dossiers documentaires pour des formations organisées par le Planning Familial (sur le handicap et la sexualité, au conseil conjugal et familial, auprès de personnels de l'Education Nationale...).

Ces dossiers proposaient des bibliographies sélectives, des sélections d'articles de presse, des listings de lois...

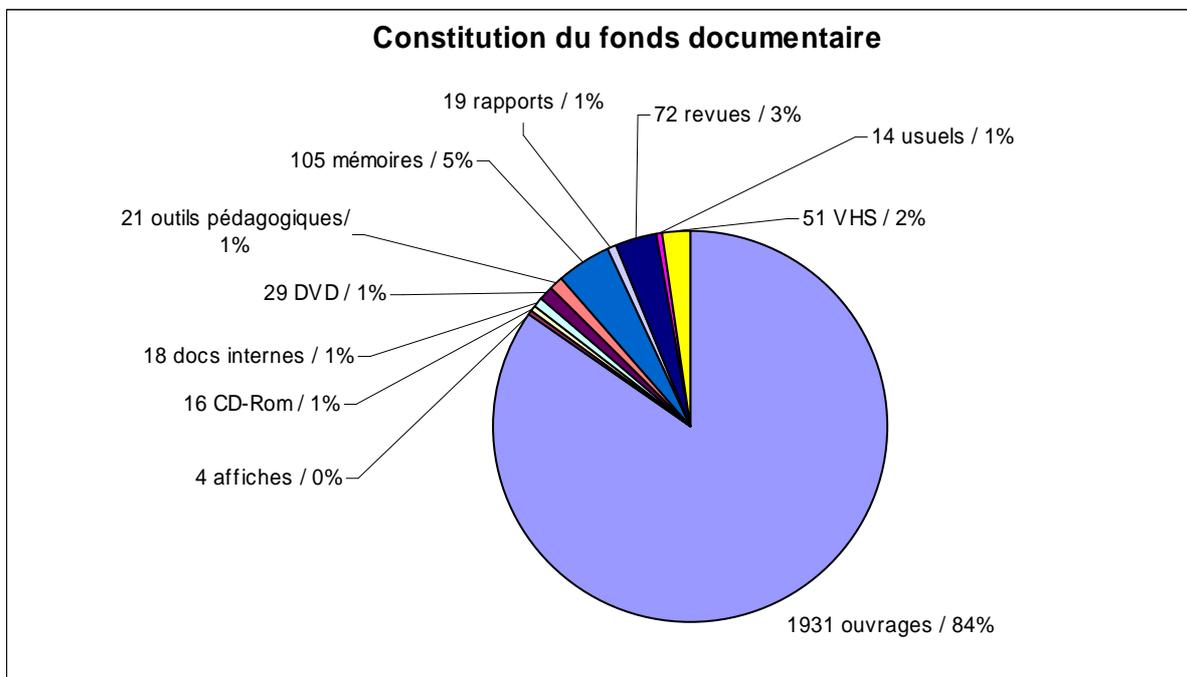


Le fonds documentaire

Etats des collections

En 2008, 265 nouvelles notices ont été saisies dans la base de données.

Les documents référencés dans la base depuis l'acquisition du logiciel se répartissent ainsi :



Remarque : il reste encore un certain nombre de documents, et notamment des ouvrages, à saisir dans la base de données. Les nouveautés sont saisies en priorité ; le reste du fonds se fait au fur et à mesure.

Nouvelles acquisitions

En 2008, le centre de documentation a acquis 232 nouveautés, dont 109 ouvrages. L'année a également été marquée par une augmentation des demandes vis-à-vis des outils pédagogiques et des documents multimédias. Ces documents sont en effet de plus en plus utilisés lors d'animations scolaires et ces demandes émanent aussi bien de conseillères conjugales et familiales que d'éducateurs et animateurs. Leur nombre reste cependant modeste par rapport à l'ensemble des documents, étant donné le coût de ces outils (parfois jusqu'à 150 à 200€).

Prêts

Le nombre de prêts réalisés sur l'année 2008 a été plus que doublé par rapport à 2007. En effet, ces derniers sont passés de 300, à 665 en 2008.

Trois principales raisons peuvent l'expliquer.

Tout d'abord, début 2008, une nouvelle session pour la formation au Conseil conjugal et familial a démarré. Les emprunts des stagiaires conseillères sont relativement importants et réguliers.

Ensuite, afin de redynamiser les emprunts en juillet et en août, le projet de « pochettes-surprises » a été lancé (voir paragraphe « projets réalisés ») pour la première fois et il a relativement bien fonctionné.

Enfin, l'achat d'un module complémentaire au logiciel documentaire, permettant de gérer les emprunts électroniquement (mais aussi les réservations, les retards, les statistiques...) a également été notable. En effet, lorsque des conseillères ou des animatrices empruntent des ouvrages pour des animations, il n'est plus nécessaire de saisir manuellement la vingtaine de livres. Le travail autour des ouvrages lors d'animations scolaires a donc été encouragé.

Projets réalisés

Tenue de stands lors d'évènements ponctuels

Parmi les tâches plus ponctuelles réalisées par le centre de documentation, l'élaboration de tables de presse revêt une certaine importance. C'est un travail qui va au devant du public en lui présentant une sélection de documents. Il est important de tenir compte du public afin de choisir des documents adaptés. Un public adolescent appréciera plus des bandes dessinées et des ouvrages illustrés et rapides à feuilleter, un public adulte, et notamment professionnel, préférera des ouvrages de référence afin d'en noter les coordonnées.

Cette année 2008, le centre de documentation a ainsi tenu 6 tables de presse : 3 pour des soirées débat (2 sur les nouvelles formes de famille et 1 sur les femmes et le VIH), 1 pour le 8 mars au CLC d'Eybens (pièce de théâtre sur Olympe de Gouges), 1 au lycée Clos d'Or et une dernière lors de l'inauguration du centre de planification d'Eybens.

SUDOC

Le Système Universitaire de DOCumentation (SUDOC) est un catalogue collectif réalisé par les bibliothèques et centres de documentation de l'enseignement supérieur et de la recherche. Accessible à l'adresse suivante <http://www.sudoc.abes.fr>, il comprend plus de 8 millions de notices bibliographiques qui décrivent tous les types de documents (livres, thèses, revues, ressources électroniques, documents audiovisuels, microformes, cartes, partitions, manuscrits et livres anciens...).

Ce catalogue décrit également les collections de revues et journaux d'environ 2000 établissements documentaires hors enseignement supérieur (bibliothèques municipales, centres de documentation...), dont fait partie le centre de documentation du Planning Familial de l'Isère.

Ce sont près de 50 titres de périodiques du centre de documentation, qui pour la plupart sont archivés (c'est-à-dire que la publication s'est arrêtée ou que le centre a décidé de pas poursuivre l'abonnement) qui sont aujourd'hui référencés dans le SUDOC.

Afin de donner un état des collections le plus juste possible (établir le nombre de numéros manquants, date de début/fin d'abonnement...), il a fallu près de deux mois pour trier l'ensemble des périodiques archivés au Planning Familial. Soit au total 61 titres. Conjointement avec la responsable du centre régional 69 (pour le SUDOC), il a été décidé de ne présenter dans la base du Sudoc que 50 des 61 titres archivés du Planning Familial.

Aujourd'hui, n'importe quel utilisateur en France peut ainsi savoir quels types de revues sont disponibles au centre de documentation et venir les consulter sur place si nécessaire (Remarque : les périodiques non archivés, tels que Le Monde, Libération, Le Dauphiné Libéré... ne sont pas référencés dans la base du Sudoc).

L'objectif, au-delà d'une visibilité nationale, est également de promouvoir un fonds de périodiques plus spécialisés sur le féminisme et reflétant un contexte historique. Comme par exemple des bulletins émis par le Planning Familial au début des années 1960 ou des journaux féministes des années 70 (Remue-ménage, Sorcières...).

Fonds audiovisuel

Toujours dans un souci de travail en lien avec les organismes de formation en documentation, le centre de documentation de l'Isère a accueilli, comme presque chaque année une stagiaire en documentation (IUT2 Information, option «Gestion de l'Information et de la documentation des organismes »).

Cette stagiaire avait pour mission l'organisation du fonds audiovisuel (VHS, DVD, CD-Rom). Construit autour de plusieurs axes, son projet consistait d'abord à faire un état des lieux de l'existant et des besoins (enquête auprès des usagers internes), puis à travailler autour d'une politique d'acquisition et d'une durée de conservation.

Son projet a finalement abouti à la production d'un produit documentaire élaboré, un catalogue papier présentant une partie du fonds audiovisuel avec différentes « clés d'accès » : par support, par thème, par public, par genre, par durée... En effet, tout l'intérêt était d'offrir aux utilisateurs le maximum de moyens de recherche en fonction de l'utilisation finale.

Pour des élèves de maternelles/primaires, le dessin animé est peut-être à privilégier, pour des adultes un extrait court peut-être une amorce de débat...

Chaque année, le fonds audiovisuel est de plus en plus sollicité, d'où l'importance d'un tel projet.

Rencontre « Discriminations et visibilité des femmes dans la lutte contre le VIH/SIDA »

En 2007, s'était tenu à Paris un colloque sur les femmes et le VIH, à l'initiative de plusieurs organisations, dont le Planning Familial. Ainsi, un an plus tard et à l'occasion du 1 décembre 2008 (journée mondiale de lutte contre le sida), un collectif d'associations, dont le Planning Familial isérois a décidé d'organiser un temps d'échange et de donner la parole aux femmes séropositives. Le centre de documentation a été partie prenante dans ce

projet, notamment pour la réalisation du flyer, le travail en lien avec le graphiste et l'imprimeur, et les envois de ces prospectus.

A l'occasion de cette soirée, une table de presse, a également été réalisée, conjointement avec le centre de documentation de l'ODPS (Office Départemental de Lutte contre le Sida).

Pochettes surprises

Le centre de documentation du Planning Familial de l'Isère est un centre de ressources spécialisé sur la sexualité, les violences, la contraception et l'avortement... Les usagers y viennent la plupart du temps dans un but scolaire (pour des mémoires, exposés...) ou professionnel, mais rarement pour un temps « loisirs ».

C'est ainsi qu'est née l'idée de créer un évènement autour des romans/BD, pour faire sortir les gens de leurs habitudes, et afin de les amener vers de nouvelles thématiques.

Juillet et août étant une période de faible activité pour le centre de documentation, mais également un moment où les gens ont plus de temps libre, l'occasion était donc idéale.

Dans un article de presse du Dauphiné Libéré, la bibliothèque municipale de la Tronche organisait en 2007, une opération découverte avec des pochettes-surprises. L'idée a ainsi été reprise par le centre de documentation du Planning Familial de l'Isère. Une vingtaine de pochettes ont été confectionnées et ce sont quelques 60 livres qui ont été empruntés régulièrement durant les grandes vacances. L'opération a eu un réel succès et sera probablement reconduite l'année prochaine.

Formation au module emprunt

Comme précédemment expliqué (voir chapitre « Prêts »), les emprunts ont plus que doublés sur l'année 2008 et notamment grâce à l'acquisition en septembre du module emprunt du logiciel documentaire Alexandrie.

L'achat de ce module a nécessité une formation d'une demi-journée, notamment pour présenter l'ensemble des possibilités du logiciel.

Désormais, les emprunts, les réservations, les prolongations, les retards sont en grande partie gérés par le logiciel. L'établissement de statistiques permet également une analyse plus « subtile » des emprunts.

Perspectives pour 2009

Réalisation d'un catalogue des outils de prévention et d'animation

Afin d'améliorer la visibilité du centre de documentation auprès des professionnels, la réalisation d'un catalogue présentant l'ensemble des outils de prévention et d'animation (outils pédagogiques, exposition, DVD...) paraît nécessaire.

Numérisation du fonds d'affiches

De plus en plus d'utilisateurs font la demande d'emprunter d'anciennes affiches du Planning Familial (pour des inaugurations, soirées...). Numérisées, elles seraient plus pratiques à visionner rapidement (sous forme de vignette), et cela nous préserverait des éventuels dégradations et vols.

Travail autour du partenariat documentaire

La poursuite du travail engagé avec certaines structures documentaires (comme les centres de documentation de la confédération du MFPPF ou de l'ODPS) semble nécessaire.

Egalement dans un souci d'échange autour des pratiques documentaires, des outils documentaires, des moyens utilisés... la visite du centre de documentation de la Confédération du Planning Familial de Paris serait un atout supplémentaire.

Désherbage

Le désherbage consiste à éliminer ou à conserver des documents. Le centre de documentation du Planning Familial de l'Isère est confronté à un problème de place en ce qui concerne le rangement des ouvrages. Cette étape s'avère aujourd'hui nécessaire à son bon fonctionnement.

GROUPES LOCAUX

GROUPE LOCAL

ST EGREVE

A/ LES PUBLICS ACCUEILLIS

1) Le public

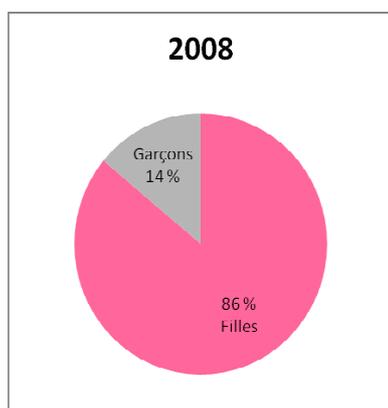
Le centre de St Egrève a reçu, toutes demandes confondues, 2129 passages.

PERSONNES RECUES	FILLES	GARCONS	TOTAL
Mineurs	477	155	615
Majeurs	1122	375	1497
TOTAL	1599	530	2129

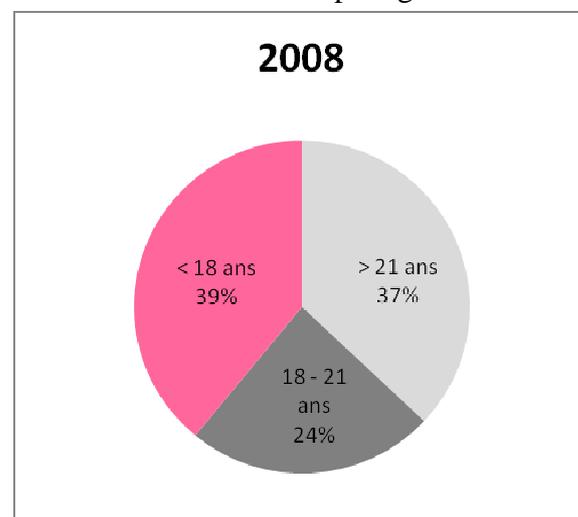
2) L'activité médicale

ANNEES	2006	2007	2008
Nombre de consultations médicales	790	771	695
% Consult. Gratuites	88 %	83 %	83 %

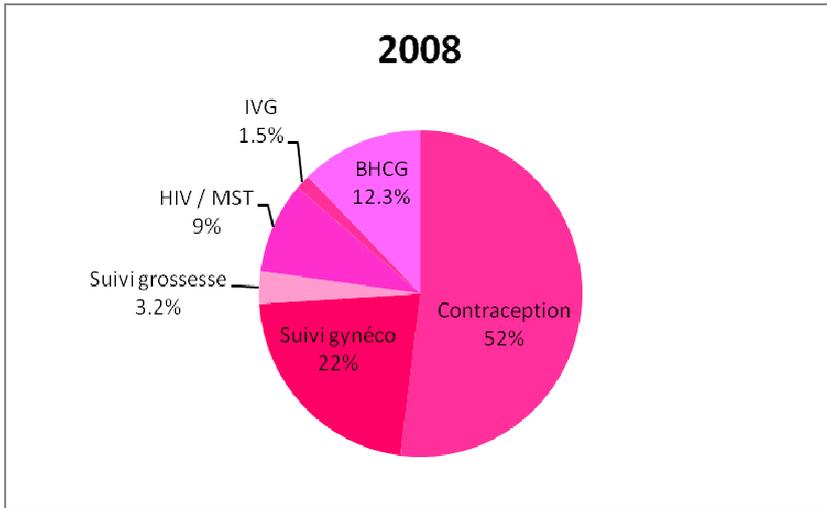
Consultations médicales par sexe



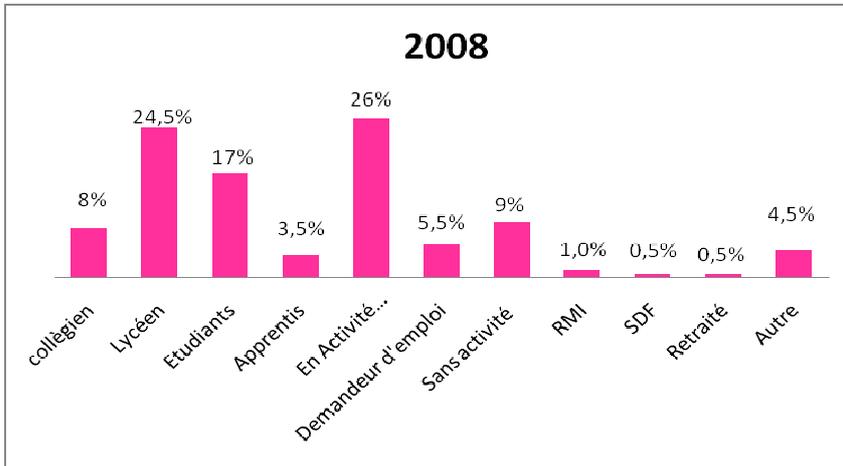
Consultations médicales par âge



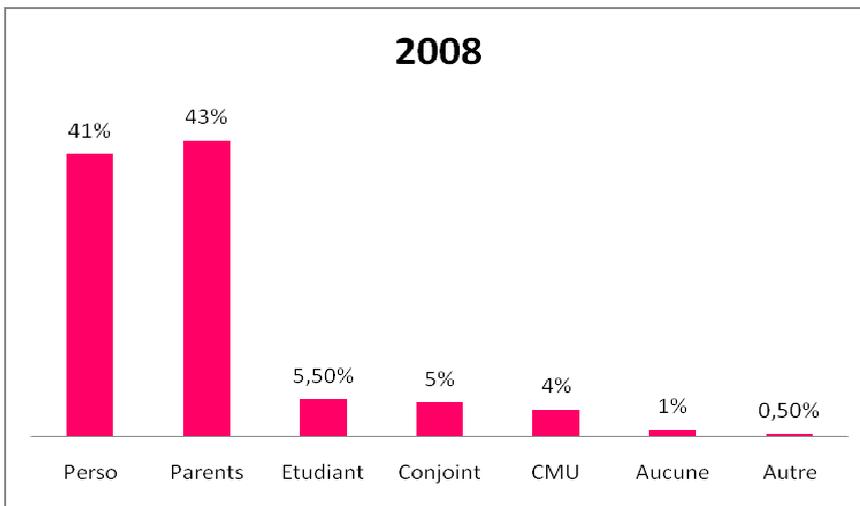
Motifs des consultations médicales



Répartitions socio-économique des consultants



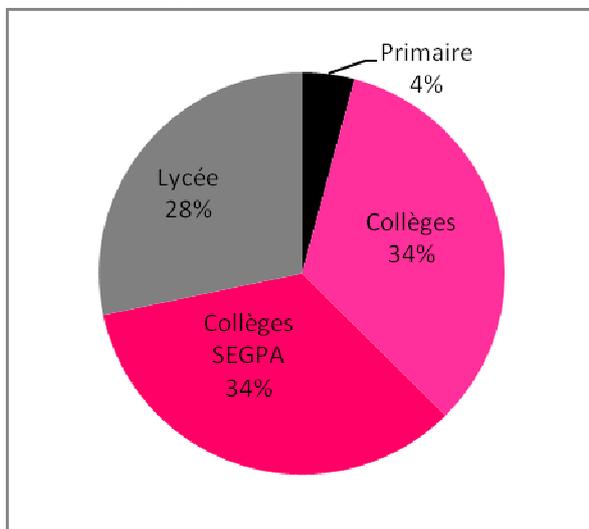
Couverture Sociale des consultants



B/ ANIMATIONS ET SENSIBILISATIONS

1) Animations scolaires

La répartition des animations à St Egrève se fait comme suit :



LES PRIMAIRES

ECOLE PRIMAIRE DU CHEVALLON DE VOREPPE

L'an dernier, nous avons été interpellées par l'équipe de cette école dont la demande était motivée par les questions des enfants, questions suscitées par la grossesse d'une des institutrices.

Cette année, devant la satisfaction des élèves et le constat fait par les enseignants que l'ambiance classe avait été apaisée après nos interventions, l'école réitère sa demande. Par contre, les enseignants nous demandent d'intervenir plus précisément sur les transformations liées à la puberté.

Cette fois encore, nous décidons d'utiliser le support « au bonheur de la vie » mais nous sélectionnons plus précisément les scénettes concernant les différences filles/garçons, la puberté, la vie amoureuse. Lors des échanges avec les élèves, ceux-ci abordent spontanément les relations parents/enfants et la grossesse.

Deux conseillères de l'équipe ont rencontré la classe de 29 élèves à deux reprises, pendant 2 heures. La classe est constituée de 16 filles et de 13 garçons.

Comme l'an dernier, nous restons très admiratives devant leurs qualités d'écoute et de respect de chacun.

L'école nous fait part de son souhait de reconduire ce projet chaque année, jusqu'à nouvel ordre. Ce qui nous réjouit, tant nous pensons positif d'aborder ces questions avec des élèves qui vont découvrir le collège et ses lois bien différentes en matière de mixité !

LES COLLEGES

Nous commençons toujours nos séances par une présentation du centre de planification. Lorsque nous rencontrons les collégiens, qui habitent majoritairement à proximité de nos locaux, nous leur précisons les notions de confidentialité et de gratuité, afin de les rassurer pour qu'ils puissent venir au centre en toute tranquillité pour des questions personnelles.

LE COLLEGE BARNAVE

Cette année, une nouvelle infirmière est affectée au collège Barnave. Etant en poste pour la première fois, celle-ci est très désireuse d'assister aux séances, voire d'animer avec nous. Nous sommes d'accord pour rencontrer les classes de quatrième et de troisième en demi-groupes. Nous irons au collège pour les quatrièmes et nous accueillerons les troisièmes au centre.

En ce qui concerne les élèves de quatrième, nous avons animé neuf séances au cours desquelles nous avons rencontré 124 élèves, dont 61 filles et 63 garçons. Les thèmes abordés ont été : la vie sexuelle et affective, les relations parents/enfants, les situations de violence, la contraception, le sida, la relation amoureuse.

Même nombre de séances pour les troisièmes. 92 élèves en ont bénéficié, dont 42 filles et 50 garçons. Les thèmes : les relations parents/enfants, les relations garçons/filles, la relation amoureuse, la communication dans la classe, la dureté de la vie au collège, le regard des autres, le besoin de se confier à des plus âgés. Mais aussi : la contraception, l'éducation sexuelle, les violences, le sida, la drogue.

LE COLLEGE CHARTREUSE

Lors de notre rencontre avec l'infirmière de l'établissement, nous décidons avec elle de rencontrer les classes de quatrième avec elle, au collège, en présence de l'enseignant chargé des cours de SVT.

Par contre, les élèves de troisième seront accueillis au centre par deux conseillères.

Nous avons animé quatre séances auprès des 4ème au cours desquelles nous avons rencontré 90 élèves, 44 garçons et 46 filles.

Ils ont souhaité parler des relations parents/enfants, du respect et de la confiance, être une fille, être un garçon, les relations garçons/filles, être bien dans sa peau, l'éducation sexuelle, la grossesse.

En ce qui concerne les classes de 3ème, nous avons animé six séances auprès de 115 élèves, 79 garçons et 36 filles.

Nous constatons que cette année, la proportion filles/garçons est, à peu de choses près, 50/50 au collège Barnave. Elle est de 40/60 au collège Chartreuse.

TRAVAIL AUPRES DES ELEVES DE LA SECTION SEGPA DU COLLEGE DE ST MARTIN LE VINOUX :

Nous poursuivons notre collaboration avec l'équipe pédagogique, convaincues de la nécessité d'un accompagnement plus spécifique de ces élèves, notamment sur la vie affective et relationnelle.

En début d'année scolaire, nous sommes tombés d'accord pour reconduire le projet sur la base de trois interventions par année-classe, d'une durée variant entre une et deux heures, en fonction de la disponibilité de concentration de ce public.

Avec les sixièmes, nous avons abordé le respect de soi, de l'autre, comment dire non à sa violence et à celle de l'autre. Nous avons utilisé des techniques permettant aux élèves d'être en lien avec leurs ressentis, telles que la réalisation de mandala, le théâtre-action, le mime. Les élèves se sont montrés intéressés, participatifs, heureux d'exprimer leur avis. Ils ont su faire de la place à des opinions différentes des leurs et ont pu constater que l'on peut cohabiter en ne pensant pas comme l'autre !

En ce qui concerne les cinquièmes, les thèmes abordés ont été la puberté et le corps, le sentiment amoureux et la relation amoureuse. Devant la méconnaissance de leur corps par les filles et l'abord très pornographique de la sexualité par les garçons, nous faisons le choix de reparler de la puberté et du corps de soi et de l'autre à partir du support «destiné aux classes primaires « au bonheur de la vie ». Le pari était osé, mais nous avons bien fait : grande attention pendant la projection, beaucoup d'échanges ensuite, essentiellement sur la relation amoureuse, les différences fille/garçon, les émotions. Nous avons aussi pu aborder des thèmes au-delà de la sexualité (la religion, l'immigration, l'image de la femme...) qui permettent aussi de constater les divergences d'opinion et la tolérance de ses différences. Pour les quatrièmes, il a été décidé, en concertation avec l'équipe enseignante, de faire réfléchir les élèves sur l'image de la femme et de l'homme dans la société. Pour ce faire, nous sommes parties de photos de magazines et nous avons proposé aux élèves de travailler par groupe de quatre : deux groupes de garçons, un groupe de filles et un groupe mixte. La consigne était de découper les photos qui représentaient le mieux pour eux l'image de la femme et de l'homme dans la société. Chaque groupe a réalisé un panneau qu'il a commenté à l'ensemble de la classe. Nous avons ensuite listé avec eux les images qu'ils avaient de l'homme et de la femme à partir de leur constat dans leur quotidien. Puis nous avons mis en parallèle ce que nous donnent à voir les médias et la réalité. Nous avons terminé par un travail sur l'utilisation des images en remplaçant la loi.

Les rencontres avec la classe de troisième ont commencé par une visite du centre. Nous sommes parties de leur demande, ce qui nous a amené à une présentation des différents moyens de contraception. Au cours des séances suivantes, nous avons beaucoup échangé sur ce que nous avons vécu ensemble au cours des animations, non seulement cette année, mais aussi au cours de leurs quatre ans de collège. Nous avons pu constater qu'ils avaient un souvenir très précis des thèmes que nous avons abordé avec eux au fil des années. Un

questionnaire à ce sujet leur a été proposé par l'enseignante dont il est ressorti majoritairement que la confiance était établie entre eux et nous, qu'ils pouvaient venir au centre sans crainte.

LES LYCEES

LYCEE PROFESSIONNEL FRANCOISE DOLTO DU FONTANIL

Lors du bilan de nos interventions précédentes, qui a été fait avec l'infirmière de l'établissement en juin 2008, plusieurs points ont été soulevés. En premier lieu, celle-ci estime que le public du lycée évolue fortement et que les élèves sont de plus en plus en errance. Pour notre part, nous avons constaté que le public du LEP, constitué essentiellement de garçons, nous met de plein fouet face au cliché de la place de la femme et de l'homme dans la société traditionaliste.

Constat est fait d'une grande agitation de la part des élèves et de notre difficulté à conduire nos rencontres avec eux. En effet, si reposer le cadre fait partie intégrante de notre pratique, nous sommes ici confrontées à des problèmes de discipline qui envahissent ces temps de rencontre.

Les élèves ne sont pas prévenus de ces rencontres, ce qui contribue très certainement à leur agitation : Tous les fantasmes sont permis en attendant d'aller au centre de planification, où « on va nous donner des capotes »... Que leur fait-on vivre à travers le silence sur « ce que l'on attend d'eux » ?

Nous nous posons la question de l'intérêt d'une co-animation avec l'infirmière. A minima, il serait souhaitable que nos animations aient lieu tôt dans l'année, afin que les élèves repèrent rapidement que l'infirmière est aussi personne ressource autour des questions que nous abordons avec eux.

De la même façon, nous remettons en cause le bien-fondé du déplacement jusqu'au centre. En effet, le recrutement du lycée se fait de façon large sur le département et peu d'élèves vivent à proximité du centre, d'où le moindre intérêt à leur faire visiter nos locaux. Nous envisageons de faire nos interventions au lycée, en étant attentives à leur communiquer les coordonnées du CPEF le plus proche de leur domicile. Dans le même temps, le trajet en car, du lycée jusqu'au centre, contribue fortement à leur agitation à l'arrivée. Nous allons y réfléchir car nous savons combien il est important, pour les élèves, de sortir du lycée afin d'échanger avec des personnes extérieures à l'établissement scolaire, sur les questions de vie affective.

Après un temps de réflexion, nous décidons de proposer à l'équipe enseignante de faire nos animations dans le cadre du lycée, en divisant les classes en deux groupes et en conduisant ces temps à deux conseillères. Cela va davantage mobiliser l'équipe du centre mais nous semble très important afin de proposer des échanges plus apaisés et plus constructifs aux élèves que nous allons rencontrer.

Du fait de l'absentéisme dans notre équipe entre septembre et novembre, nous n'avons pu commencer à intervenir qu'à partir de décembre. L'essentiel des classes sera rencontré en janvier 2009.

2) Animations extrascolaires

TRAVAIL AVEC LES FOYERS DE PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Pendant l'année 2008, nous n'avons pas travaillé concrètement avec les foyers de résidents handicapés de notre secteur. Avec le départ de Pascale Cret, nous avons perdu la personne « pilote » autour de ces questions et l'équipe a exprimé le souhait de pouvoir se former pour conduire les animations en direction de ce public

Une formation sur les questions de « sexualité et handicap » a été mise en place par le MFPF régional et nous avons fait le choix de reporter les demandes d'intervention à l'après formation. Celle-ci s'est déroulée entre septembre 2008 et février 2009.

Fin 2008, nous avons rencontré la psychologue du Foyer Ste Agnès à St Martin le Vinoux. Celle-ci sollicite le centre pour co-animer avec elle des groupes de parole ouverts à un groupe de résidentes adultes sur les questions de vie affective, du fonctionnement du corps, de la vie amoureuse.

Nous espérons vivement pouvoir répondre positivement à cette demande car cette expérience nous semble très riche. Malheureusement, cette action n'est pas envisageable pour l'instant. En effet, il va falloir trouver comment monter ce projet en terme financier et organisationnel, sachant que les résidentes travaillent et que ces groupes de paroles sont programmés entre dix-huit et vingt heures. Cela signifie que cette action engagerait une conseillère sur un total de quarante heures pour un trimestre.

IME « LES VIOLETTES

Suite à la demande des professionnels de l'IME des Violettes à Villard de Lans, la cadre de service a fait appel à nous pour poursuivre un travail entamé en 2005 au sujet de la vie affective et de la sexualité des résidents au sein de l'institution.

Ce projet reconnu comme une priorité institutionnelle s'est concrétisé par trois rencontres de 1h30 avec les équipes évoluant auprès des résidents âgés de 11 à 25 ans où vingt professionnels devront obligatoirement participer à ces séances.

La première séance nous a amené à préciser notre travail de conseillère conjugale et familiale et à amener les équipes à une réflexion sur leurs attentes et le travail prioritaire pour les deux séances à venir.

La deuxième et la troisième séance ont abordé les thèmes de la pudeur, du risque, du consentement et de l'intimité sur les registres de l'individuel et du groupe.

A l'aide d'un exercice d'association d'idées effectué en groupe de quatre personnes puis d'une mise en commun en grand groupe, les professionnels ont perçu la complexité des relations humaines.

Ensuite, un travail sur les outils et la conception d'une animation à partir d'une fiche établie par les conseillères conjugales et familiales, les professionnels ont abordé également la complexité des animations groupales.

L'utilisation de l'outil a une fonction de tiers qui n'enlève rien au délicat exercice de la gestion de l'individuel et du collectif en animation.

Le bilan avec la cadre, nous permet de dire que le résultat de ces rencontres est positif.

L'équipe éducative a pris conscience :

- ◆ De l'intérêt à s'appuyer sur les questions des résidents et à ne pas devancer une demande.
- ◆ De la complexité d'une relation consentie et des divers facteurs qui y participent.

La troisième séance a permis à l'équipe de faire du lien entre ce travail de réflexion et leurs pratiques.

Cette collaboration a été riche d'enseignement pour le binôme de conseillères qui est intervenu.

Le projet peut éventuellement se poursuivre en 2009, ces questions n'étant jamais closes et le public de l'IME étant amené à évoluer.

INTERVENTION AU PAVILLON DACQUIN AU CENTRE HOSPITALIER SPECIALISE

A la demande de l'infirmière cadre et du médecin psychiatre du service, une conseillère et le médecin du centre sont intervenues auprès d'un public de patients schizophrènes stabilisés, ayant un projet de vie autonome aménagé.

Les objectifs étaient dans un premier temps une présentation du centre et un échange sur la contraception, le fonctionnement du corps masculin et féminin. Nous avons également parlé du plaisir, du désir, des sexualités et des relations affectives.

Les patients présents étant volontaires, les échanges ont été grandement facilités par leur motivation.

PROJECTION DU FILM « LES BUREAUX DE DIEU »

Le 25 novembre, avec le soutien de la mairie de St Egrève, une soirée débat a été organisée dans la salle de cinéma La Vence Scène.

Nous avons commencé par la projection du film de Claire Simon, devant 110 spectateurs, qui ont pu participer au débat mené par l'équipe du centre et sa présidente. Ce débat a été pour nous l'occasion de parler de nos missions et de nos engagements, de notre souhait que

nos accompagnements des personnes dans le sens d'une autonomie, d'une responsabilisation et dans le respect de chacun. Nous avons également pu faire un point d'information sur la situation de l'IVG.

Nous avons terminé la soirée par un cocktail dînatoire.

1ER DECEMBRE

Le thème central de la journée de lutte contre le SIDA étant « le leadership », il nous a semblé intéressant d'associer la mairie de St Egrève à notre projet.

L'exposition « SIDA : Savoir c'est déjà lutter » conçue par l'ODPS a été installée à la bibliothèque Barnave pendant quinze jours.

Le centre de planification a pris en charge l'installation et l'organisation de cet événement ainsi que son inauguration qui a été fêté par un apéritif.

Trois temps d'animation, avec le DVD « pour la vie » ont été conduits par des conseillères du centre. Un questionnaire sur le SIDA était également à la disposition du public, les réponses étant disponibles à l'étage, avec un accès informatique vers les liens Internet et le cd-rom « Pour la Vie ».

LE MASSAGE BEBE

Repéré en premier lieu comme un intérêt individuel de relation, de rencontre et de bien-être pour les parents et l'enfant, le massage bébé permet au cours des six semaines de stage de replacer et/ou de consolider la place et le rôle de chacun : femme, homme, père-mère-enfant, couple conjugal et parental, famille, membre social.

Cette activité s'inscrit comme un moyen de socialisation et comme moyen préventif de santé publique, en favorisant le développement de chacun.

La découverte progressive et l'apprentissage technique du toucher nous permettent, par la bien-être procuré, de travailler sur la relation parents-enfant, la place de chacun dans la famille, le rythme de chacun et sa gestion, la prise de confiance en soi dans la découverte de cet autre et dans son rôle.

Grâce à la place importante laissée aux échanges entre tous les participants et les animatrices, ce même travail est repris en groupe et permet d'aborder le vécu de la grossesse et de l'accouchement, la relation trans-générationnelle, le couple conjugal et parental...

Ce temps d'échange et de questionnement fait toujours émerger la question « de la bonne mère », des exigences que la femme-mère s'impose et de la représentation sociale du rôle de la mère et du père.

LA CLAIRIERE

Outre l'intérêt certain de la présence d'une conseillère conjugale attentive aux problématiques de couple, dans un lieu d'accueil parents-enfants essentiellement fréquenté par les mères, la participation à ce travail renforce le lien déjà établi avec des partenaires de secteur. De ce fait, le partenariat en est facilité d'autant plus qu'une directrice de crèche et une assistante sociale de secteur font partie de l'équipe des accueillants. La visibilité du CPEF et de ses engagements militants s'en trouve renforcée.

La fréquentation de ce lieu a concerné 72 enfants en 2008. C'est une moyenne de 7 enfants et 7 adultes qui sont accueillis chaque vendredi après-midi.

GROUPE LOCAL

BOURGOIN JALLIEU

A/ LES PUBLICS ACCUEILLIS

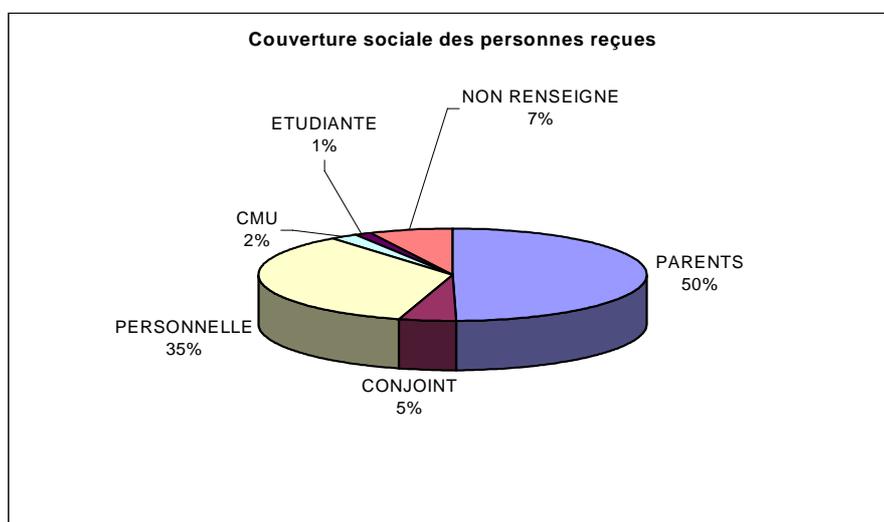
1) Le public

Erreur! Liaison incorrecte.

Le MFPPF de Bourgoin-Jallieu a reçu cette année 2647 personnes (consultations médicales et entretiens) soit une augmentation de 8,2% par rapport à l'année 2007.

- ◆ 58% des personnes reçues ont entre 16 et 21 ans. A noter l'augmentation de la fréquentation des adolescents de moins de 16 ans.
- ◆ 57% sont originaires de Bourgoin ou des environs proches.
- ◆ 65% sont scolarisés en collège, Lycées ou sont étudiants.

La grande majorité d'entre eux sont couverts par la sécurité sociale de leurs parents.



Notre public est à 80% féminin mais nous constatons depuis quelques années une hausse de la fréquentation des garçons, ceux-ci ne viennent pas simplement comme accompagnants mais aussi comme demandeurs d'informations, ou s'interrogeant sur leur vie relationnelle et affective et/ou pour obtenir des préservatifs.

Tous les chiffres confirment que l'activité du centre est en grande partie consacrée à une tranche d'âge comprise entre 16 et 21 ans.

La répartition se fait de la manière suivante :

Les moins de 16 ans, soit 12%, repèrent le centre comme un lieu ressource et tremplin : en effet, la gratuité n'est pas la seule explication. Ces jeunes trouvent une écoute adaptée et se sentent en confiance. Leur démarche étant systématiquement prise en compte comme la marque d'une autonomie par rapport à leur sexualité, ils préservent ainsi leur intimité vis-à-vis des parents et trouvent un accompagnement dans leur réflexion à propos de la réduction des risques sexuels et l'appropriation des moyens de protection.

Depuis de nombreuses années les liens étroits tissés avec les infirmières des établissements scolaires du bassin berjallien, facilitent la prise en charge de jeunes mineures se trouvant parfois en difficulté.

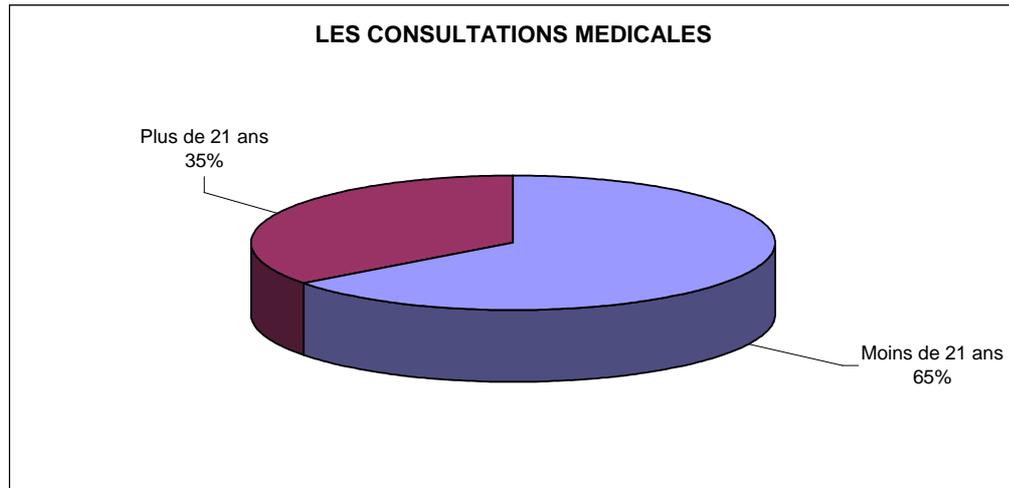
L'implantation géographique du planning, au cœur de la ville de Bourgoin-Jallieu, facilite la venue de la population lycéenne des établissements environnants, dans lesquels nous animons des séances d'éducation à la sexualité.

Les adultes qui fréquentent le planning y trouvent un lieu d'accueil et d'écoute, une disponibilité du personnel, qui leur offre la possibilité d'exprimer en toute liberté, leurs difficultés, leur mal être et leurs interrogations face aux questions de sexualité.

1532 nouvelles personnes sont venues au centre cette année, ce qui représente un renouvellement de 58%. On peut considérer que le planning remplit son objectif d'éducation populaire en offrant un premier temps d'accueil qui permet une prise en charge plus autonome et une ouverture vers d'autres structures.

C'est un lieu qui est bien repéré, comme un point d'information spécifique, avec une écoute confidentielle, bienveillante et sans jugement.

2) Les consultations médicales



Le nombre de personnes venues en consultation médicale a augmenté de 9,5% par rapport à l'année dernière, dont 65% de moins de 21 ans, et 35% de plus de 21 ans.

Le Planning pallierait-il, dans une certaine mesure, une réduction du nombre de gynécologues présents sur le secteur ?

Les patientes bénéficient, au centre, de délais de rendez-vous plus rapides, d'une écoute médicale attentive, et du tarif de consultation de médecine générale, ainsi que du tiers payant.

Le médecin qui suit des patientes depuis leur adolescence continue à les rencontrer lorsqu'elles sont jeunes adultes car un lien de confiance s'est établi.

L'examen gynécologique et le frottis n'étant pas systématiques lors de la première consultation, cela semble mieux convenir et rassurer les jeunes filles qui appréhendent ces actes. La consultation médicale dure 30 min. Les patientes quelque soient les motifs de leur visite apprécient le temps qui leur est consacré et ont le sentiment d'être prise en compte dans leur globalité. En effet, lors de cette consultation le médecin peut juger nécessaire de proposer à la patiente une rencontre avec une conseillère.

Le Planning est repéré comme un lieu où les femmes ont accès à toutes les nouvelles méthodes de contraception. On remarque que certaines patientes sont orientées au centre par leur médecin traitant qui ne maîtrise pas les poses de stérilet ou d'implant par exemple.

Nous remarquons que les garçons sont plus nombreux (8%) à venir consulter; principalement pour une demande de dépistage IST/ HIV, mais aussi pour exprimer des inquiétudes en lien avec leur corps.

3) Les entretiens

5543 entretiens ont été menés par les conseillères du centre au cours de l'année 2008.

En règle générale, les personnes arrivant au centre sont reçues par une conseillère en première intention. La demande initiale est parfois vague « je souhaiterais avoir quelques informations... », « Puis-je parler à quelqu'un ? », « J'ai un petit problème » etc. Il est souvent difficile pour ces jeunes filles d'exprimer très clairement la nature exacte de leur venue.

L'entretien qui leur est accordé peut leur donner l'occasion de s'exprimer, de préciser leur demande. On s'oriente alors sur la prescription d'un test de grossesse, une demande de contraception d'urgence, un dépistage IST etc., mais c'est parfois aussi l'occasion de dévoiler des situations de mal être plus ou moins profond, des problèmes de violence familiale et/ou de la part de leur copain.

L'importance du temps accordé à ces jeunes gens prend alors tout son sens; dévoiler son intimité, que ce soit physique (examen gynéco) ou psychologique (parler de ses difficultés) nécessite que la personne ait pu établir une relation de confiance avec la conseillère ou le médecin ce qui ne peut se faire sans prendre du temps.

Ainsi, on considère que les entretiens effectués par les conseillères sont compris entre 30 minutes et 1heure selon la problématique.

4) La contraception

Les entretiens concernant la contraception représentent la plus large part de l'activité, (50%).

En effet le centre est repéré à la fois pour sa gratuité et pour la possibilité d'accéder à la prise en charge de sa sexualité sans autorisation parentale avec un personnel tenu au secret professionnel.

Toutefois, venir demander une contraception sans autorisation parentale n'est pas si simple qu'on pourrait le penser. Souvent, les jeunes filles se trouvent prises dans un « conflit de loyauté » entre leur désir de prendre en charge leur sexualité et le sentiment de trahir leur mère ; devenir une jeune femme, quitter le statut de petite fille semble être aussi problématique pour elles que pour leur mère.

Le planning propose une information complète sur tous les moyens de contraception existants ainsi qu'une liberté dans le choix de la méthode. Lors des entretiens les conseillères mettent l'accent sur le fait qu'une contraception efficace est une contraception choisie, et que par conséquent elle ne se résume pas forcément à la prise de la pilule, mais bien dans une optique de Réduction des Risques Sexuels.

Même si la pilule reste le moyen de contraception le plus souvent réclamé par les jeunes filles, nous constatons une nette augmentation des poses d'implant qui présente à la fois l'avantage d'être discret et sans contraintes quotidiennes. L'utilisation des patchs est en légère hausse, mais certaines doutent de sa fiabilité (douches, piscines...), et constatent un manque de discrétion. Concernant l'anneau vaginal, la contrainte de devoir être inséré dans le vagin, représente un geste difficile voire impossible pour certaines jeunes filles, l'exploration interne du corps est encore soumise à un tabou difficile à franchir. La peur d'oublier l'anneau ou d'avoir du mal à le retirer, de perturber les rapports sexuels est aussi évoquée. Enfin, les stérilets sont encore perçus par beaucoup de jeunes filles comme une contraception réservée aux femmes plus âgées ayant déjà eu des enfants. Il représente de plus un « corps étranger » qu'elles ont du mal à envisager, et beaucoup d'idées reçues quant à son peu d'efficacité circulent encore.

5) Les diagnostics de grossesses

Les entretiens concernant les diagnostics de grossesse connaissent une forte augmentation que l'on peut en partie attribuer à la mise en place systématique du test 15 jours après la prise de contraception d'urgence. Ils font généralement suite, par ordre d'importance, à un oubli de pilule, une rupture de préservatif, ou une absence totale ou non systématique de protection.

Sur les 356 tests effectués en 2008 :

48% concernaient des jeunes filles entre 16 et 18 ans.

16% entre 13 et 15 ans.

16 % des tests de grossesse se révèlent positifs, 60% d'entre eux donnent lieu à une IVG.

6) Le conseil conjugal

Les entretiens individuels de femmes ou d'hommes en recherche de réponses à leurs difficultés à « être » ou à « vivre » avec leur entourage, sont possibles au planning.

Les couples qui souhaitent un entretien sont reçus systématiquement par deux conseillères. L'équipe de Bourgoin-Jallieu a choisi ce fonctionnement qui permet d'une part une plus grande richesse d'écoute et d'analyse, et d'autre part, d'éviter les « alliances » éventuelles. Suite au premier entretien, un suivi peut être proposé mais jamais de manière systématique. Ces entretiens de conseil conjugal font émerger des difficultés relationnelles entre les partenaires qui nous interrogent quant à leur nature. De plus en plus fréquemment, des couples sont orientés au centre par des organismes (CMPA par exemple) qui ne parviennent plus à proposer des délais de rendez vous acceptables. Ainsi, nous rencontrons des couples présentant des pathologies individuelles relevant parfois plus d'une problématique psychiatrique.

Des entretiens familiaux, c'est-à-dire avec parents et enfants sont menés au planning, car les conseillères se sont formées à ce type de rencontre. Elles ont souvent à faire à des parents débordés par leur progéniture et qu'il faut confirmer dans leur rôle et leur compétence parentale.

7) Les entretiens courts

Les entretiens courts regroupent les appels téléphoniques reçus. Ils sont comptabilisés au quotidien grâce à une grille qui détaille les différents motifs de l'appel (contraception, IST/SIDA, entretien couple, IVG, grossesse, animations, stages, MFPP, divers). Ces entretiens sont souvent le premier contact avec le centre. Chaque membre du personnel peut prendre un appel (conseillère conjugale et familiale, médecin, secrétaire et parfois stagiaires) et tente de concilier l'accueil, l'objet de la demande afin de proposer la bonne orientation (médecin, conseillère ou autre), et veille également à ne pas se lancer dans un véritable entretien relationnel par téléphone.

8) Les IVG

Par rapport à l'année dernière, nous constatons une augmentation des demandes d'entretiens pré-IVG en direction des jeunes filles mineures.

Nous remarquons que ces jeunes filles manquent cruellement d'information sur le fonctionnement de leur corps et ceci a pour effet d'entraîner un accroissement des prises de risque vis-à-vis d'une grossesse non désirée et des IST.

Outre le manque d'informations, l'influence du groupe de pairs est également déterminante pour certaines. En effet, durant les entretiens nous avons régulièrement ces remarques : « Ma copine a des rapports sexuels non protégés depuis plusieurs mois, il ne lui est jamais rien arrivé, alors pourquoi moi ! ».

Nous remarquons aussi une tendance chez ces jeunes filles à s'interroger sur leur capacité à procréer. Celles-ci évoquent souvent la peur d'être stérile « Je voulais savoir si je pouvais avoir des enfants plus tard ? ». Certaines prises de risque seraient pour quelques unes une manière de tester leur fécondité. Nous citant parfois quelques exemples de difficultés rencontrées chez leurs proches (tantes, sœurs, cousines ou copine ...).

Certaines jeunes filles mentionnent également des soirées alcoolisées dans lesquelles elles se mettent en danger, et dont elles n'ont aucun souvenir.

Nous constatons que ces adolescentes n'ont pas toujours conscience des risques liés à l'absence de protection lors des rapports.

14% des demandes d'IVG concernent de jeunes adolescentes entre 13 et 15 ans. Ce chiffre qui confirme la hausse nationale est préoccupant et soulève la question de l'information et

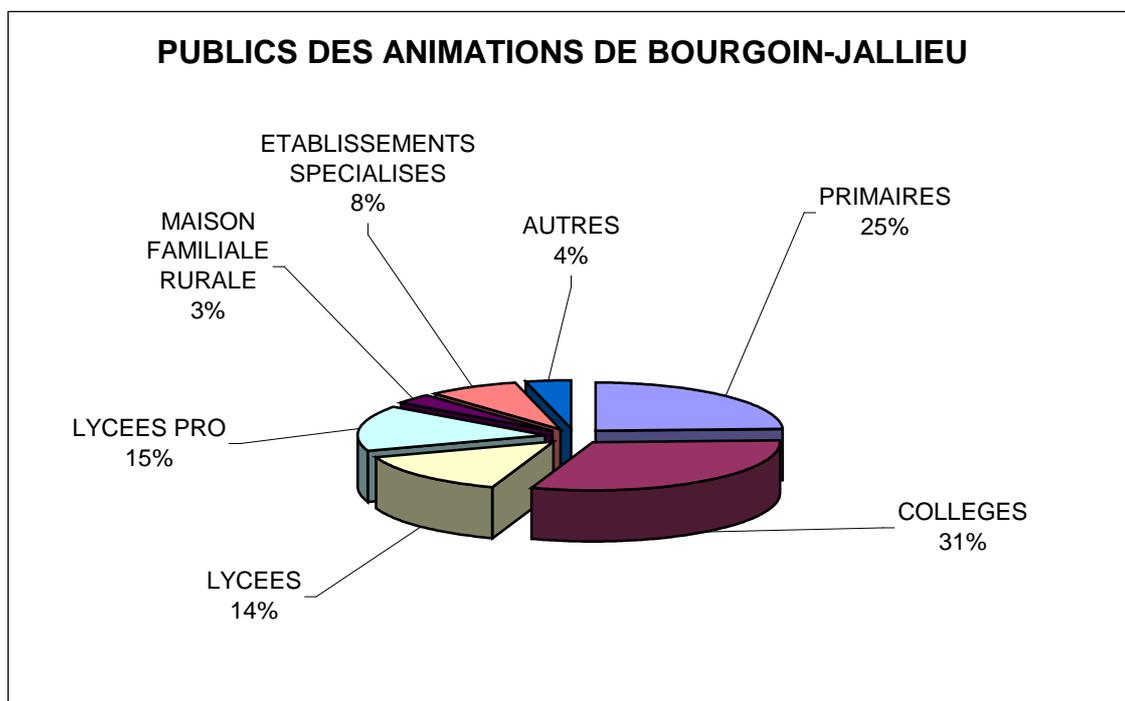
de la prévention dans les collèges. Il est en effet indispensable de pouvoir maintenir ce travail dans tous les établissements scolaires ainsi que le prévoit la loi. Auprès de ce jeune public l'objectif des interventions est à la fois de les informer mais également de les amener à réfléchir sur leurs comportements à risque.

De manière plus générale, on note une tendance des jeunes filles de plus en plus jeunes à se tourner vers le désir d'enfant, la grossesse et la maternité pour donner un sens à leur vie.

En effet, les entretiens laissent apparaître de manière significative chez des jeunes filles en situation précaire (échec scolaire, environnement familial instable, perspectives d'avenir professionnel quasi inexistantes etc.), une incapacité à élaborer un projet de vie épanouissant en tant que future femme. La seule possibilité d'être reconnues socialement serait d'accéder au statut de mère.

A noter que 5 personnes en demande d'IVG se sont trouvées en délai dépassé et ont été orientées à l'étranger.

B/ ANIMATIONS ET SENSIBILISATIONS



4729 personnes ont été rencontrées lors d'animations de groupe :

Suite à une proposition d'intervention par courrier, les établissements scolaires nous sollicitent s'ils le souhaitent. L'équipe est toutefois vigilante quant au maintien de la collaboration.

Le matériel utilisé est un support à la discussion. Pour exemple, les conseillères utilisent parfois la technique des abaqués, qui consiste à proposer des affirmations du type : « les garçons ne pensent qu'à ça » ou encore « la jalousie est une preuve d'amour » etc. La consigne étant de demander aux participants s'ils sont d'accord ou pas, et d'en expliquer les raisons. Le débat peut ainsi se créer plus facilement.

La « mallette contraception » et quelques planches anatomiques peuvent aussi être support pour aborder leur corps ou les méthodes contraceptives. On s'aperçoit que certains en ont une idée très approximative voire erronée, et qu'il peut être intéressant de leur montrer un implant un stérilet ou autre, et de pouvoir leur donner une idée de la taille d'un vagin par exemple.

Parler du corps et de la sexualité donne aussi l'occasion d'aborder la notion de virginité. Nous remarquons en effet que cette question est fréquemment soulevée lors des interventions et apparaît de manière transversale dans certains entretiens individuels ou consultations médicales. Elle donne lieu à des échanges autour de l'égalité homme / femme en matière de sexualité.

Les interventions dans les établissements spécialisés, ont été réalisées suite à une demande de leur part.

Pour les structures de **Camille Veyron** et du **SAJ** qui accueillent un public handicapé, des projets de 8 séances ont été élaborés en collaboration avec les équipes éducatives sur des thèmes précis. Les 2 projets se présentaient sous forme de modules distincts incluant une présentation du centre et du groupe, travail sur le schéma corporel, les sentiments et les émotions, les relations sexuelles. La prise de risque, la contraception, la grossesse...

Lors des séances, différents outils ont été utilisés, tels que les vidéos, les poupées sexuées, le photo langage, le dessin, le découpage. L'intérêt de ces outils a été à la fois de proposer un autre mode de communication que le langage, qui n'était pas toujours forcément acquis pour tous les groupes ; mais aussi de leur permettre de ne pas parler directement d'eux sur un sujet aussi intime.

L'organisme ISBA organise 6 fois par an un bilan de santé destiné aux publics bénéficiaires du RMI. Les conseillères interviennent pour y proposer un temps d'échange et de présentation du centre.

Concernant les autres animations certaines d'entre elles ont pris la forme de débats organisés autour d'un thème choisi en collaboration avec les équipes, comme par exemple autour de la question « mère, épouse, comment rester femme ? » qui a pu être animé au centre social la résidence. Ou encore sur « comment parler de sexualité aux enfants ? » thème abordé à la papothèque, qui propose à des femmes en majorité turques ou maghrébines un temps d'échange au sein de l'école primaire pendant le temps scolaire de leur enfant, ce en collaboration avec la direction de l'école qui propose différents thèmes tout au long de l'année, et met à disposition des interprètes pour un grand nombre de femmes qui ne maîtrisent pas notre langue.

L'impact des animations est parfois difficile à évaluer. On considère qu'environ 20% des personnes viennent au centre pour la première fois suite à une animation du planning. Les jeunes repèrent le centre comme un lieu ressource en fonction de leurs besoins.

Les retours concernant les projets élaborés en partenariat avec des établissements ou institution sont très positifs et semblent susciter une réflexion sur les sujets abordés.

Les animations ponctuelles font surtout l'objet d'une information générale sur le fonctionnement du centre. L'évaluation précise en est encore difficile.

GROUPE LOCAL

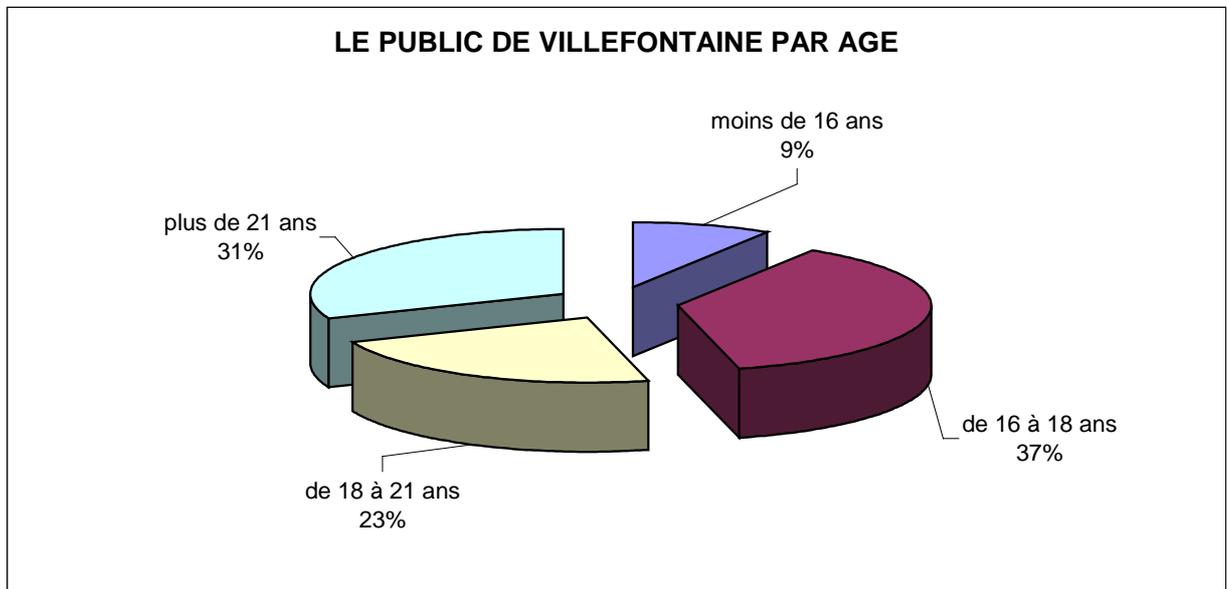
VILLEFONTAINE

A/ LES PUBLICS ACCUEILLIS

1) Le public

3243 personnes ont été reçues en 2008 dont 546 nouvelles.

La fréquentation reste largement féminine avec 85 % de femmes !



Nous recevons essentiellement des filles dont la majorité est âgée de 16 et 18 ans. La plupart sont des jeunes scolarisés sur Villefontaine, et l'ancien périmètre de la Ville Nouvelle ; les autres venant des communes rurales environnantes.

Les heures d'ouverture du centre de planification entre 12h et 14h permettent à des jeunes venant des communes rurales (sans moyen de transport) de le fréquenter, du fait de la proximité du lycée. Les lycées de Villefontaine et de l'Isle d'Abeau (santé scolaire et service de la vie scolaire) ont souhaité des interventions systématiques dans toutes les classes de seconde, générale et professionnelle pour présenter le service. Nous avons pu très rapidement constater que cela facilitait l'accès au centre pour bon nombre de jeunes qui méconnaissaient le service.

Les couples ou les personnes reçues en entretiens de conseil conjugal sont de tous milieux sociaux. Pour la plupart, la démarche est plus simple et plus accessible parce qu'il s'agit du

Planning Familial, non assimilé à un service « psy » ; la gratuité est également un élément facilitateur.

2) Consultations et entretiens

605 personnes ont été vues en consultation médicale

Nous pensons que les plages horaires offertes en consultation restent insuffisantes. Depuis septembre nous proposons une consultation le jeudi en matinée. Cette plage horaire répond mieux à la demande des personnes ayant de jeunes enfants. Il est envisagé de pouvoir élargir le temps de consultations et le nombre de vacations en 2009.

L'activité de conseil conjugal reste stable avec 499 entretiens de suivi (soit en individuel soit en couple, plus rarement en famille) ; l'orientation est faite par les travailleurs sociaux de différents services, par des médecins, CMP, et également par le bouche à oreille et les pages jaunes.

63% des consultations concernent la prescription d'une contraception (pilule, stérilet, implant....) et le suivi gynécologique.
27% concernent le dépistage ou suivi IST SIDA.
7% le suivi de grossesse. Ce suivi n'est pas très représentatif en tant que chiffre mais correspond à un accompagnement assez important, proposé en collaboration médecin conseillère ; il s'agit majoritairement de jeunes femmes en situation précaire sur un plan familial ou social.

Nous pouvons noter qu'environ un tiers des personnes reçues sont des nouvelles personnes. Ce qui est à peu près du même ordre chaque année.
On note une augmentation pour certains motifs de consultation : pilule du lendemain, contraception, IST SIDA et suivis gynécologiques. Cela est sans doute en lien avec les consultations médicales, leur augmentation renforce la fréquentation du service. Les animations dans les établissements scolaires permettent aux jeunes de repérer le centre et de venir plus facilement.

Nous avons observé que la majorité des personnes que nous recevons ont entre 16 et 18 ans. La demande première est une demande d'information sur la contraception, ce que nous retrouvons au niveau des consultations médicales. Nous pouvons dire aussi que pour la majorité d'entre elles il n'y a pas de problème particulier.

Mais le travail d'écoute réalisé au Planning permet parfois de faire émerger une autre demande ou une autre problématique, par exemple un problème familial, un vécu de maltraitance ou de violence sexuelle, une situation d'exclusion et de marginalisation. Il peut s'agir aussi tout simplement de parler avec un adulte disponible, hors du contexte familial ou scolaire.

En ce qui concerne les entretiens d'information contraception, globalement un seul entretien suffit, sachant que le médecin reprend l'information d'un point de vue médical. Les permanences d'accueil permettent de recevoir toutes les personnes qui se présentent, pour quelque raison que ce soit et de consacrer le temps nécessaire à chaque situation. Si nous pensons avoir besoin de revoir la personne une nouvelle fois, ou si elle le demande, nous lui donnons un rendez-vous.

En ce qui concerne l'accompagnement pour une IVG, il est fréquent surtout avec les très jeunes filles, de les recevoir plusieurs fois.

Le planning est aussi un lieu d'information et de réorientation vers d'autres services ou structures, en fonction de la demande.

3) Accueil téléphonique

L'accueil téléphonique fait partie intégrante de l'activité du Planning, tant en ce qui concerne des demandes individuelles que des relations institutionnelles.

Nous recevons en moyenne 20 à 30 appels/jour. Les raisons sont diverses. Les entretiens durent entre 3 à 4 minutes (demande de renseignement) jusqu'à 30 minutes, s'il y a un mal être profond. Dans ce cas nous proposons toujours une prise de rendez-vous.

La première prise de contact pour un travail de partenariat se fait souvent par téléphone. Elle est suivie d'une discussion en équipe pour débattre de l'intérêt et de la pertinence du projet et ensuite d'un ou plusieurs rendez-vous avec l'institution demandeuse pour préciser les objectifs et affiner le projet.

B/ ANIMATIONS ET SENSIBILISATIONS

Les activités collectives représentent une grosse partie de l'activité du centre. Cela représente 297 séances dont 12 dans le centre.

Ces séances ont lieu dans la structure demandeuse, le plus souvent des établissements scolaires de l'ex-Ville Nouvelle, et des communes environnantes (ex : la Verpillère, St Jean de Bournay, Heyrieux).

Actuellement le temps de médecins est exclusivement réservé aux consultations médicales, donc ces animations sont toutes faites par les conseillères.

Cela représente 2220 personnes rencontrées dans de nombreux établissements scolaires et institutions différents.

Nos objectifs principaux se situent dans les objectifs généraux du Planning Familial, à savoir favoriser l'accès à l'information et à l'éducation, notamment en matière de sexualité.

Nous orientons notre travail d'information et de prévention essentiellement sur les problématiques suivantes :

- ◆ Prévention des grossesses précoces par une meilleure connaissance des moyens de contraception, et des centres de planification,
- ◆ Relations garçons/filles, prévention des conduites sexistes
- ◆ Prévention de la maltraitance et des agressions sexuelles

INTERVENTIONS EN MILIEU SCOLAIRE

LES LYCEES

Nous avons rencontré toutes les classes de seconde des 2 lycées qui sont sur notre territoire (Villefontaine et l'Isle d'Abeau). Cela représente 20 interventions par lycée. Nous avons pris l'option d'une rencontre systématique pour présenter les missions du CP aux élèves de seconde, en accord avec les infirmières et les CPE des lycées concernés car statistiquement c'est la classe d'âge qui consulte le plus au centre de planification. C'est aussi un temps d'information plus général sur la pilule du lendemain, l'IVG, les IST/SIDA etc. C'est l'occasion de discussions autour de différents thèmes. Actuellement les thèmes récurrents sont la virginité, les inégalités filles/ garçons.

De nombreuses jeunes filles, mais aussi des garçons découvrent nos missions et « osent » venir se renseigner suite à la rencontre.

Par exemple le lendemain d'une animation, nous avons vu venir une jeune fille, complètement affolée, accompagnée par des copines. Elle était paniquée, car elle avait mal compris nos explications. L'échange qui a suivi a permis de reprendre nos propos et de la rassurer.

Nous constatons que contrairement à ce qui se passe souvent dans les classes de 3ème, les élèves de seconde (que ce soit général ou technique) se montrent beaucoup plus réceptifs aux informations données, et sont beaucoup plus à l'aise pour participer et nous questionner. Ils se sentent plus concernés, ce qui correspond aux statistiques publiées concernant l'âge moyen au premier rapport.

Un partenariat existe avec la classe de CIPPA du lycée de Villefontaine. Nous rencontrons le groupe pour 3 interventions et nous les accompagnons pour une visite au CIDAG de Bourgoin Jallieu.

LES COLLEGES

De nombreux collèges nous sollicitent régulièrement autour du 1er décembre afin qu'une information soit donnée aux élèves de 4ème ou 3ème sur les risques liés au HIV et la prévention de ces risques.

En général, cette animation s'inscrit dans le programme de SVT.

Cette année nous avons été également sollicitées pour travailler avec des classes de 5ème à partir de « dis non à ta violence ». Nous choisissons un ou deux panneaux adaptés à la classe d'âge et nous animons une séance de 1 heure 30 en petit groupes.

Nous sentons que cette question de la violence entre les jeunes est quelque chose qui préoccupe les établissements.

En collège nous pensons qu'il est important de travailler sur les relations homme/femme. C'est pour nous l'objectif principal quelle que soit la demande et l'intitulé de l'intervention (la relation amoureuse, la prévention de la violence...).

Nous essayons de convaincre les infirmières et les CPE de la nécessité d'inscrire nos actions dans un projet global.

Actuellement, nous travaillons avec un collège de Villefontaine sur un projet « progressif » sur les 4 années de collège. C'est en bonne voie pour la rentrée prochaine.

En 2008, nous avons travaillé avec 6 collèges ce qui fait 53 séances.

LES ECOLES PRIMAIRES

C'est sans doute une des spécificités du Centre de Villefontaine, liée à son histoire et au contexte local. Nous intervenons sur le secteur de ce qui était la ville nouvelle de l'Isle d'Abeau, avec de nombreuses familles en situation précaire et ou d'isolement familial et social. Ce contexte avait conduit à un travail de partenariat avec les enseignants pour engager un travail de prévention de la maltraitance.

Nous avons travaillé dans sept groupes scolaires ce qui représente 127 séances. Nous avons fait le choix de travailler prioritairement avec les élèves de CE1 et de CM2.

Notre action s'inscrit dans le cadre de la prévention de la maltraitance et des agressions sexuelles.

Avec les CM2, nous mettons l'accent sur la puberté.

Il nous semble important que tous les élèves de cette classe d'âge puissent avoir une séance sur ce thème avant l'entrée en 6°.

De plus la parole des enfants est très libre.

Nous avons établi un protocole de 5 à 6 séances d'intervention avec des groupes de 15 élèves maximum, avec une progression dans le travail proposé.

Il nous semble extrêmement important de partir de ce qu'ils connaissent, de ne pas les devancer dans leurs questionnements.

Tout en étant attentifs à cela, nous arrivons progressivement, après avoir parlé de la famille, la grossesse, la naissance, à évoquer avec eux la question de la prévention des violences.

Lors de ces séances, nous donnons au maximum la parole aux enfants qui peuvent poser leurs questions en toute liberté.

Notre outil principal reste l'exposition que nous avons créée il y a quelques années « il était une fois l'origine et l'identité » mais nous utilisons également d'autres supports.

Depuis plusieurs années nous ne faisons pas de « démarchage » supplémentaire, sachant que nous ne pourrions pas répondre à une demande plus forte. Nous n'intervenons qu'avec les enseignants qui nous sollicitent ; ils trouvent pertinent et aidant pour les enfants le travail que nous faisons avec eux pour se repérer dans leur propre famille. Ces enseignants pensent également qu'il est nécessaire d'aborder avec ces enfants la question de la prévention de la maltraitance et des agressions sexuelles.

LES AUTRES STRUCTURES

LA MAISON DE QUARTIER DES FOUGERES : « LE PETIT CAFE »

Une conseillère intervient une matinée par mois dans un groupe de femmes. Ce groupe se réunit très régulièrement dans la Maison de Quartier, soit pour des activités soit pour des moments d'échanges.

Notre intervention s'inscrit plus dans un soutien à la parentalité. Selon les préoccupations des femmes présentes, les thèmes abordés varient : la vie en couple, l'éducation des enfants, la place des grands parents, l'adolescence...

Ce temps de rencontre est important pour ces femmes, il leur apporte un véritable soutien pour aborder des sujets très personnels dans un cadre sécurisé. Il faut dire que cette structure se situe dans un quartier de Villefontaine excentré, avec un nombre élevé de familles monoparentales, et de nombreuses femmes se sentent isolées, loin de leur famille d'origine, sans travail, avec de jeunes enfants à charge.

L'INSTITUT MEDICO-EDUCATIF DE MEYRIEU

Comme chaque année, nous avons travaillé avec l'IME de Meyrieu les Etangs, établissement qui accueille de jeunes déficients.

Avec l'infirmière et deux éducateurs référents, un groupe de 15 jeunes se rencontre tout au long de l'année sur les questions de sexualité. Nous intervenons une fois deux heures avec ce groupe mixte, dans les locaux du centre.

C'est pour eux l'occasion de repérer et visiter les lieux. Nous abordons les relations amoureuses et la contraception. Suite à cette rencontre, des jeunes filles ont fait une démarche plus personnelle pour une demande de contraception.

Par ailleurs, une rencontre avec le personnel éducatif a pu se réaliser dans le cadre de leur journée pédagogique. Leur demande était que nous présentions le centre et d'échanger autour des questions concernant des jeunes de l'IME : puberté, sexualité, sentiment amoureux.

Nous avons perçu le besoin et la difficulté de l'équipe à échanger sur la vie affective et sexuelle de ces jeunes.

Le Planning est repéré comme lieu « ressource » pour les professionnels qui nous sollicitent occasionnellement pour échanger avec nous et « profiter » de nos expériences et compétences sur ces thèmes.

CENTRE D'AIDE PAR LE TRAVAIL (FOYER ISATIS)

Nous avons été sollicités par une responsable de formation qui travaille auprès de jeunes adultes handicapés qui sont en atelier protégé.

Le cadre de ces interventions s'inscrit dans une démarche plus globale d'éducation à la santé

Deux groupes mixtes de 12 personnes ont été constitués pour parler de la relation amoureuse avec comme support le photo langage.

Puis nous avons rencontré un troisième groupe de 4 jeunes femmes plus timides qui avaient des demandes plus personnelles autour de la sexualité et de la relation amoureuse.

Les interventions ont eu lieu au centre de planification, c'est l'occasion pour eux de découvrir le centre et de revenir s'ils le souhaitent à un autre moment.

Ce public d'IME ou de CAT est un public plus vulnérable, en plus grande difficulté dans l'accès à l'information. Le travail avec eux mérite de disposer de plus de temps et de groupe réduit.

Nous sommes attachées à ce que toutes nos interventions soient cohérentes et prennent sens auprès de notre public.

Pour cela, nous rencontrons systématiquement les partenaires pour travailler et étayer le projet des interventions.

D'autre part, nous mettons de plus en plus l'accent sur la nécessité d'un travail suivi avec les populations concernées.

GROUPE LOCAL

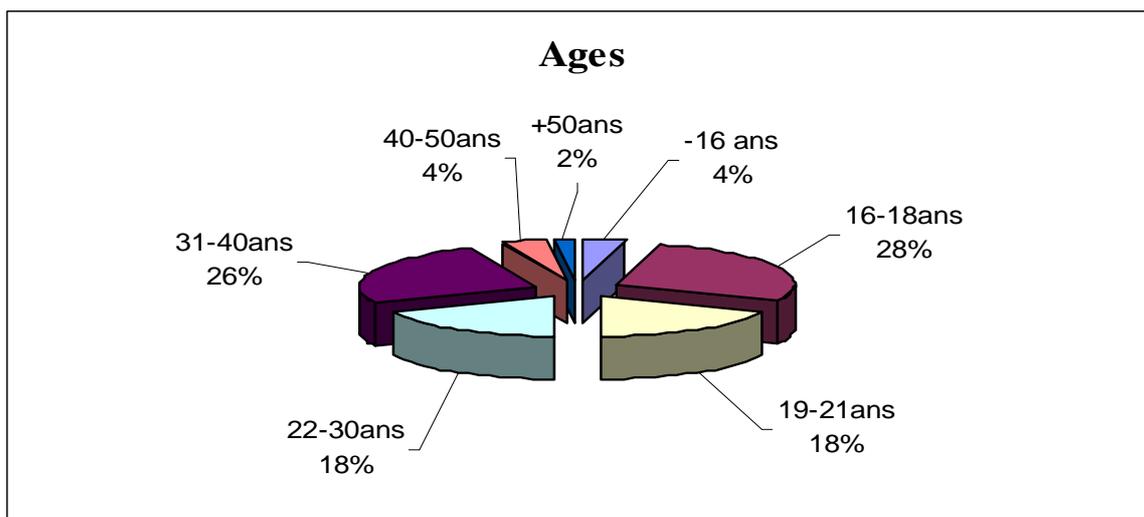
EYBENS

A/ LES PUBLICS ACCUEILLIS

Les données chiffrées apportées dans ce rapport d'activité sur l'accueil du public concernent donc la période d'ouverture de mi-mai à décembre 2008, avec une fermeture de quinze jours en été, soit 7 mois d'activité.

1) Le public

Le centre a accueilli 50 personnes différentes. 37 personnes sont venues une seule fois. Les autres, au nombre de 13, se sont présentées entre 2 et 5 fois (pour l'une d'entre elles).

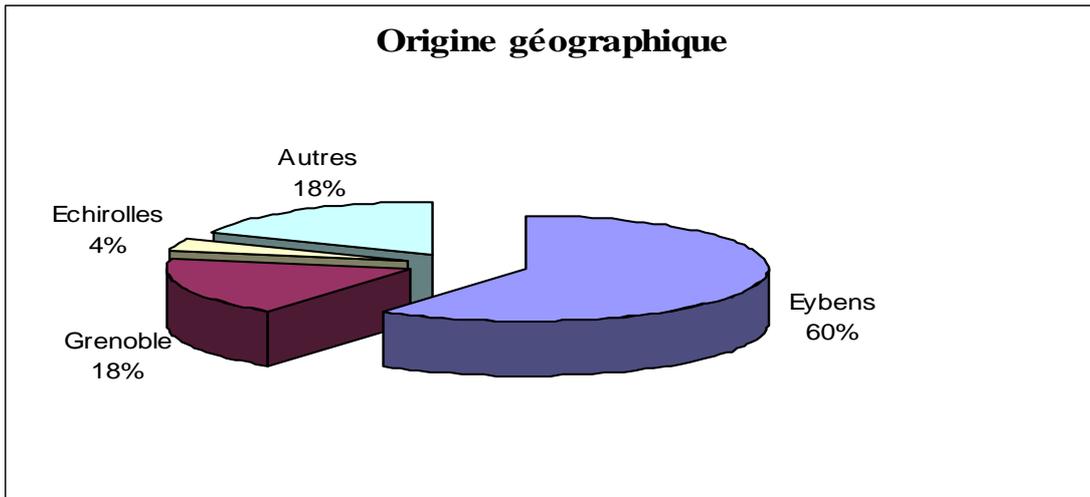


La moyenne d'âge se situe à 25 ans.

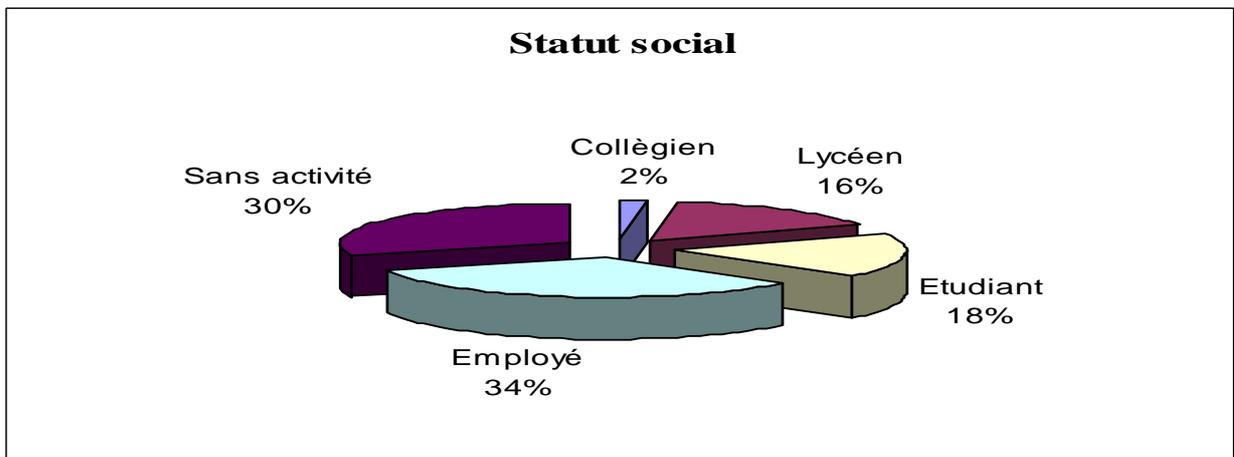
La moitié des personnes accueillies sont des jeunes (jusqu'à 21 ans), en majorité des 16-18 ans. Très peu de moins de 16 ans sont venus.

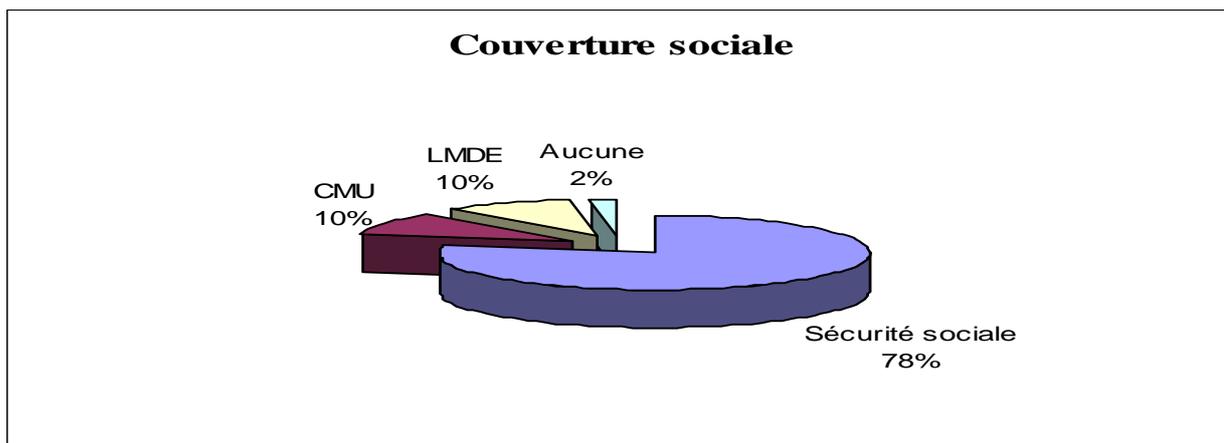
L'autre groupe important en nombre concerne les 30-50 ans (15 personnes sur 50).

90 % des personnes sont des femmes.



Elles viennent principalement d'Eybens (30 sur 50). La proximité du CPEF avec le lieu d'habitation est à prendre en compte. Mais il semble aussi important de mettre en avant la communication qui a été faite par la commune sur l'ouverture. Les personnes venues de Grenoble et autres ont été principalement orientées par le centre de Grenoble, notamment pour les consultations.





Il est possible de regrouper les personnes en trois groupes : Le premier (18 personnes) concerne les scolaires et les étudiants, dont certains ont encore la couverture sociale de leurs parents (5 sur 9 étudiants reçus ont la LMDE). Le deuxième groupe est celui des employés (17 personnes) qui ont leur propre sécurité sociale ou celle du couple. Le troisième est celui des personnes sans activité (au nombre de 15). Parmi ces personnes, 5 ont la CMU, soit 10 % du public reçu.

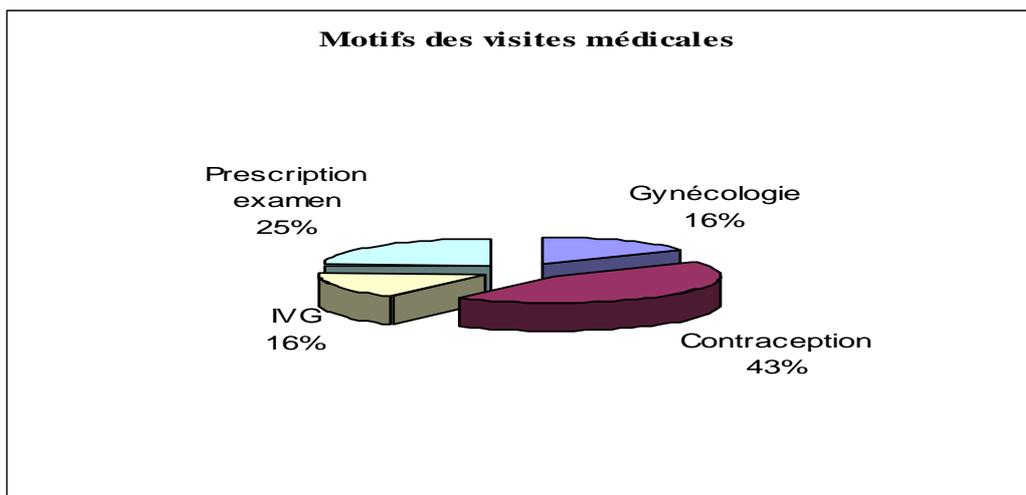
Tableau des motifs des visites au centre :

Gynécologie	11
Gynécologie générale	11
Contraception	30
Première demande de pilule	5
Dépannage pilule	1
Renouvellement ou changement de pilule	12
Pilule de lendemain	3
Visite préalable implant	6
Pose implant	3
IVG	11
Entretien pré-IVG (majeures)	8
Entretien pré-IVG (mineures)	3
Prescription examen	17
Examen sérologie HIV	4
Examen bilan métabolique	4
Examen frottis	3
Examen prélèvement vaginal	1
Examen test de grossesse	5
Entretien vie relationnelle	19
Entretien vie relationnelle	19
Information sans prescription	2
Information sans prescription	2

2) Consultations médicales

L'activité médicale a été longue à mettre en route. Le centre a ouvert en mai 2008, mais la visite de conformité a eu lieu le 12 septembre 2008, suite à laquelle l'agrément a été accordé le 17 octobre 2008. Cet agrément était nécessaire pour la demande des feuilles de soins de la CPAM. Celles-ci ne sont parvenues au centre qu'en janvier 2009...

Les premières consultations médicales ont donc pu être réalisées grâce à l'aide du centre de Grenoble, dont la médecin dépend aussi.



La contraception est le principal motif de consultation au centre de planification d'Eybens (43% des consultations). Majoritairement, ce sont des renouvellements de pilules contraceptives (12 consultations sur les 30 consultations de contraception). Ensuite, 6 visites préalables à la pose d'un implant ont eu lieu. Ces visites ont été suivies d'une pose d'implant pour trois d'entre elles en 2008 et les autres en 2009. Cette demande d'implant faisait suite à une réelle difficulté de prise régulière de la pilule. 5 premières demandes de pilule (avec un âge moyen de 16 ans ½) ont été faites. Par contre, il n'y a eu que trois demandes de la pilule du lendemain.

Le second motif de visite médicale au centre de planification est le suivi gynécologique. L'âge moyen du suivi est de 21 ans, avec une majorité de consultation pour les 16-24 ans, et une patiente de 45 ans qui n'avait plus de gynécologue suite au départ en retraite de son médecin.

Les visites concernant une demande d'IVG sont au nombre de 11, dont 8 entretiens pré-IVG pour des patientes majeures (5 entre 31 et 44 ans avec un âge moyen de 28 ans) et 3 pour des patientes mineures avec la délivrance d'une attestation. Il est à noter que tous ces entretiens ont pu être réalisés à deux, c'est-à-dire une conseillère accompagnée du médecin. Enfin, la prescription d'examen biologiques est le plus souvent réalisée au cours d'une consultation médicale.

3) Entretiens vie relationnelle

Les entretiens de vie relationnelle, au nombre de 19, ont concernés 12 personnes. La demande de toutes ces personnes porte sur des problèmes de couple. Ces problèmes sont principalement liés à des difficultés de communication au sein du couple, voire jusqu'à une impossibilité à se parler, à se voir, à des violences verbales, à des problèmes financiers ... Les entretiens ont une durée en moyenne de ¾ heure pour une personne reçue seule et 1h pour un couple.

L'âge moyen des personnes en entretien de vie relationnelle est de 37 ans. 11 personnes sur les 19 venues ont entre 36 et 44 ans. 17 sur les 19 vivent en couple et 11 sont employés. Sur les 19 personnes, 15 sont des femmes, dont 2 sont venues en couple. Un jeune homme s'est présenté seul.

Un couple et 5 personnes ne sont venus qu'une seule fois. Après chaque entretien, il leur a été proposé de prendre un autre rendez-vous... Certains de ces entretiens se sont poursuivis en 2009.

4) Autres remarques

16 personnes avaient pris des rendez-vous et ne sont pas venues sans prévenir. La moitié concerne les consultations médicales et l'autre des entretiens pour les conseillères. L'une d'entre elles, en suivi, n'est pas revenue. D'autres ont repris rendez-vous et se sont présentées par la suite. Certaines ne sont jamais venues...

Concernant l'accueil téléphonique, trois réponses ont été apportées pour des personnes résidant loin du centre avec un renvoi sur les centres de planification proches de chez elle.

B/ ANIMATIONS ET SENSIBILISATIONS

EQUIPE D'ANIMATION

L'équipe d'animation est constituée de deux conseillères et d'une médecin, qui n'ont jamais travaillé ensemble. Il était important de formaliser un cadre éthique et pédagogique commun et de construire des modalités cohérentes d'intervention auprès des jeunes. En effet, il s'agit d'instaurer un temps et un espace de dialogue, de débats permettant aux jeunes de susciter leur réflexion, de s'exprimer sur les sujets, les préoccupations qui les concernent. Les conseillères et la médecin sont des écoutants qui doivent pouvoir entendre leurs questionnements, transmettre des informations et accompagner la réflexion du groupe, favorisés par un cadre contenant réfléchi au cours d'un travail d'équipe du centre.

Pour répondre aux objectifs de l'éducation à la sexualité, l'équipe s'est aussi penchée sur les différentes techniques d'animation dans le respect du cadre éthique et pédagogique élaboré préalablement. Il est important que l'intervenante soit familiarisée avec les outils qu'elle choisit. C'est pourquoi, certains ont été explorés et construits ensemble (« Cartes images vie quotidienne », « Fiches affirmations »).

Tout ce travail de concertation a permis de partir sur des bases communes d'animation favorisant une meilleure co-animation et permettant la construction coordonnée d'un projet d'éducation à la sexualité.

COLLEGE LES SAULES

Le centre de planification étant implanté sur Eybens, le collège de secteur les Saules, a été une priorité. Les animations sur l'éducation à la sexualité, déjà inscrites dans le projet d'établissement du collège, présentées au conseil d'administration, ont été renforcées par la création du centre.

Classe	Nbre classes	Nbre élèves	Sujet abordé
6 ^{ème}	6	61	Puberté
4 ^{ème}	6	105	Contraception
3 ^{ème}	5	72	Visite du centre
4 ^{ème} Segpa	1	13	Puberté
3 ^{ème} Segpa	1	9	Visite du centre
Demi-pensionnaires		120	Sida
Total	19	380	

Comme les années précédentes et malgré une ouverture du centre début mai, les animations pour toutes les classes de 6ème, 4ème et 3ème ont pu être réalisées pour l'année scolaire 2007/2008. D'autre part, les conseillères ont répondu à une demande d'un professeur de SEGPA, d'animation pour les élèves de 4ème et 3ème.

Ces interventions permettent d'apporter aux élèves, en partant de leurs représentations et de leurs acquis à chaque âge de leur vie collégienne, les informations objectives et les connaissances liées à la sexualité et de susciter leur réflexion afin de les aider à développer des attitudes de responsabilité individuelle et sociale.

AUTRES ANIMATIONS

Suite à des contacts réalisés par la conseillère avant l'ouverture du centre, quelques établissements ont sollicité les conseillères pour des animations autour de la sexualité, généralement avec un public plus en difficultés (IME, 3ème DP6...). Ces structures sont à proximité du centre ce qui peut faciliter les démarches individuelles.

Structure	Lieu	Classe	Nbre classes	Nbre élèves	Sujet abordé
Collège Village olympique	Grenoble	3 ^{ème}	1	23	Connaissance du centre
Lycée Thomas Edison	Echirolles	3DP6	1	22	Relation fille garçon
IME	Eybens	15-17 ans	1	11	Corps
Ecole primaire	Eybens	CM2	1	28	Pré-adolescence
Lycée Marie Curie	Echirolles	Demi-pensionnaires		150	Sida
Total			4	84	

GROUPE LOCAL

INTERQUARTIERS DE GRENOBLE

ANTENNES

Mistral – Abbaye / Jouhaux – Teisseire / Malherbe – Prémol – Vieux Temple

A/ LES PUBLICS ACCUEILLIS

1) Le public

Le public fréquentant notre Centre de Planification et d'Education Familiale est majoritairement constitué de femmes de plus de 25 ans résidant sur le secteur des antennes; elles sont principalement en situation de précarité, (RMI, chômage), « au foyer » ou occupant des emplois à temps partiels comme femme de ménage ou aide à domicile. Les familles monoparentales (femmes élevant seules leurs enfants) sont bien présentes.

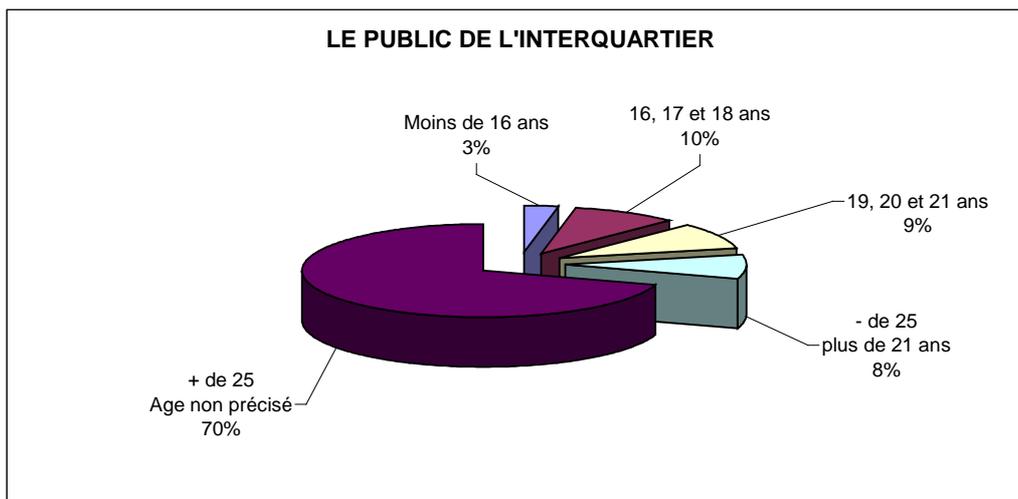
Nous remarquons que les personnes rencontrant ces problématiques ont plus de difficultés à s'organiser, anticiper et venir aux rendez-vous, s'engager sur du moyen terme dans des séances d'animations suivies...cela demande donc pour les professionnels souplesse et adaptation.

De même, pour certaines personnes, les obstacles et les freins à pouvoir parler les questions de contraception, avortement, sexualité, égalité entre femmes et hommes sont tels qu'il faut du temps pour créer un lien de confiance...

Le médecin et la conseillère conjugale et familiale n'étant présents qu'à temps partiel, les demandes de renseignements arrivent à l'accueil de chaque centre social et concernent majoritairement un public déjà fidélisé.

De ce fait, l'accueil téléphonique s'en trouve réduit. Seuls arrivent à la conseillère et au médecin les demandes filtrées par le personnel d'accueil de chaque centre social.

Le choix d'un CPEF éclaté sur 5 lieux est une autre spécificité de notre centre. Ceci pour assurer la proximité mais avec pour conséquence peu d'heures des professionnelles par lieu : présence non-continue des professionnels, manque de flexibilité pour développer un partenariat, peu de présence pour faire des entretiens et consultations.



2) Entretiens de conseil conjugal et familial

La première demande est souvent sous forme de demande d'information ou de demande de « recette » pour améliorer les relations dans le couple. C'est au cours des entretiens suivants, lorsque la relation de confiance s'est établie, qu'apparaissent les problématiques qui occasionnent de la souffrance manque de confiance en soi, manque de considération de l'entourage proche, problèmes d'éducation, violences psychiques et physiques au sein du couple...Le nombre d'entretien varie selon le degré de prise de conscience des femmes de leur situation et leur capacité à trouver en elles et autour d'elles les ressources qui les mèneront vers l'autonomie.

Prémol

Il y a peu de rendez-vous annulés, un nombre plus important de suivi de couple que dans d'autres antennes et c'est l'homme qui parfois fait la démarche. Il y a peu de jeunes, ce sont plutôt des personnes ayant déjà des enfants.

Mistral

Les entretiens avec la conseillère conjugale et familiale ne constituent pas l'activité principale de l'antenne. Sur l'année 2008, 47 personnes sont venues lors de 43 entretiens, ce qui a touché au total 34 personnes différentes. La « faible » fréquentation peut s'expliquer par différents éléments :

Il y a peu de temps de permanence (2 x 3 heures) donc peu de possibilité et de souplesse pour les habitants, particulièrement pour ce qui concerne les demandes « urgentes » : test de grossesse, dépannage de contraception, contraception d'urgence, entretiens pré-ivg...

Ils préfèrent s'adresser à un centre avec une plus grande amplitude horaire et qui fonctionne sans rendez-vous.

◆ Difficulté à venir au sein du quartier, par peur d'être vu, particulièrement pour les jeunes. Ils préfèrent aller au centre ville, le lieu est plus anonyme.

◆ Le fait que l'antenne soit encore récente (mai 2007), les habitants n'en ont pas tous la connaissance. De plus, aucune signalétique ne favorise le repérage.

◆ La spécificité du lieu « centre de santé » et la diversité des prises en charge proposées :

◆ La contraception est souvent abordée avec le médecin traitant à l'occasion d'une consultation autre

◆ Les problématiques personnelles, relationnelles, conjugales, familiales peuvent aussi être abordées au lieu d'écoute (permanence d'une psychologue dans les mêmes locaux)

Teisseire

Il y a peu d'entretiens effectifs; en effet des rendez-vous sont pris, annulés dans le meilleur des cas, mais le plus souvent les personnes ne viennent pas.

La démarche de venir voir une conseillère conjugale est elle difficile à faire ?

Étant donné le peu de temps imparti à la conseillère, les plages horaires proposées sont très limitées ou prises pour des animations.

Il y a également un travail à faire avec les assistantes sociales et les autres partenaires pour mieux expliquer notre rôle; une plaquette expliquant le rôle de la conseillère conjugale et familiale vient d'être faite et commence à être diffusée.

Abbaye

Les permanences de la conseillère conjugale et familiale sont dans l'ensemble connues du centre social et le lien se fait facilement au niveau des assistantes sociales (orientation puis suivi en commun pour certaines situations).

La présence du centre de santé à proximité permet aussi une orientation de certaines personnes sur le centre de planification.

Par contre nous avons pu constater un lien direct entre fréquentation de ces permanences et offre de plages horaires importantes dans la semaine. Quand la conseillère est trop occupée par les animations scolaires, la fréquentation baisse !

Il y a eu plusieurs entretiens de couple.

Comme à Teisseire, des personnes ne viennent pas au rendez-vous mais en moins grand nombre.

Vieux-Temple

Le partenariat et les actions pérennes ont permis de faire venir 50% de nouvelles personnes en entretien sur l'année.

Ce sont essentiellement des femmes de plus de 25 ans : la majorité d'entre elles sont dans des situations de précarité, élevant seules leurs enfants et/ou ayant des difficultés à trouver un emploi qui leur permettrait d'être autonomes.

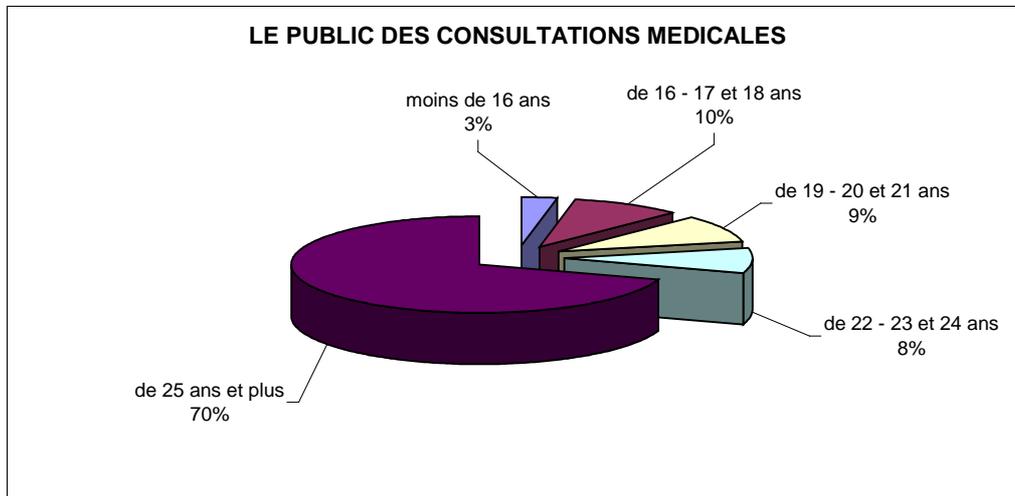
Le seul homme qui a été reçu était dans une démarche de couple et venait en entretien avec son épouse.

Les motifs des demandes sont essentiellement des difficultés personnelles et/ou conjugales. Cependant, on remarque que 30% des entretiens amènent la prise de conscience d'un vécu de violence psychologique et psychique non vécue comme tel jusque là (la plaquette sur les violences conjugales parle beaucoup aux femmes qui se reconnaissent dans les phrases citées en exemple et qu'elles disent avoir entendues).

Le centre de planification n'existe pas comme un lieu avec 2 personnes (médecin et conseillère) travaillant en binôme et en complémentarité. (Manque de temps de permanence et éloignement, dans le centre social, des bureaux respectifs qui sont situés aux antipodes l'un de l'autre). D'autre part, le peu de temps de présence ensemble sur les permanences ne permet pas que s'élabore un réel travail d'accueil, et d'actions d'information auprès du public et des partenaires hébergés au centre social ou à l'extérieur. Par voie de conséquence, il est problématique, bien que les besoins existent, de développer les entretiens. La conseillère conjugale et familiale reçoit essentiellement des personnes majeures n'ayant pas de demande associée au « médical » et ne donne quasiment pas d'information concernant la contraception, l'IVG..., tandis que le médecin, bien que sentant des problématiques poindre lors des consultations et indiquant la présence de la conseillère a du mal à faire en sorte que les patientes la rencontrent...

3) Consultations médicales

Ce sont principalement des femmes qui consultent : 599 femmes pour 10 hommes (ceci n'inclue pas les chiffres de Mistral). La population touchée est très variée tant au niveau de l'âge qu'au niveau des thèmes abordés.



- ◆ Le suivi prénatal est une activité importante dans notre CPEF. Des demandes pour une IVG existent mais sont peu nombreuses. Le recours vers une IVG n'est souvent pas envisageable pour des raisons religieuses ou culturelles.
- ◆ L'activité de dépistage des cancers (Cancer du sein, du col de l'utérus ou de l'intestin) des femmes prend une place importante
- ◆ La présence d'un médecin généraliste plutôt qu'un spécialiste en gynécologie ramène le tarif des consultations vers le bas. Les tarifs pratiqués en ville sont souvent trop élevés pour les femmes dans le quartier

Le motif principal est la visite systématique, suivi par la contraception et en troisième position le suivi prénatal.

Les femmes ont souvent un médecin traitant homme qui ne pratique pas l'examen gynéco. La présence d'un médecin à prix bas et à proximité est souvent une raison pour venir au CPEF pour l'examen gynécologique au lieu d'aller voir un gynécologue en ville ; ce qui explique pourquoi l'examen systématique passe en première position avant la demande d'une méthode contraceptive souvent déjà prescrite par le médecin traitant. Le suivi prénatal est aussi une activité importante du CPEF car les femmes préfèrent un médecin de proximité plutôt que l'hôpital, loin du quartier. Le médecin ayant une demi-heure pour la consultation en comparaison avec ses confrères disposant d'un quart d'heure a plus de facilité à être à l'écoute et à répondre à toutes les questions des femmes.

Contrairement aux autres antennes le premier motif de consultation pour l'antenne Mistral est la contraception suivi par le suivi systématique. Ceci paraît plutôt logique puisque que l'activité médicale de l'antenne Mistral est prise en charge par des médecins généralistes. La patiente demandera ainsi souvent lors d'une consultation pour une autre raison médicale un renouvellement de la pilule.

4) Motif principal des consultations médicales

Nous constatons beaucoup de désistement dans les rendez-vous. Les femmes gèrent leur quotidien dans l'urgence et attendent du Centre de Planification et d'Education Familiale une réponse dans l'immédiat.

Des rendez-vous donnés dans deux semaines ou plus restent régulièrement sans réponse. Mais aussi un rendez-vous donné dans les 48 heures peut rester sans réponse. Ceci explique bien la complexité d'une bonne gestion des rendez-vous

Dans des antennes comme Teisseire, l'activité reste très irrégulière avec des jours chargés et des jours avec peu de rendez-vous. Le changement des horaires en cours d'année ne paraît pas avoir modifié la fréquentation du centre, cependant la légère augmentation du volume d'heure d'ouverture par mois devrait permettre de développer le nombre de consultations. Ainsi un travail d'information des partenaires sociaux et du tissu associatif du quartier pourra permettre de drainer de nouvelles personnes.

B/ ANIMATIONS ET SENSIBILISATIONS

Dans toutes les antennes, le choix a été fait, pour les classes de 3ème, de faire venir les élèves au centre de planification afin de leur faire repérer le lieu et les personnes y travaillant avant qu'ils soient dispersés par les nombreuses orientations qui leur sont proposées en fin de Collège. Ils sont reçus systématiquement par le médecin et la conseillère conjugale et familiale et visitent les locaux du centre de planification de leur secteur.

Pour les autres niveaux, le thème des animations est décidé en commun accord avec l'établissement, en fonction des problématiques rencontrées.

animations et actions de sensibilisation réalisées par l'équipe interquartiers		
	Nombre de séances	nombre de participant-e-s
Dans le centre	32	439
Éts scolaires (classes + adultes)	39	737

1) Animations scolaires :

Nous intervenons sur 2 Collèges et un Lycée

Collège Villeneuve : en 2008, les classes de 3èmes sont venues visiter le Centre de Planification.

Pour l'année 2009, des interventions en 4èmes et en groupes "démixés" sont prévues

Collège VO : visite du centre de planification pour les 3èmes également.

Pour 2009, des interventions dans les classes de 6èmes et 5èmes sont prévues autour de la relation à l'autre associées à d'autres intervenants extérieurs dans le cadre d'un projet d'établissement pour gérer la violence au sein du collège.

Pour les classes de 4èmes, la conseillère s'associe au groupe de professionnels du collège formés à l'éducation sexuelle pour préparer les séances

Les séances en direction des classes de 3eme se déroulent très différemment d'un collège à l'autre. Pour généraliser, nous avons rencontré au Collège Villeneuve des classes où la mixité sociale existe peu, seuls quelques uns parlent et d'une manière souvent très réactive, voir violente. Un seul courant d'idée s'exprime et la sexualité est souvent très mal perçue, particulièrement du côté des filles.

Nous passons du temps à rappeler que nous sommes dans un état laïque et qu'il existe des lois et des droits (contraception, avortement etc. ...).

La religion, la culture tiennent une place de plus en plus importante et il nous semble essentiel de revoir la forme des animations pour 2009.

Au niveau des centres sociaux du quartier, le constat du recul de la laïcité se fait aussi et une réflexion est en cours, en particulier dans notre travail auprès des femmes.

En ce qui concerne le Collège VO, une mixité sociale existe et lors des animations la parole est beaucoup plus libre et variée.

Lycée Iser'Bordier : il existe une permanence écoute 1 fois par semaine assurée par la conseillère du Centre de Planification. Celle-ci a également tenu un stand le 1^{er} décembre pour la journée de lutte contre le sida; beaucoup d'élèves sont passés et ont posé des questions, pris de la documentation.

2) Animations extrascolaires

Stage "un temps pour elles" proposé aux femmes des quartiers Arlequin et Prémol: le centre de planification a été contacté pour participer à deux séances de ce stage (sexualité et place de la femme dans le couple)

Il y a eu une grande qualité d'écoute entre ces femmes et l'échange était très vivant mais les témoignages de vie nous ont parfois perturbés !

Le bilan fait par les femmes a été très positif sur nos interventions; lors de la séance sur le couple, sur 7 femmes présentes, 6 avaient vécu ou vivaient des situations de violences conjugales parfois extrêmes. Elles ont exprimé ultérieurement l'intérêt d'avoir pu en parler, de ne plus se sentir seules et de pouvoir dire "non".

Le projet est reconduit pour 2009.

MJC : la Maison des Jeunes et de la Culture, en partenariat avec le Centre de Planification, le CODASE et le Centre de Santé, a organisé des séances théâtre pour les filles des quartiers Arlequin-VO-Baladins âgées de 14 à 16 ans. Avec une intervenante théâtre, elles ont exprimé ce qu'elles vivaient sur leur quartier, puis ont monté une petite pièce et ont choisi de se mettre en représentation.

Le bilan est très positif tant pour les jeunes que pour l'équipe et le projet est reconduit pour 2009.

Centre d'Aide par le Travail: à la demande de l'équipe, le centre de planification est intervenu sur le thème de la ménopause. Les participants ont été très intéressés et les échanges très vivants.

Groupes d'alphabétisation au sein du centre social Prémol : nous intervenons deux fois dans l'année dans le cadre de la journée de lutte contre le sida et une autre fois pour faire connaître le Centre de Planification et parler de contraception.

Cette année les participants venaient d'horizons très variés et l'échange a été très riche.

Nous préparons nos animations en utilisant des supports pédagogiques ludiques et faciles d'accès

Mistral

Sur l'année 2008, les interventions collectives ont concerné deux types de publics différents :

- les femmes adultes du quartier, au sein du centre social Mistral (groupe de travail et de réflexion autour de la parentalité, groupe femme, journée de la femme....)
- les jeunes en établissements scolaires ou organisme de formation (collège Aimé Césaire, lycée Vaucanson et lycée Louise Michel, Gréta et Ifra)

Concernant le public adolescent, il est difficile de travailler avec les jeunes qui ne sont plus scolarisés, puisque c'est principalement au sein d'établissements scolaires que nous intervenons. Aller à la rencontre d'autres jeunes demande un solide partenariat avec les différentes structures du quartier, telles que les MJC, le CODASE, le Plateau, la bibliothèque...

1) Animations scolaires

Collège des eaux-claires (Aimé Césaire) :

Animations ponctuelles auprès des classes de 3^{ème}, en demi-groupe, **au centre de planification**. L'objectif de ces séances ponctuelles est de faire connaître le centre de planification, les professionnels qui y travaillent, les sujets que les jeunes peuvent aborder... Ces séances ont été animées par un médecin du centre de santé et la conseillère conjugale et familiale.

La présence d'un médecin est particulièrement intéressante du fait qu'une partie des jeunes du collège sont suivis au Centre de santé, sans savoir qu'ils peuvent s'adresser à leur médecin traitant en toute confidentialité pour la contraception, les dépistages... cela permet donc de dédramatiser ces sujets et faciliter certaines demandes et questions lors d'une consultation médicale.

Un certain nombre d'interventions ont été annulées au dernier moment, suite à des mouvements de grève. Cela explique également le faible nombre d'élèves présents à une animation.

Lycée Louise Michel : Animations ponctuelles auprès d'une classe de seconde BEP carrières sanitaires et sociales, reçue au Planning Familial en demi-groupe. Co-animation avec une conseillère conjugale du Planning Familial Gambetta.

Au sein du lycée Louise Michel, une autre intervention auprès d'une classe de BEP pour échanger sur leur travail autour des droits des femmes (recueil de nouvelles avec le professeur de français) a été effectuée. Nous avons le projet d'organiser une manifestation générale au lycée à partir de leur travail, ce qui n'a pu être fait à cause des mobilisations des lycéens sur la fin de l'année scolaire.

Lycée Vaucanson :

Les infirmières du lycée ont sollicité le centre de planification pour des interventions au sein de l'établissement sur des temps hors cours, sur le volontariat des jeunes. 3 temps d'échanges et d'information au foyer entre 12h et 14h ont été proposés en janvier, mars et décembre 2008. Les jeunes ont très bien accueilli le stand de la conseillère au sein du foyer, les supports ludiques ont facilité le contact avec les jeunes qui sont venus spontanément échanger (jeu, spots vidéo, formule « stand » avec plaquette d'information, préservatifs...)

D'autre part, un projet avec **l'internat de Vaucanson** a pu commencer en novembre 2008 (et se poursuivra sur l'année scolaire). L'internat mixte regroupe les élèves de 5 lycées grenoblois. Ce travail avec les élèves internes paraît important dans la mesure où ces jeunes peuvent rencontrer des difficultés d'accès aux centres de planification (ils rentrent à

leur domicile uniquement les fins de semaine, méconnaissance des structures sur une commune qu'ils ne connaissent pas forcément...). L'objectif des séances est bien sûr de repérer les lieux ressource, mais aussi d'offrir un espace de parole autour de la sexualité, des relations amoureuses et affectives, des rapports entre filles et garçons qui ne sont pas simples dans un lycée très majoritairement masculin.

2) Animations extrascolaires

Auprès de jeunes

Journée de sensibilisation autour du VIH et des hépatites

Journée organisée par l'AGECSA en partenariat avec Sida Info Service, SOS hépatites et le centre de planification. Le stand installé dans le hall du centre de santé avait pour objectif de sensibiliser le public tout venant au centre de santé. Mais en réalité, cette manifestation a amené très peu de personnes qui se rendaient au centre de santé, mais surtout des groupes en formation au Gréta et à l'IFRA dans le même bâtiment (lors de la présence de la conseillère conjugale, uniquement des groupes de filles en formation : CAP petite enfance, BEP carrières sanitaires et sociales...). Différents professionnels se sont relayés auprès du public.

Auprès d'adultes

Le travail auprès des adultes se fait via les centres sociaux. Sur l'année 2008 s'est particulièrement développé le partenariat avec le centre social Mistral, notamment avec la conseillère en économie sociale et familiale.

GROUPE DE TRAVAIL AUTOUR DE LA PARENTALITE

Ce groupe de travail et de réflexion autour de la parentalité regroupe des parents du quartier (principalement des femmes) ainsi que des professionnels. Ce temps est animé par Mr Yahyaoui, ethno psychologue. L'objectif de ce groupe est de faire remonter les difficultés éducatives rencontrées par les parents, de consolider le rôle d'adulte auprès des jeunes dans l'espace public, de créer de l'entraide, du soutien entre parents, faire émerger et accompagner des initiatives de parents pour sensibiliser d'autres parents sur les questions éducatives.

Le centre de planification a participé à 8 séances sur l'année 2008, soit 16 heures.

Cela a mobilisé en moyenne 7 habitants à chaque séance.

En fin d'année, le groupe a été présent à la journée « portes ouvertes » du centre social avec des questionnaires préparés par les parents, afin de faire connaître l'existence de ce groupe à d'autres parents. Ce temps fort a touché 30 habitants, dont une majorité de nouvelles personnes.

LE CAF'ECHANGES

Le centre social Mistral organise chaque vendredi un café petit déjeuner. Ce temps informel attire des personnes qui ne s'investissent pas sur d'autres actions du centre social. C'est un espace intéressant pour faire connaître des lieux, des professionnels, des actions organisées à destination des femmes. C'est aussi un temps occasionnellement investi par les groupes (de femmes, de parents) pour échanger avec d'autres personnes sur des thèmes particuliers.

GROUPE FEMMES, SENSIBILISATIONS SUR LES DROITS DES FEMMES

A la demande d'une habitante du quartier, deux temps d'échanges autour des droits des femmes ont été organisés au centre social. Ces séances ont été animées par la conseillère ESF du centre social, l'avocate qui assure les permanences juridiques au centre social et la conseillère conjugale et familiale.

Ces temps ont permis aux femmes de connaître des professionnels ressources pour des questions de droits ou des difficultés conjugales.

Mais ce projet a aussi permis d'entendre l'isolement de certaines femmes, et de faire émerger une demande des femmes du quartier de redynamiser un groupe femme, qui a existé quelques années auparavant.

GROUPE FEMME : UN TEMPS AU FEMININ

Ce projet, porté par le centre social en concertation avec le centre de planification, a démarré en septembre 2008. Le groupe est animé par la conseillère ESF et la conseillère conjugale et familiale du centre de planification.

Un atelier autour du bien être, des droits des femmes et de la découverte culturelle est proposé un après midi par quinzaine. C'est l'occasion pour des femmes de rencontrer d'autres femmes, de prendre un temps pour elle, de prendre soin d'elle, de se faire plaisir. Les supports à ses ateliers sont variés : masques de beauté confectionnés avec les femmes, repas-débat avec les artistes haïtiennes qui traitent des conditions des femmes en Haïti dans leur spectacle que nous sommes allés voir à l'espace 600 ...

Ce projet évolue aussi en fonction des initiatives des femmes sur l'année scolaire.

1) Animations scolaires

Il y a 2 collèges sur ce secteur, Munch et Les Saules

- **collège Munch** : il est difficile de travailler actuellement avec cet établissement car les séances d'éducation à la sexualité doivent avoir lieu en classe de 3ème et si les heures de Sciences Vie de la Terre sont libres.

Il faudrait du temps pour établir un réel partenariat avec ce collège qui accueille des sections SEGPA

- **collège Les Saules** : la demande de l'établissement est beaucoup plus importante ; un travail depuis la 6ème est fait en collaboration avec les professeurs et l'infirmière scolaire et des temps d'échanges sont proposés aux jeunes filles entre 12h et 14h ceci en collaboration avec le CODASE depuis la création du centre de planification d'Eybens , il a été convenu que les animations scolaires avec ce collège était assuré par l'équipe de conseillère conjugales de ce centre en 2009

2) Animations extrascolaires

Différentes animations ont eu lieu que ce soit au centre ou en dehors

Rencontre de femmes: 1 fois par mois 1 après midi de rencontres est proposé aux femmes du quartier Teisseire-Malherbe ; ces séances (organisées par les Assistantes Sociales, la Conseillère en Economie Sociale et Familiale et la Conseillère Conjugale et Familiale) ont de plus en plus de succès, elles créent du lien en particulier pour les nouvelles arrivantes et les femmes isolées. Les thèmes sont décidés avec les participantes et un réel échange de compétences s'effectue. Le centre de planification a insisté pour que l'un des objectifs de ces rencontres soit qu'il y ait une réflexion du groupe et pas uniquement une consommation d'activité.

Stage « bien être au féminin » : il a été organisé sur le secteur 5 coordonné par la conseillère et proposé à 10 femmes qui vivaient des situations d'isolement ; le bilan a été très positif et toutes ont ensuite fait des démarches d'insertion au niveau de leur centre social ou à l'extérieur. Le projet est reconduit pour 2009.

Bibliothèque de rue : en partenariat avec la Bibliothèque, le Centre Social et le CODASE, des bibliothèques de rue sont proposées aux habitants du quartier Teisseire-Malherbe dans différents lieux pendant l'été ; viennent principalement des mères de famille ou grands parents et leurs jeunes enfants. La fréquentation est variable, mais le livre est un bon support pour entamer une discussion avec les parents.

Sortie famille : pendant l'été la conseillère a accompagné une sortie à Peaugres; cela a permis d'une part d'ouvrir des discussions autour de la parentalité (beaucoup de femmes seules avec leurs enfants) , d'autre part de mieux connaître des partenaires tels que Coordinatrice Espace Famille et Éducateurs du CODASE .

Espace famille : à la demande de la Coordinatrice Espace Famille du centre social, la conseillère a animé deux « soirées échanges » sur la parentalité; il y a eu peu de participants mais l'échange fut très riche. Le créneau horaire 17h30-19h n'est peut être pas adapté.

Groupe d'alphabétisation : dans le cadre de la journée de lutte contre le sida, le centre de planification est intervenu pendant deux heures ; les participants viennent de pays très divers et chacun a pu parler de ce qu'il se passait dans son pays au niveau de la prévention. Il y a eu beaucoup de questions et la parole était libre.

Abbaye

1) Animations scolaires

Sur ce secteur nous intervenons sur un collège et un lycée.

Collège Vercors : des séances ont eu lieu dans les classes de 4eme sur le thème de « la relation à l'autre » et en 3eme avec la visite du centre de planification.

L'infirmière scolaire est très impliquée ainsi que des professeurs de SVT ; les séances sont préparées ensemble en fonction des besoins du moment (si problématique particulière) une mixité sociale existe, les échanges sont variés et la parole assez libre.

Lycée Argouge : des interventions ont eu lieu dans des classes d'insertion.

D'autre part, un projet est en cours pour l'année scolaire 2008-2009 en lien avec l'infirmière scolaire et la C.P.E en proposant des soirées aux élèves internes pour parler de sexualité ; deux séances ont eu lieu en décembre qui ont eu beaucoup de succès en abordant divers thèmes.

Dans le cadre de la journée de lutte contre le sida, le centre de planification a mis un stand dans le hall : beaucoup de passage, d'échange et de questions.

2) Animations extrascolaires

Groupe d'alphabétisation : lors de la journée de lutte contre le sida, le centre de planification a animé une séance autour de ce thème. Il n'y a pas eu beaucoup d'échanges du fait de la difficulté de la langue, mais les femmes présentes ont semblé intéressées.

1) Animations scolaires

Participation au comité d'éducation à la santé et à la sexualité de la cité scolaire Stendhal : ces réunions, véritables rendez-vous, permettent à tous les partenaires ayant des actions envers la jeunesse sur le secteur de partager leur pratique professionnelle et de définir des axes de prévention au sein de l'établissement pour l'année scolaire à venir. Un bilan est fait en fin d'année afin d'ajuster les séances au plus près des besoins repérés.

Le partenariat avec le **collège Stendhal** est maintenant bien installé et l'objectif partagé de l'établissement (les séances d'éducation à la sexualité font partie des objectifs mis en œuvre à l'intérieur du Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté dont la conseillère conjugale et familiale est membre) de couvrir toutes les classes du collège est maintenant réalisé.

La conseillère conjugale et familiale est référente de cette action qui est menée en partenariat avec l'infirmière, la conseillère principale d'éducation, et l'assistante sociale de l'établissement ainsi qu'un animateur du Codase du centre ville pour ce qui concerne les 4èmes.

Des thématiques plus spécifiques ont été retenues, comité **d'éducation à la santé et à la sexualité** en fonction du questionnement des élèves.

6èmes : puberté et transformations du corps.

5èmes : la construction de l'image de soi, se connaître, s'accepter.

4èmes : les représentations dans les relations filles/garçons.

3èmes : visite du centre de planification et informations sur la contraception, l'IVG, les IST, le SIDA...

Bien entendu, ces thématiques ne rigidifient pas les séances et il est toujours offert aux élèves la possibilité de poser les questions qui les préoccupent sur le moment.

La conseillère conjugale et familiale ne peut, vu le temps imparti, être présente à toutes les animations. Celles ci sont donc soumises aux aléas des emplois du temps et des priorités dont le personnel de l'établissement a, de part ses fonctions dans l'établissement.

Cette année, la conseillère ou le médecin ont pu rencontrer toutes les classes de 4ème et de 3^{ème}. Pour les classes de 6^{ème} et de 5^{ème}, malgré des binômes formés par le personnel de l'établissement, elles n'ont pu, toutes recevoir une séance d'éducation à la sexualité ...

D'autre part, le **collège Bayard** qui avait sollicité le centre de planification pour des animations SIDA en 2007, n'a pu être recontacté, faute de temps disponible, alors que la conseillère avait décelé de grands manques d'informations concernant la sexualité et la contraception et qu'une demande d'IVG pour une élève de 3^{ème} lui avait été faite

2) Animations extrascolaires

LES ATELIERS "BIEN ETRE"

Objectifs :

- Proposer des temps de détente et de bien être
- Permettre à des femmes en situation de précarité sociale de sortir de l'isolement
- Favoriser les échanges d'expériences autour de la vie de couple et de la parentalité
- Valoriser les apports de différentes cultures
- Accompagner à la découverte de l'environnement proche : associations, structures culturelles, artistiques, sportives du secteur II.
- Encourager la création de liens avec l'ensemble du personnel de ces structures.

Ils sont nés du désir d'un groupe de femmes qui avait finalisé un projet de voyage et voulait continuer à se voir et de celui de l'équipe partenariale travaillant à Vieux Temple qui recevait la demande des femmes de se rencontrer, d'échanger sur des sujets ayant trait à des questions familiales ou éducatives, d'avoir du lien social sur le quartier ainsi que des activités qui leur appartiennent (non tournées vers le conjoint ou les enfants).

La conseillère en économie sociale et familiale du Centre social et la conseillère conjugale et familiale du centre de planification ont élaboré un projet qui a été adopté par un comité de pilotage composé des travailleurs sociaux et de la directrice du centre social.

Durant l'année 2008, 6 thématiques ont pu être abordées comportant chacune 3 séances par thèmes. Pour les deux premières il est fait appel à un partenaire extérieur qui apporte un savoir faire ou une ouverture sur le quartier et qui co-anime avec la conseillère en économie sociale et familiale du Centre Social. La troisième séance est co-animée par la conseillère en économie sociale et familiale du Centre social et la conseillère conjugale et familiale du centre de planification. C'est une séance davantage orientée vers l'écoute, ce qui permet aux femmes de s'affirmer leur identité, de conscientiser leurs capacités, de créer du lien sur le quartier et d'élaborer des projets qu'elles pourront réaliser en toute autonomie une fois rentrées chez elles.

Un temps de bilan est réalisé en fin de thématique afin de construire les séances qui suivront au plus près des besoins des femmes.

Les thématiques abordées en 2008 :

- ◆ Etre bien dans son corps avec une sensibilisation à la diététique et à la danse africaine
- ◆ Mettre des mots sur ses émotions avec un atelier de théâtre et d'écriture
- ◆ Oser porter ce qui me plaît avec une séance de maquillage et de soins du visage et une autre d'habillement : couleurs, formes, motifs...
- ◆ S'approprier l'endroit où je vis avec des visites guidées de mon quartier (secteur 2) guidées par l'office du tourisme
- ◆ Faire confiance et se faire confiance avec une séance de soins du corps : se faire masser, se faire maquiller

♦ Offrir de l'attention et de l'amour. Faire avec ses mains : des cadeaux de Noël et des truffes au chocolat

En 2008, 36 femmes ont pu bénéficier de ces ateliers.

Ces ateliers ont démarré progressivement et sont maintenant repérés par le public. Ils sont relayés par les partenaires sociaux et le « bouche à oreilles » fonctionne.

Construits au fur et à mesure de l'attente des femmes et avec elles, ils répondent à une réelle attente, vont être reconduits et sont appelés à se développer. Des retours très positifs sur leur vécu de vie de couple arrivent d'une séance sur l'autre. On constate que l'objectif consistant à favoriser la création de liens entre les femmes fonctionne aussi pour les partenaires travaillant au sein du centre social...

SORTIES FAMILLES

Durant l'été, des « sorties familles » sont organisées par la conseillère en économie sociale et familiale du Centre social pour ceux qui ne partent pas en vacances. Ce sont essentiellement des familles mono parentales qui s'inscrivent. C'est l'occasion pour les mères de partager leurs difficultés à élever seules leurs enfants, d'échanger avec d'autres sans être jugées et de reprendre confiance en elles et en leur capacité de mère. Cela leur permet aussi de connaître le centre de planification, de faire connaissance avec la conseillère conjugale et familiale et d'oser, à la rentrée pousser la porte pour un entretien individuel...

Ces sorties, attirent beaucoup de public (un car plein à chaque sortie) et permettent réellement de rentrer en contact avec un nouveau public dans un cadre rassurant. Malheureusement, malgré les besoins repérés par la conseillère en économie sociale et familiale et les partenaires du centre social, la conseillère conjugale et familiale ne peut, par manque de temps, participer qu'à une seule sortie sur les 5 organisées chaque année..

PREPARATION AUX VACANCES

En partenariat avec la CAF et la conseillère en économie sociale et familiale du centre social, des ateliers de préparation aux vacances ont lieu pour les familles, souvent mono parentales, qui ne sont jamais parties en vacances. Selon leur désir, les familles participent à un séjour collectif encadré par des travailleurs sociaux ou à un séjour en autonomie. La conseillère conjugale est là pour mettre des mots sur des appréhensions et favoriser la confiance en soi des adultes qui font ce choix de partir en vacances. Comment cela va t'il se passer avec mon conjoint? Avec mes enfants? Comment éviter les tensions?....

ANIMATION « SIDA »

Le Planning Familial a tenu un stand informations, lors d'un petit déjeuner du centre social, ce qui a permis aux professionnels et au public de se mélanger et d'échanger.

CENTRE D'INFORMATION DE PREVENTION ET DE CONSEIL CONJUGAL

CROLLES

A/ LES PUBLICS ACCUEILLIS

L'antenne de Crolles ne dispense pas encore d'activité médicale car elle n'est pas considérée comme un Centre de planification et d'Education Familiale.

1) Entretiens individuels et de couple

Ce sont des entretiens où sont reçues presque exclusivement des femmes adultes (un seul homme est venu). Elles viennent pour parler de leurs relations affectives (séparation, mal être, crise conjugale, difficultés familiales, violences conjugales...) qui les font souffrir, souvent depuis plusieurs années...

44% des femmes reçues en entretien individuel témoignent qu'elles subissent des humiliations, des insultes, du chantage, des menaces, des coups, des mises à la porte...

Pour certaines, des mains courantes et des plaintes ont été déposées.

Un partenariat resserré avec le service social de la mairie, le centre social, la police municipale, la gendarmerie se met en place progressivement.

De façon générale, les personnes reçues ont été informées par de nombreux relais tels que la Mairie de Crolles - Le Journal Municipal - La Police Municipale - Le Médecin de famille - La mission locale - Le centre médico-social et culturel de Brignoud - Le centre social de Crolles - Des relations

B/ ANIMATIONS ET SENSIBILISATIONS

1) Animations scolaires

PARTICIPATION AUX COMITES D'EDUCATION A LA SANTE ET A LA CITOYENNETE DU COLLEGE DE CROLLES ET DU LYCEE DE VILLARD BONNOT

C'est lors de ces comités (2 par an), où est réuni la plupart des partenaires travaillant sur la commune, que sont décidées les actions extra scolaires qui seront inscrites au sein du projet d'établissement pour l'année en cours.

Un bilan est fait en fin d'année.

Le thème abordé au lycée a été la prévention des conduites à risques

Les thèmes abordés au collège ont été :

- ◆ Les violences, avec l'accueil des expositions :
- ◆ « Dis non à ta violence »
- ◆ « Les sentiers de la guerre » de l'école de la paix

AU LYCEE DU MOYEN GRESIVAUDAN

Bien que le lycée soit ouvert depuis 5ans, aucune séance de ce type n'avait eu lieu jusqu'alors, les centres de planification et d'éducation familiale de Pontcharra et de Meylan étant débordés.

Ces séances sont animées par la conseillère conjugale et familiale, l'infirmière du lycée et deux professeurs qui ont été formées par l'éducation nationale.

Toutes les classes de 2nde ont été rencontrées en ½ groupes. Lors de ces 18 interventions, 100 filles et 156 garçons ont été sensibilisés. Les thèmes abordés ont été : les missions d'un CPEF, le MFPF, la relation garçon/fille, la 1ère fois, la contraception, les IST, le SIDA, L'IVG, ...

AU COLLEGE SIMONE DE BEAUVOIR A CROLLES

Ces séances sont animées par la conseillère conjugale et familiale et l'infirmière du collège.

Toutes les classes de 3ème en ont bénéficié en ½ groupes. 14 animations ont été faites où nous avons rencontré 86 garçons et 80 filles.

Les thèmes abordés ont été : la puberté et ses transformations, les lieux et les personnes ressources proches de chez soi, les relations filles/garçons, la sexualité, les relations avec les parents, la contraception, le SIDA, l'IVG...

A L'ECOLE « CASCADE »

Séances animées par la conseillère conjugale et familiale : informations dans une classe « Cliss », à la demande de l'enseignante, sur les transformations dans le corps lors de la puberté avec des enfants de 9 à 11 ans, en groupes non mixtes suivie d'une séance en groupe mixte.

2) Animations non scolaires

Animation autour de l'exposition « SIDA : savoir, c'est déjà lutter » prêtée par l'Office Départemental de Prévention contre le SIDA

Cette action a été menée en partenariat avec le service prévention – médiation de la mairie de Crolles. L'exposition a été placée dans le hall de la mairie pendant la semaine du 1er Décembre accompagnée d'un stand de plaquettes d'information. Elle a été animée par la conseillère conjugale et familiale de façon ponctuelle au cours de la semaine.

Objectifs :

- Informer un public large.
- Sensibiliser sur les conduites à risques.
- Faire connaître les lieux ressources.

PARTICIPATION A LA SOIREE « MIX' N STYLE » AU « PROJO » (ESPACE JEUNESSE)

Animation faite en partenariat avec l'association « Tempo », le service jeunesse et le service prévention lors d'une soirée musicale dans le local du service jeunesse.

Tenue d'un stand avec plaquettes d'information en accès libre.

Animation permettant de se familiariser avec les préservatifs masculins et féminins.

PARTICIPATION A L'ACTION DE PREVENTION INITIEE PAR LES ELEVES DU COMITE DE VIE LYCEENNE DU LYCEE MARIE REYNOARD DE VILLARD BONNOT.

A l'initiative du Comité de Vie Lycéenne et en partenariat avec le « 12 » de Meylan, l'infirmière et des professeurs co-animant des séances d'éducation à la sexualité et le Centre d'Information de Prévention et de Conseil conjugal une action de prévention dans le hall du lycée a été organisée sur le temps du « 12H/14H ».

Une exposition d'une quarantaine d'affiches réservée à l'ODPS a été suspendue pendant la première semaine de Décembre.

Un stand avec plaquettes d'information et de mise à disposition de préservatifs a été tenu par les élèves organisateurs et les conseillères conjugales et familiales.

Des échanges entre les élèves et adultes/animateurs a eu lieu à partir d'un questionnaire Vrai/faux distribué par les élèves du Comité de Vie Lycéenne.

Des feuilles A4 paysage étaient mises à disposition. Les élèves qui le souhaitent pouvaient écrire un mot ou un slogan en lien avec le SIDA, la prévention, la tolérance, la solidarité. Ces feuilles accrochées bout à bout sur le mur intérieur dans l'établissement ont formé une frise qui a pu rester et évoluer pendant toute la semaine.

L'animation a été bien gérée par les élèves du Comité de Vie Lycéenne qui ont su aller à la rencontre des autres. Il y a eu une participation active des élèves : 150 élèves ont répondu au questionnaire.